

Introduction



Catherine FERRIER,
 préfète, inspectrice générale
 de l'administration

Cela fait quatre ans que nous avons choisi ce sujet, mais deux années de suite nous avons dû le décaler en raison de la crise sanitaire ; nos intervenants, tous très passionnants, ne nous ont pas lâchés. Un énorme merci à eux. Merci aussi à vous tous d'être là. Vous êtes, par rapport aux autres éditions du colloque Érnac, d'horizons professionnels extrêmement variés, et cette grande diversité, qui est l'objet même de notre colloque, nous réjouit. Merci également au recteur d'avoir mobilisé notre jeunesse, des classes de première, terminale et BTS qui ont sûrement réfléchi au sujet.

Quelques mots sur le contexte qui a conduit l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur à choisir ce sujet.

L'obscurantisme, vous l'avez sûrement croisé. Il vous interroge probablement, voire il vous inquiète. Pour nous, au sein de l'appareil d'État, il fait malheureusement désormais partie de notre quotidien et il entrave l'efficacité de nos actions. Car comment protéger la population sans sa confiance, quand tout ce que nous disons est par définition faux pour certains, ce qui sème le trouble chez d'autres ? Comment transférer des savoirs quand ils sont contestés par principe ? Comment trouver le chemin de crête de l'intérêt général et en faire la pédagogie au-delà des intérêts particuliers, quand il n'y a plus d'espace de dialogue, d'écoute et de respect ? Et comment préserver notre cohésion nationale quand les colères, l'amertume, se transforment en haine, quand tant de personnes déchirent, devant nos yeux, notre tissu social ?

Pour nous, ces obscurantismes du quotidien nous rendent la tâche plus difficile

et plus ingrate. Quand la liberté d'expression en vient à renier l'égalité de tous et la fraternité, quand les vertus civiques, quand l'esprit critique, font place aux instincts, à la manipulation, à la pensée paresseuse, le mal pour notre République n'est-il pas plus profond ? Nous pensons que si. Et si c'est le cas, si les murs porteurs de notre maison commune sont attaqués, n'y a-t-il pas une autre menace tout aussi grave, qui est l'indifférence à l'obscurantisme, le « à quoi bon », le « laissons-les parler » ? Nous craignons que si. C'est ce qui nous a amenés à choisir ce thème, car tout ce qui concerne notre bien commun est l'affaire de tous. L'État seul ne peut s'en charger. Voilà ce qui nous a conduit à choisir le thème de l'obscurantisme.

Nous allons commencer par bien comprendre ce dont nous parlons quand, aujourd'hui, nous parlons des nouveaux obscurantismes. C'est une très grande philosophe, professeure émérite des universités à l'École pratique des Hautes études, chercheuse associée au CEVIPOF, qui va ouvrir ce colloque. C'est une grande professeure qui a beaucoup réfléchi au sens de l'humain, à la banalité du mal, au fonctionnement démocratique. Je citerai quelques-uns de ses ouvrages : « *La persévérance des égarés* », « *Ce que l'homme fait à l'homme* », « *Fragile humanité* », « *Pourquoi les hommes font-ils la guerre ?* », « *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie* », « *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps* », « *La faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun* », « *Ainsi meurt la démocratie* », « *Le crépuscule de la critique* »... Chère professeure Myriam Revault d'Allonnes, vous allez nous expliquer de quoi sont faits ces nouveaux obscurantismes. ■

Quand la liberté d'expression en vient à renier l'égalité de tous et la fraternité, quand les vertus civiques, quand l'esprit critique, font place aux instincts, à la manipulation, à la pensée paresseuse, le mal pour notre République n'est-il pas plus profond ? Nous pensons que si.

Discours inaugural : De quoi parlons-nous quand nous parlons d'obscurantismes ?



Myriam REVAUX D'ALLONNES,
philosophe

Le terme « obscurantisme », apparu tardivement au début du XIX^e siècle (en 1819, dans « Le Constitutionnel »), a d'emblée désigné une attitude hostile à la pensée des Lumières. Celles-ci accordent à la raison et à la démarche critique une place décisive. Leur maître mot est la conquête de l'autonomie et le refus de l'hétéronomie, soit de la soumission à une norme imposée de l'extérieur. Cet idéal d'émancipation à l'égard du dogmatisme religieux et des pouvoirs absolutistes est fondé sur la capacité des individus à exercer leur raison critique à l'égard des préjugés et des traditions établies. Il s'accompagne de l'espérance en un avenir meilleur (à la fois sur le plan intellectuel, politique, social) et même moral. Par opposition, l'« obscurantisme » implique la volonté de maintenir l'ignorance et la superstition (le refus du savoir et de sa diffusion), le dogmatisme pour qui il n'est de vérité que révélée et le despotisme politique qui entrave le déploiement de l'esprit critique et requiert l'obéissance aveugle au pouvoir.

On peut dire que jusqu'à une époque très récente, les idéaux des Lumières faisaient l'objet d'un consensus tacite et qu'ils étaient devenus un socle de convictions communes. Certes, il avait existé

un mouvement des « Anti-Lumières », lié à la contre-révolution (Joseph de Maistre, Burke, Bonald...) et caractérisé par l'attachement à la seule légitimité de la vérité divine, à l'idée d'un ordre fixe et immuable légué par la tradition et par la défiance à l'égard de l'idée de progrès. On peut suivre ses ramifications jusqu'à l'époque contemporaine, mais il ne faisait pas réellement obstacle au relatif accord sur les acquis liés à l'esprit des Lumières, devenus une sorte de patrimoine démocratique.

Or récemment, ces acquis se sont trouvés frontalement contestés à partir d'horizons très divers. Qu'il s'agisse de la montée en puissance des idéologies politiques radicales, des intégrismes et des radicalismes religieux ou encore de l'irrationalisme qui s'attaque aux résultats du savoir et à la validité de la démarche scientifique, nous sommes confrontés à une expansion de ces « obscurantismes », aujourd'hui déclinés au pluriel et dont la prégnance tient aussi au fait qu'ils convergent et se cumulent à partir de positions dissemblables, parfois antinomiques. Les « adversaires » des Lumières ne partagent pas les mêmes arguments. Certains réactivent et mobilisent les thèmes traditionnels des anti-Lumières (obscurantisme religieux, réaction ou conservatisme politique) mais d'autres dénoncent les Lumières de l'intérieur, à partir des principes qu'elles ont elles-mêmes posés mais auxquels elles auraient failli. Ces nouvelles remises en cause portent sur les ambiguïtés, les contradictions internes ou les dérèglements qui ont abouti à la trahison des idéaux initialement proclamés. Elles considèrent que le rationalisme des Lumières – parce qu'il est hégémonique, impérialiste et aveugle aux différences – ne peut être le vecteur d'une réelle émancipation.

Je me contenterai d'indiquer très schématiquement trois questions cruciales

qui cristallisent aujourd'hui ces diverses attaques contre les Lumières : (1) l'idée de progrès, (2) la question de l'universel, (3) la défiance à l'égard du savoir.

1- la première question concerne l'idée de progrès, la croyance au progrès.

Il est vrai que notre présent est marqué par l'effondrement de l'espérance en un avenir meilleur, par la perte d'un certain nombre d'illusions sur le progrès moral et culturel qui était censé accompagner les avancées scientifiques et techniques. L'hypertrophie de la rationalité technique et instrumentale et les déploiements catastrophiques des systèmes totalitaires avaient, depuis un certain temps, remis en cause l'espérance des Lumières de voir se réaliser, même de manière asymptotique, la marche de l'humanité vers le mieux. Nous ne croyons plus, à juste titre, à la conjugaison du progrès scientifique et technique et du progrès moral. Plus encore, l'autonomisation des techniques et l'exploitation sans limites de la nature mettent aujourd'hui en péril la survie même de l'humanité. Bref, l'optimisme des Lumières (ou tout au moins un certain optimisme qui associait les progrès de la culture au déclin ou à la disparition de la barbarie) s'est bel et bien trouvé démenti et c'est sur le terreau de ce désenchantement que s'enracine la montée en puissance de ces contestations du projet des Lumières.

On peut immédiatement objecter que les Lumières elles-mêmes ont fait état de divergences autour de l'idée d'un progrès massif de l'humanité et de la certitude d'un avenir meilleur : cette thématique s'est surtout déployée avec force au XIX^e siècle avec les grandes philosophies de l'histoire. On rappellera notamment la perplexité de Kant sur la réalisation historique de l'émancipation (qui est avant tout un mouvement asymptotique dont on ne peut



situer et encore moins prédire l'achèvement), mais aussi celle de Rousseau avec l'ambiguïté du concept de « perfectibilité » : les hommes, à chaque instant, deviennent tout ce qu'ils peuvent être, en bien comme en mal. Je reviendrai à la fin de mon intervention sur les interrogations et les inquiétudes qui ont habité, de l'intérieur, la pensée des Lumières et qui, précisément, contribuent à leur potentiel réflexif. Mais si les attentes des hommes des Lumières ne sont plus les nôtres et si l'homme des Lumières n'est pas l'homme contemporain, ce constat, loin d'invalider leur force critique, doit nous conduire à nous demander quels sont aujourd'hui – dans les conditions qui sont les nôtres et à la lumière du caractère problématique de la rationalité moderne – les chemins de l'émancipation.

2- le deuxième point a trait à l'idée d'universel

L'un des premiers et plus anciens leitmotivs de l'hostilité aux Lumières est qu'elles auraient – par l'examen critique – sapé les fondements de l'autorité et favorisé le relativisme culturel au détriment de la tradition, de la profondeur des héritages qui enracinent les hommes dans la stabilité d'un sol commun (un sol constitué par une histoire, une langue, une culture). La disparition

des hiérarchies naturelles organisées sous la loi divine ou sous la loi naturelle aurait entraîné l'éclatement et la fragmentation de l'existence humaine, livrant les individus et les communautés à elles-mêmes et aux aléas de leurs expériences singulières.

Ce thème, présent dès les premiers penseurs des anti-Lumières, connaît aujourd'hui un regain d'actualité avec les intégrismes et les radicalismes religieux qui prétendent que le seul recours contre cette dissolution relativiste serait de revenir à l'autorité voire à l'omnipotence de la loi divine : c'est la raison pour laquelle la loi divine doit primer sur celle de l'État. Quant aux résistances d'ordre politique, elles en appellent au caractère immuable de l'héritage du passé et préconisent – contre cette même désagrégation relativiste – de renforcer les identités nationales, cul-

L'un des premiers et plus anciens leitmotivs de l'hostilité aux Lumières est qu'elles auraient – par l'examen critique – sapé les fondements de l'autorité et favorisé le relativisme culturel au détriment de la tradition.

turelles voire ethniques censées cimenter les appartenances ancestrales.

Les régimes « illibéraux » (qu'on appelle souvent « démocraties illibérales » mais elles n'ont de démocratique que le nom) entretiennent ainsi une vision communautarisée ou ethnicisée du peuple qui s'accompagne d'une demande d'« autorité » dont le « chef » doit être le garant.

Plus généralement, récusant les médiations et les complexités qui caractérisent les démocraties libérales, ces nouvelles anti-Lumières leur substituent des antagonismes à géométrie variable : le peuple – essentialisé soit ethniquement, soit racialement, soit historiquement ou culturellement – contre des « élites » au demeurant assez vaguement définies, les nationaux contre les étrangers, la chrétienté contre l'islam ou l'islam contre toutes les autres religions, ou encore l'Occident contre les nouveaux barbares, etc. Ce qui leur est commun, au-delà de leurs figures spécifiques liées aux traditions nationales, aux situations géopolitiques ou aux traits culturels et religieux, c'est la référence à un « peuple » essentialisé, porteur d'une vérité immédiate ou à une « âme » (une identité commune, nationale ou religieuse) face aux autres, aux ennemis de l'extérieur ou de l'intérieur.

Si l'idéologie coloniale a pu prendre le visage d'un humanisme universaliste pour imposer sa culture et justifier sa domination, les Lumières ont été également une source majeure de l'abolitionnisme et de l'anticolonialisme parce que leurs principes fondamentaux fournissaient des ressources pour résister à la domination violente : c'est pourquoi ils ont pu être retournés par les colonisés contre les colonisateurs.

Ces contestations ne voient dans l'exercice de la raison critique revendiqué par la pensée des Lumières qu'un simulacre désincarné et abstrait, le simulacre d'un universel « authentique » dont il s'agirait de rétablir le caractère fondateur et immuable, soit en faisant retour à la souveraineté divine soit en retrouvant le tissu social, charnel et institutionnel ancestral. On pense à la célèbre citation de Joseph de Maistre dont certains contempteurs des Lumières se réclament aujourd'hui : « l'homme. Or, il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu, dans ma vie, des Français, des Italiens, des Russes, etc. ; je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être persan ; mais quant à l'homme, je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie ; s'il existe, c'est bien à mon insu ».

A contrario, un type de critique diamétralement opposée et provenant d'un tout autre horizon s'exerce à l'égard de cette prétention à l'universel : issues de la modernité occidentale, les Lumières auraient en réalité partie liée avec la domination impérialiste et coloniale. Vues sous cet angle, elles seraient en définitive ethnocentristes, euro-péo-centrées, insidieusement voire ouvertement impérialistes et même racistes. Instrument de justification de la colonisation et de l'esclavage, l'universel porté par les Lumières ne serait que le masque d'une domination violente. Sans compter qu'habitées par un certain nombre de préjugés sur l'infériorité et la dépendance des femmes, les Lumières ne se sont guère soucies de l'égalité de leurs droits et des moyens de réaliser leur autonomie, notamment par l'éducation. Elles leur ont refusé l'exercice de la compétence politique. Condorcet est à cet égard une exception et on connaît le sort réservé à Olympe de Gouges.

On ne saurait ignorer ces critiques : de nombreux philosophes du XVIII^e siècle croyaient en la supériorité de l'Europe et ont écrit des commentaires très douteux sur les peuples africains et asiatiques. Mais l'anthropologie des Lumières n'est pas univoque. Si l'idéologie coloniale a pu prendre le visage d'un humanisme universaliste pour imposer sa culture et justifier sa domination, les Lumières ont été également une source majeure de l'abolitionnisme et de l'anticolonialisme parce que leurs principes fondamentaux fournissaient des ressources pour résister à la domination violente : c'est pourquoi ils ont pu être retournés par les colonisés contre les colonisateurs.

Les Lumières n'ont pas toujours tenu leurs promesses. Plus encore, elles ont pu être détournées et dévoyées. Mais cela n'autorise pas à affirmer que l'idée d'universel est fautive, mystificatrice et hégémonique. Le problème est de réélaborer cette prétention à l'universel et de se demander à quelles conditions un processus d'universalisation est légitime. Loin d'être un universel de surplomb auto-proclamé, l'universel des Lumières doit être reconnu : il tire sa validité, comme le disait Merleau-Ponty, d'une « incessante mise à l'épreuve de soi par l'autre et de l'autre par soi » car il s'agit de constituer une « expérience élargie qui devienne en principe accessible à des hommes d'un autre temps et d'un autre pays »¹.

3- le troisième point fondamental concerne le savoir

La contestation obscurantiste de la connaissance et de la rationalité scientifiques s'est depuis quelque temps massivement faite jour, y compris dans les démocraties libérales. On se demande aujourd'hui ce qu'il en est de la confiance

des hommes des Lumières dans la capacité des idées et du savoir à l'emporter sur les préjugés. À l'ère de la post-vérité et de la prolifération des fake news, l'exercice de la raison critique paraît menacé non seulement par la désinformation que véhiculent les réseaux sociaux mais aussi par une sorte d'indifférence à la vérité. Comme si le partage du vrai et du faux était devenu insignifiant au regard de l'efficacité du « faire croire ».

Ce nouvel obscurantisme permet de se débarrasser de la réalité des faits (on parle même de réalité et de vérités « alternatives ») et aboutit à une sorte de confusion généralisée où l'énoncé des opinions n'a plus besoin d'être étayé ni légitimé par les faits. Il a encore gagné du terrain en portant atteinte aux vérités scientifiques : les théories créationnistes, les doctrines platistes (qui contestent la rotondité de la terre), la contestation de l'efficacité des vaccins, etc., ont envahi la sphère publique. Elles ont installé au premier plan la perte de confiance à l'égard de la science. On a vu, durant l'épidémie du coronavirus, proliférer les fausses informations, les rumeurs anxiogènes dépourvues de fondement, les récits complottistes en tout genre. La rationalité scientifique a été (et ce n'est évidemment pas terminé) fortement discréditée.

La lutte contre le complotisme est menée au nom des Lumières pour restaurer l'exercice de la raison critique et la légitimité de la démarche scientifique. Mais, insidieusement, les complottistes ou les conspirationnistes prétendent eux aussi se faire un avis par eux-mêmes, faire preuve de clairvoyance, de lucidité, d'esprit critique pour dénoncer les mensonges véhiculés par le pouvoir, par les médias complices, par les puissances économiques et financières, etc. Il faut insister sur le fait que cette fabrique systématique de la suspicion est un détournement très dangereux de l'exercice de la raison critique et du libre examen des autorités et des vérités établies, car son objet n'est pas de faire progresser le savoir ni d'éclairer la nature de la démarche scientifique. Il est avant tout de proposer des explications simples (si ce n'est simplistes) aux difficultés et aux incer-

titudes auxquelles nous sommes confrontés : pour ce faire, il lui suffit de désigner des causes extérieures face auxquelles, en définitive, nous ne pourrions que constater notre impuissance.

Il y a donc de multiples façons d'obscurcir les Lumières et la question est évidemment de savoir comment nous pouvons lutter contre ces nouveaux obscurantismes. De quelle actualité des Lumières peut-on se réclamer sans se contenter de les invoquer sur un mode incantatoire ?

- La première exigence est de reconnaître leur pluralité : car elles sont bien plus complexes et polysémiques que la représentation unifiée qu'on en a souvent donnée. Bien sûr, il est justifié de parler d'« esprit » des Lumières, car elles n'englobent pas un ensemble de doctrines homogène et ne se limitent pas à une période déterminée dans une histoire linéaire et pacifiée dont nous serions, sans discussion possible, les descendants directs. Les hommes des Lumières ont partagé un certain langage commun qui les a tenus à distance de toute dévotion religieuse et leur a permis d'opérer une critique inédite de l'absolutisme monarchique. Mais les Lumières ont été habitées par la pluralité. Pluralité des thèmes d'abord, pluralité des dimensions nationales ensuite : les lumières écossaises, italiennes, allemandes, françaises ont des histoires singulières et des thématiques plus ou moins spécifiques en fonction des contextes. Les Lumières ne sont pas un « singulier collectif » qu'il suffirait d'invoquer de manière incantatoire pour surmonter et résister à la montée en puissance d'obscurantismes qui attaquent frontalement leurs idéaux.

- La meilleure façon de les actualiser, de les faire revivre, c'est précisément d'insister sur la pluralité inquiète qui les habite et qui a fait de la dimension critique la matrice de leur démarche : c'est la raison pour laquelle leurs questionnements sont aujourd'hui encore au cœur de nos préoccupations. Pensons à cette extraordinaire formule du « Deuxième discours » de Rousseau où se révèlent toutes les ambiguïtés du progrès : « Ce sont le fer et le blé qui

Comment aujourd'hui faire exister un espace public où pourrait s'exercer une réelle pluralité ? Cette pluralité n'est pas l'arbitraire des opinions irréfléchies (à chacun son opinion, à « chacun sa vérité »), mais elle consiste à pouvoir parler à plusieurs voix et à engager des conflits d'interprétation qui reposent sur la force de l'esprit critique.

ont civilisé l'homme et perdu le genre humain ». Pensons aussi au concept de « perfectibilité » que j'ai évoqué tout à l'heure et à la façon dont Rousseau a posé aux Lumières des questions qui sont encore les nôtres : qu'il s'agisse de notre rapport à la nature et des effets induits par les interventions humaines, de l'articulation des lois et des mœurs, du lien de la raison et des affects dans le domaine politique...

J'ai évoqué tout à l'heure le grand texte de Kant « Qu'est-ce que les Lumières ? » (1784) D'un côté, c'est un texte porté par l'exigence d'émancipation lié à l'espérance d'un avenir meilleur et à la croyance au progrès. Mais ce texte laisse aussi place à l'incertitude. Car s'il définit les Lumières comme arrachement à un passé d'hétéronomie (cette « minorité » dont les hommes sont également responsables par un manque d'audace et de courage), l'incitation à sortir de cette « minorité » ne s'accompagne pas d'un ensemble de prescriptions qui nous dirait quoi faire et comment faire.

Comme l'a souligné avec justesse Antoine Lilti qui a prononcé le 8 décembre 2022 la leçon inaugurale de sa nouvelle chaire sur les Lumières au Collège de France, tout l'effort des Lumières consiste à penser les contradictions et les ambivalences de la modernité.

Les Lumières parlent à plusieurs voix, elles sont elles-mêmes aux prises avec des conflits d'interprétation : qu'il s'agisse de l'idée d'émancipation, des

ressorts de l'autorité, du rôle de la religion dans des sociétés sécularisées, des conditions de l'universel, du rapport entre l'homme et la nature. Ces questions sont plus que jamais les nôtres et nous ne pouvons pas les affronter en nous référant à un corps de doctrines constitué mais en ravivant le geste critique qui fait des Lumières un projet contemporain.

- En ce sens elles sont inséparables de la force du débat public, d'un espace de discussions et de controverses que tous ces nouveaux obscurantismes, si diffus, si divers, si hétérogènes soient-ils, ont en commun d'affaiblir et même de faire disparaître. Comment aujourd'hui faire exister un espace public où pourrait s'exercer une réelle pluralité ? Cette pluralité n'est pas l'arbitraire des opinions irréfléchies (à chacun son opinion, à « chacun sa vérité »), mais elle consiste à pouvoir parler à plusieurs voix et à engager des conflits d'interprétation qui reposent sur la force de l'esprit critique.

Les Lumières combattent les préjugés au nom de la capacité des individus à raisonner de façon autonome, mais elles sont avant tout un espace de débat, un exercice de réflexion sur les paradoxes et les incertitudes de notre présent. Les nouveaux obscurantismes entravent ou interdisent l'exercice de ce débat. Face à eux, il nous faut réaffirmer que l'universalisme, l'avènement des droits de l'homme, l'aspiration à la démocratie ne sont pas des prêts-à-porter idéologiques mais des principes matriciels sur lesquels nous devons inlassablement revenir. La différence des temps, la distance qui nous sépare de l'entreprise des Lumières ne les rend pas obsolètes, même si la part de l'incertitude est de plus en plus grande et qu'il nous faut aujourd'hui réfléchir et agir, comme l'a récemment dit Habermas, « dans le savoir explicite de notre non-savoir ». Loin d'être l'énoncé d'un programme univoque, les Lumières sont avant tout une tâche. ■

¹ Merleau-Ponty, « Rapport pour la création d'une chaire d'anthropologie sociale au Collège de France », 1958, hors-série n°2, 2 novembre 2008

Table-ronde 1 : Les obscurantismes du quotidien



Michel ROUZEAU, animateur de la table-ronde, chef du service de l'Inspection générale de l'administration
Christian GRAVEL, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation
Pierre RICORDEAU, inspecteur général des affaires sociales
Jérôme GRONDEUX, historien, inspecteur général de l'Éducation nationale
Stéphanie RUPHY, directrice de l'Office français de l'intégrité scientifique

Michel ROUZEAU : Les manifestations de l'obscurantisme et des complotismes contemporains imprègnent tous les domaines de la vie en société, toutes les sphères de l'action publique et trop souvent dans un climat de défiance généralisée envers les décideurs publics. Cette réalité concrète et vécue est l'objet de cette première table-ronde, pour laquelle nous avons réuni quatre acteurs publics témoins de ce phénomène et de ses conséquences. Dans une première séquence, chacune et chacun de nos invités sera amené à décrire en quelques minutes le développement du phénomène dans son domaine d'action. Puis, dans une deuxième séquence, nous aborderons les pratiques professionnelles concrètes qui permettent aux acteurs publics de réagir à cette situation.

Christian Gravel, vous êtes préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR). Vous enseignez par ailleurs à Sciences-Po sur les questions de radicalisation. Vous êtes également président de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, la Miviludes. Séparatismes et dérives sectaires, ces phénomènes contemporains ou plus anciens alimentent les obscurantismes et le complotisme. À vous de les évoquer dans le cadre de cette première séquence.

Christian GRAVEL : Notre République est née de la philosophie des Lumières et elle a vocation à tendre vers la lumière. Néanmoins, nous constatons, depuis un certain nombre d'années, une multitude de processus visant à

saper les fondements de notre démocratie. Si une administration est familiarisée avec ces nouvelles formes d'obscurantismes, c'est bien le CIPDR, que j'ai l'honneur de diriger. Je focaliserai mon propos sur un certain nombre de sujets en rapport avec la thématique de ce jour : les questions de séparatisme, de radicalisation, de complotisme et également de dérives sectaires. Ces phénomènes sont en effet pleinement liés à la question de l'obscurantisme.

La radicalisation islamiste et ses dérives djihadistes ont tout particulièrement marqué l'actualité ces dernières années, à commencer par ce drame, il y a deux ans, d'un professeur de la République décapité en pleine rue. Cet acte de barbarie n'a pas été perpétré par un individu qui agissait sous l'effet de substances illicites psychotropes. Son auteur l'a commis par conviction, sûr du bien-

fondé de son geste. Comme Mohammed Merah assassinant des jeunes enfants dans une école juive, il a agi en conscience pour défendre sa communauté – l'Oumma – qu'il croyait victime d'un complot visant à l'éliminer. Il a considéré qu'un professeur qui enseigne la laïcité est un mécréant, une incarnation diabolique de la société démocratique occidentale.

Cette explosion de la violence est la conséquence extrême et tragique des logiques séparatistes. Depuis cinq ans, les pouvoirs publics luttent contre ces logiques qui se traduisent par la mise en place d'écosystèmes dans de nombreux territoires urbains, mais aussi ruraux. Ces contre-sociétés s'appuient sur une vision du monde qui est antinomique, dans ses principes et ses valeurs, à celles que nous portons. Il s'agit donc de la combattre sur ce terrain-là, puisque leur démarche est d'abord idéologique, politique, théologico-politique, qu'elle repose sur l'adhésion à un corpus d'idées visant à éradiquer tout ce qui relève de l'esprit des Lumières. Elle se traduit, bien sûr, par la haine de l'autre, du Juif, du chrétien, de l'Occident d'une manière générale – et par la relégation de la femme à un statut inférieur.

Il y a quelques mois, le prédicateur Hassan Iquioussen a fait l'objet d'une vive attention médiatique. Il se retrouve aujourd'hui au Maroc. Ce prédicateur, comme bien d'autres, a diffusé cette pensée-là avec subtilité, en évitant toute incitation explicite au passage à l'acte violent. Mais tous les éléments de son discours, construit sur un projet politique opposé à la République, ont contribué à cristalliser la haine, à séparer les communautés, à disloquer le corps social.

Le complotisme intéresse également le CIPDR, comme les services de renseignement. Nous sommes obligés de nous attaquer à ce sujet-là, puisqu'il constitue la base même de toutes les dérives extrémistes. Absolument toutes les doctrines à caractère politique extrémiste fondent leurs discours sur des théories complotistes à rebours des principes élémentaires de la raison. Les

complotistes sont des fossoyeurs de la raison et de la science. Ils contribuent très largement à ce mouvement de rupture de générations entières, et pas seulement des nouvelles générations, mais aussi avec notre espace commun et avec les principes qui constituent la base de notre modèle de société universaliste.

Enfin, les dérives sectaires s'inscrivent quant à elles, par définition, dans une logique d'isolement. Elles enferment leurs victimes dans des méthodes « alternatives à caractère spirituel » – je mets des guillemets à ces termes. Depuis la crise sanitaire, elles investissent particulièrement le champ médical avec la volonté constante que leurs proies se retrouvent dans une situation de rupture avec leur entourage familial, mais également avec la société d'une manière générale. C'est la raison pour laquelle ces sujets-là sont au cœur de notre thématique et incarnent précisément cette question des nouveaux obscurantistes.

Michel ROUZEAU : Jérôme Grondeux, vous êtes historien, ancien enseignant à la Sorbonne et à Sciences-Po. Vous êtes également inspecteur général de l'Éducation nationale, témoin privilégié de la manière dont les obscurantismes peuvent fabriquer de l'ignorance, pour reprendre l'expression d'un documentaire auquel vous avez contribué dans la communauté éducative. De quelle manière et à quel point ?

Jérôme GRONDEUX : Je vais partir d'un témoignage personnel. Quand je suis arrivé à l'Inspection générale en 2014, j'avais, et j'ai encore, beaucoup d'amis enseignants, qui me parlaient du complotisme. C'était à l'époque du complotisme plutôt folklorique, sur la base de propos tels que : « Mais madame, c'est les illuminatis qui ont fait la Révolution française ». Au collège, nous pouvions entendre : « Vous avez vu ? En fait le prince Charles est un reptilien ». Ces petites remarques les inquiétaient. À l'époque de 2014, quand un enseignant n'avait pas à la maison d'enfants adolescents, pas assez de jeunes adultes dans son entourage ou

bien n'était pas lui-même sur les réseaux sociaux, il pouvait ne pas savoir de quoi il s'agissait.

Au-delà de ce côté un peu folklorique et parfois de partiel réenchantement du monde dans de jeunes esprits qui s'ennuient, il y eut ensuite pour tout le monde le grand choc de 2015. Parce qu'après les attentats, plusieurs signes ont été observés chez nos élèves.

Au-delà de ce qui pouvait être des remises en question de ce qui était enseigné ou d'une proposition d'interprétation qui pouvait sembler un peu étrange, cette fois c'est l'actualité qui pouvait être lue sous un angle complotiste. L'acte des frères Kouachi est un événement qui s'est diffusé très largement et dont on a aussi entendu parler dans les établissements. À la lecture de l'actualité, l'école, dans sa mission de faire partager les valeurs et principes de la République et dans la manière dont les enseignements sont transmis, a fait l'objet de contestations, ainsi que de remises en question plus ou moins affirmées.

De ce fait, je souhaiterais insister sur une chose. Faire face au complotisme ne nécessite pas de céder à la panique, parce que le complotisme naît d'une certaine manière de la panique, de l'idée qu'une situation apocalyptique urgente apparaît, des ennemis qui sont partout, etc. Je pense que la remise en question de l'esprit critique, de l'esprit des Lumières, etc, ce n'est pas quelque chose qui est apparu avec le XXI^e siècle. Il suffit de regarder l'histoire du XX^e siècle. Nous avons vécu dans notre société bien enracinée des remises en question très solides à la fois de la démocratie et de la démocratie libérale, ainsi que de l'esprit critique. Mais cette remise en question, elle nous interpelle. Et bien évidemment, dans ce contexte post-attentats, nous avons été témoins de ce qu'on a appelé la grande mobilisation pour les valeurs de la République, où ont été rappelés les principes républicains, ce qui relevait d'un gigantesque effort de formation. À ce sujet, je souhaiterais indiquer que l'Éducation nationale, souvent présentée comme une institution lente, irréformable, routinière, etc., a malgré tout peut-être fait l'objet de la première politique publique d'en-

semble visant le complotisme. Je souhaitais au passage le signaler.

Plusieurs aspects sont enfin à rappeler. En premier lieu, cette question du complotisme ou de ce qui peut aussi être appelé les nouveaux obscurantismes recouvre aussi une question tout à fait technique, qui est la question des réseaux sociaux. Cette question technique, elle nous interpelle, parce que c'est la première fois qu'une telle visibilité sur une partie de l'opinion se dévoile. Il serait faux d'affirmer que l'opinion massive, il y a quarante ou cinquante ans, était plus rationnelle. Donc, il y a un effet de visibilité supérieure. C'est ce qui nous amène à nous interroger sur la pénétration effective dans la population de l'esprit critique, peut-être aussi parfois de la culture humaniste. J'insiste parce que très souvent nous avons eu tendance à baisser les bras ou à nous décourager. Nous supposons qu'il y a soixante ans l'implantation de l'esprit des Lumières dans la population française était massif et consensuel. Cette affirmation me semblerait pour le moins légère et traduit une vision un peu enchantée du passé.

Nous observons donc pour la première fois, notamment à l'école, cet effet de visibilité. Naguère, en tant que collégien, je ne savais pas ce que pensaient mes collègues et mes camarades de l'antisémitisme ni de la Shoah. J'ignorais ce qu'ils pensaient ou s'ils avaient une vision critique de la démocratie, ou bien s'ils pensaient que la République était fidèle à ses valeurs ou non. La plupart du temps, le sujet n'était pas même évoqué. Désormais, le débat s'installe à l'intérieur de l'école. Et c'est une évolution positive de mon point de vue. Nous avons donné la place à la parole des élèves, au dialogue avec les élèves, sur des questions sensibles. Nous avons laissé place aux questions d'actualité. Le choc en retour, c'est qu'effectivement nous pouvons difficilement dire aux élèves « exprimez-vous », et puis s'étonner que de temps en temps, des propos étranges ressortent. Mais cela démontre aussi qu'il s'agit d'un chantier sur lequel l'école s'est attelée.

Nous pouvons donc énoncer que ce

complotisme obscurantiste est bien sûr, comme cela a été dit, un péril. Il ne s'agit pas pour moi de dire que cela ne pose aucun problème par rapport à nos démocraties, mais c'est également un défi qui nous pousse à aller de l'avant. C'est très frappant en parcourant les réseaux sociaux sur Internet, en particulier sur YouTube, de voir qu'une partie de la jeunesse réagit elle-même déjà à cela. Nous ne sommes donc pas un îlot assiégé, battu par les flots de la barbarie. Nous représentons une institution qui, avec d'autres et en travaillant avec les autres, est confrontée à un défi.

Michel ROUZEAU : Pierre Ricordeau, vous êtes inspecteur général des affaires sociales. Vous avez exercé des responsabilités nationales dans le champ des politiques sociales, comme secrétaire général des ministères sociaux notamment. Mais, surtout pour ce qui nous concerne aujourd'hui, vous avez géré la crise de la pandémie comme directeur d'une agence régionale de santé, celle de la grande région d'Occitanie. Dans quelle mesure cette épidémie historique illustre-t-elle l'irruption des obscurantismes dans le champ de la santé publique ?

Pierre RICORDEAU : Effectivement, je suis présent avec mon expérience de directeur d'ARS au cours de laquelle j'ai travaillé avec Catherine Ferrier, qui était préfète du Tarn. Je voulais saluer son travail exceptionnel pendant la pandémie. Sur ce sujet, nous avons travaillé très bien ensemble et nous parlons en effet d'obscurantisme. Cette notion a été présente à toutes les étapes de la pandémie. Néanmoins, je souhaiterais d'abord déclarer qu'au final les Français y ont malgré tout assez bien résisté. Lorsque nous regardons ce qui s'est produit, les consignes sanitaires ont été respectées, les Français se sont fait vacciner en masse, en dépit d'incitations fortes, voire d'obligations.

Je souhaiterais indiquer que l'Éducation nationale, souvent présentée comme une institution lente, irréformable, routinière, etc., a malgré tout peut-être fait l'objet de la première politique publique d'ensemble visant le complotisme. JÉRÔME GRONDEUX

Les résultats sont visibles : la dernière enquête qui a été publiée dans la revue *Nature Humane Behaviour*, en octobre 2022, montre que notre pays est probablement un de ceux qui a le mieux résisté à la pandémie. Pour autant, les thématiques obscurantistes ont été présentes en permanence, et des éléments de faiblesse ou de circonstances l'ont probablement favorisé, en dehors de tous les éléments beaucoup plus structurels qui ont été évoqués précédemment.

Je souhaiterais rappeler, ce qui a peut-être été un peu oublié, que le début de la pandémie a d'abord été une période de sidération, mais aussi de peur. Je pense en outre que cela a marqué beaucoup de monde. Je me rappelle la peur des personnes fragiles, ainsi que notre peur de les contaminer. Lors de mes déplacements dans les hôpitaux, les soignants me racontaient leur hantise d'emporter le virus à la maison. J'ai également beaucoup discuté avec les médecins généralistes pour organiser des dispositifs qui permettraient de garantir à la fois leur sécurité et celle des patients, pour que le recours aux systèmes de soins ne s'arrête pas. Nous avons réellement vécu un traumatisme tout à fait important.

Face à la peur, diverses façons de réagir sont possibles. La première est le déni. Nous avons ainsi été témoins de phénomènes extraordinaires de déni par rapport à l'existence même de la pandémie, de déni de sa gravité, et pas seulement pour les personnes très âgées. Nous avons tous entendu l'expression « c'est une petite grippe », et le déni a dérivé effectivement assez rapidement dans le complotisme, suivant la formule « ce n'est pas le virus qui tue, mais le vaccin ». Tout cela relèverait d'un complot caché des laboratoires pharmaceutiques dans l'intérêt du gouvernement, ainsi que pour limiter les libertés publiques. Nous avons été régulièrement



attaqués, tout comme d'autres, sur les réseaux sociaux, avec des menaces personnelles de toutes sortes, y compris des menaces de mort. Le déni était très fort. À titre personnel, j'ai de toute évidence visité à plusieurs reprises tous les services de réanimation de la région Occitanie. Il n'y en a pas eu un qui n'a pas été confronté à des différends avec des familles, alors que des malades étaient en réanimation, qui continuaient à contester le fait même que c'était à cause du coronavirus. Le déni a ensuite laissé place à la contestation, comme cela a été dit, de tout discours et prise de parole officiels, à la fois du discours gouvernemental, mais aussi du discours scientifique, ce qui a été extrêmement frappant. Nous nous trouvons là dans les dérives ou dans le détournement de l'esprit critique, comme l'a expliqué le professeur Revault d'Allonnes.

Nous observons en tous les cas des éléments de faiblesse ou de circonstances qui favorisent l'obscurantisme. C'est ce qu'il convient d'avoir en tête pour le combattre. Le premier élément est que, par définition, le virus était nouveau, donc inconnu, et nous avons appris à le connaître, certes rapidement, mais sans pouvoir énoncer les mêmes affirmations entre le jour un de la pandémie et les jours qui ont suivi. Cela a

probablement conduit à l'incompréhension et aux doutes, parce que nous n'avons pas su dire que nous ne savions pas. Il y avait une telle pression sur « il faut que vous nous disiez ce qui se passe, comment ça se passe », et nous avons probablement répondu trop vite sur un certain nombre de choses, ce qui a créé de la suspicion et du mensonge par la suite.

Le deuxième point de difficulté réside dans le fait que la pandémie a pris tellement d'importance dans la vie de chacun que c'est devenu non pas simplement un débat mais LE débat public, et nous sommes passés à un système dans lequel il n'y avait plus de possibilités pour la nuance, plus de possibilités pour le raisonnement, y compris le raisonnement scientifique. Nous avons ainsi assisté à un véritable et gigantesque café du commerce médiatique, dans lequel tout le monde donnait non pas un raisonnement, mais son opinion sur ce qu'il fallait faire et ne pas faire.

Nous avons assisté à une sorte de foisonnement et dans ce tourbillon médiatique il est, à mon sens, difficile pour chacun de se faire une raison, parce que c'est la confusion qui a largement dominé. La perméabilité aux arguments complotistes a été d'autant

plus forte que, par ailleurs, nous faisons face à des méfiances structurelles, par rapport aux vaccins par exemple, ce qui reste tout de même assez contre intuitif. Des doutes subsistent envers la médecine moderne, comme le montre l'importance des médecines douces. Nous avons par ailleurs remarqué, ce qui a été très frappant, des écarts assez importants de taux de vaccination suivant les régions. Des phénomènes culturels ont ainsi pu s'exercer. Par exemple, j'ai pu observer des disparités dans la vaccination entre l'Ouest et l'Est de ma région.

Un autre élément de difficulté ou de faiblesse est lié au raisonnement scientifique qui est parfois mal compris, en particulier dans le domaine médical, parce que souvent la science est associée à une vérité qui se révèle petit à petit, une vérité mathématique. Or, dans la médecine en particulier, ce n'est pas tout à fait le cas. Nous sommes sur une évaluation du bénéfice risque, c'est-à-dire que nous recourons à une sorte de balance, qu'évidemment personne ne mesure exactement de la même façon, et cette balance bouge en fonction de l'arrivée des données et des connaissances. C'est un élément qui a été mal compris et qui a conduit à des soupçons de mensonges. Je peux donner l'exemple

du masque, qui a été extrêmement commenté, à juste titre. Il est vrai qu'au début de la pandémie, nous pensions que la contamination était essentiellement manuportée ; comme vous avez tendance à toucher les parois extérieures, vous allez vous mettre du virus sur les mains, ce qui conduit à craindre que le risque de contamination soit accru par le port du masque. Et puis nous avons découvert qu'en réalité la contamination aéroportée par les gouttelettes était beaucoup plus importante que nous le pensions. Dès lors, le bénéfice du masque était évident, mais c'est une approche qui a évolué en fonction de l'évaluation des connaissances scientifiques. Cela s'est traduit dans l'opinion par un mensonge de ce qui avait été dit sur l'utilisation du masque.

Pour donner un dernier exemple, j'ai été frappé par le détournement d'un dispositif absolument central dans l'évaluation des produits de santé, à savoir la pharmacovigilance. Vous savez que tout médicament ou vaccin est suivi par ce dispositif, c'est-à-dire que chaque effet secondaire ou indésirable est signalé et analysé, ce qui peut conduire à un changement de l'évaluation. Ainsi, nous avons pu analyser concernant les vaccins qu'au cours de la période différentes indications ont été communiquées en fonction des populations. Ce dispositif de vigilance a été détourné comme, à l'inverse, la preuve de la nocivité du vaccin. J'ai le souvenir très précis d'une jeune personne décédée le soir de sa vaccination. L'information est partie dans la presse et immédiatement les rendez-vous de vaccination ont chuté. L'enquête a révélé qu'il n'y avait pas de lien en réalité avec la vaccination. C'est simplement une coïncidence de journée, mais nous constatons ainsi que le côté positif de la surveillance peut lui-même susciter de la méfiance.

Michel ROUZEAU : *Stéphanie Ruphy, vous êtes professeur de philosophie des sciences à l'École Normale supérieure. Vous êtes également directrice d'un département du Haut Conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, département qui s'intitule Office français de l'intégrité scientifique. Cette intégrité scientifique, condition de la confiance*

La pandémie a pris tellement d'importance dans la vie de chacun que c'est devenu non pas simplement un débat mais LE débat public, et nous sommes passés à un système dans lequel il n'y avait plus de possibilités pour la nuance, plus de possibilités pour le raisonnement, y compris le raisonnement scientifique.

PIERRE RICORDEAU

de la société dans la science et de la confiance entre les chercheurs, est-elle aujourd'hui menacée par la diffusion des obscurantismes ?

Stéphanie RUPHY : Vous rappelez à juste titre que l'intégrité scientifique, donc les bonnes pratiques dans la conduite de la recherche, est considérée comme une condition de confiance d'autres composantes de la société envers la science. En préambule, je voudrais rappeler quelques données empiriques dont nous disposons pour mieux qualifier cette confiance. En France, nous avons la chance depuis les années 1970 de disposer d'une série d'enquêtes régulières, en particulier du Cevipof, sur l'image publique de la science, en particulier sur cette question de la confiance. Premier constat, la confiance, certes, s'est légèrement effritée au fil du temps, mais elle est toujours là, à la fois envers les chercheurs et envers les institutions scientifiques. Par exemple, envers les chercheurs, la confiance s'établit encore au-delà de 80 %. Les chercheurs restent sur la plus haute marche du podium, très loin devant d'autres catégories professionnelles comme les journalistes ou celles et ceux qui nous gouvernent. Il en est de même pour les institutions scientifiques : elles sont à la première marche du podium, loin devant d'autres institutions comme la justice, les grandes entreprises ou l'Assemblée nationale. Cette confiance nous oblige, nous, le monde académique, de la recherche, plus que jamais. C'est pour cela que les questions d'intégrité scientifique sont de plus en plus visibles dans l'espace public, sur le devant de la scène. Il s'agit d'éviter au maximum qu'il y ait un décalage entre cette image publique qui est encore très positive et les réalités des pratiques qui peuvent se déployer derrière le rideau, si j'ose dire. Autrement dit, il est vraiment de

notre responsabilité, à nous, communauté scientifique, de donner le moins de prise possible aux entreprises de disqualification de la parole scientifique qui ne manquent pas de sauter sur la moindre occasion.

Cette confiance est là néanmoins, c'est un deuxième point que je voudrais partager avec vous. Elle est beaucoup plus conditionnelle, en quelque sorte moins aveugle à l'égard de la science. Il y a une ambivalence croissante, très bien observée à l'égard de ce que la science apporte à la société. Je ne vous citerai qu'un seul chiffre : en 1972, 56 % des Français estiment que la science apporte plus de bien que de mal ; en 2020, nous ne sommes plus que 27 % à le considérer. Pour autant, cela ne veut pas dire que ceux qui pensent le contraire, c'est-à-dire que la science apporte plus de mal que de bien, sont devenus majoritaires. Mais ce qui est devenu majoritaire dans l'opinion publique, c'est une perception très ambivalente, c'est-à-dire que la science apporte autant de bien que de mal.

Il y a plusieurs explications qui ont été proposées. Nous vivons dans des sociétés qui sont de plus en plus sensibles aux risques. La science est de plus en plus associée à l'innovation, donc avec tous les risques qui vont avec. Et on ne saurait s'étonner, en réalité, de cette ambivalence croissante. Après tout, l'impact de la recherche via les innovations technologiques, mais pas seulement, est à un degré sans précédent dans l'histoire des sciences. Ce qui se passe dans un laboratoire aujourd'hui rentre dans notre vie quotidienne extrêmement rapidement. Il suffit de penser à l'intelligence artificielle. Ce n'était pas du tout le cas à l'époque de Newton et Darwin. Ils ont certes bouleversé la science de leur temps, mais ils ont beaucoup moins bouleversé la



vie de leurs contemporains. Or, nous vivons dans des sociétés démocratiques, pluralistes, pour ne pas dire antagonistes, et donc on ne saurait s'étonner de ne pas recevoir de la même manière et de façon consensuelle, les innovations. Pour prendre un exemple parlant qui fait l'actualité, nous pouvons évoquer ici le logiciel ChatGPT.

Je suis sûr que dans cette heure, ici, tout le monde ne s'en réjouit pas de la même façon, ou au contraire ne s'en désespère pas. Nous voyons donc que cette équation « science + innovation = progrès », comme cela a été rappelé dans la conférence d'ouverture, n'est certainement plus valable pour tout le monde, et en général dans toutes les branches des sciences.

Concernant cette ambivalence, nous la retrouvons dans de grandes proportions chez les jeunes générations. Je voudrais citer une étude de l'Ifop qui est sortie le 12 janvier 2023. Elle montre, entre autres, qu'aujourd'hui un jeune sur six pense que la terre est plate. Un jeune sur cinq pense que les

pyramides ont été construites par des extraterrestres, ce qui représente cinq fois plus que les seniors. L'étude montre aussi une corrélation, on se garderait bien de parler de causalité, entre cette adhésion à ce que nous pouvons appeler la vérité alternative, et le degré d'usage des réseaux sociaux. Une dernière donnée empirique que montre cette étude peut paraître un peu anecdotique mais représente en réalité une problématique à mon avis tout à fait essentielle : 40 % des Tik Tokers considèrent qu'un influenceur est d'autant plus fiable comme source d'information qu'il a de nombre de followers.

Cela nous pose une question sur laquelle je vais revenir : dans le contexte informationnel d'aujourd'hui, comment peut-on être équipé pour reconnaître un bon d'un moins bon expert, autrement dit pour reconnaître une source fiable d'informations ? Comment accorder sa confiance à bon escient ?

Je voudrais, dans le domaine de ces études empiriques, faire quelques remarques sur une ou deux évolutions qui marquent les communautés scien-

tifiques. Premièrement, nous observons, et cela ne vous apprendra rien, une très forte concurrence, dans un même espace de discussion, de différents registres d'affirmations. Autrement dit, il existe, et je pense évidemment aux réseaux sociaux, une remise en question de la position privilégiée de la science comme seule pourvoyeuse de faits, comme seule base de connaissances fiables. Les chercheurs se retrouvent avec de nombreux autres acteurs dans une arène commune. Il convient néanmoins de rappeler que ce régime de concurrence à laquelle est confrontée la parole scientifique n'est pas du tout inédit. Cela existe en quelque sorte depuis le début de l'histoire des sciences. Nous pouvons citer le très célèbre procès de Galilée, histoire complexe évidemment, que je simplifie outrageusement autour de la question : est-ce que c'est la Terre qui tourne autour du Soleil ou l'inverse ? Quelle est la source de connaissance ? Dans la parole d'Aristote, dans les textes sacrés ou bien dans une parole qui découle d'une démarche expérimentale ? Il existait donc dès le départ cette concurrence.

Elle traverse toute l'histoire des sciences sous des formes différentes. Donc comment fait-on pour maintenir ce privilège de la part de la parole scientifique dans cette arène inédite ?

Michel ROUZEAU : *Nos quatre intervenants viennent de nous présenter le constat issu de leurs observations. Ils sont également des acteurs des politiques publiques au sens large, alors à quelles pratiques professionnelles recourir face aux défis que représentent ces dérives obscurantistes et complotistes ? Quelles devraient être les actions concrètes sur le terrain pour restaurer la confiance entre la société et les acteurs publics ? Ce sera le thème de la deuxième séquence qui sera plus courte pour permettre à chacune et à chacun d'avoir un échange avec nos intervenants.*

Christian GRAVEL : Il faut avoir en tête que l'un des points communs de toutes ces dynamiques obscurantistes, c'est la conviction de détenir la vérité, voire d'appartenir à une élite. Et à partir du moment où l'on prend conscience de cette situation-là, nous comprenons le défi qui se trouve face à nous. Aujourd'hui déferlent sur Internet une multitude de théories qui peuvent apparaître farfelues ou crédibles, y compris pour des personnes disposant d'un capital social scientifique de haut niveau. Je vous invite à étudier, d'un point de vue sociologique, le site d'Alain Soral « Égalité et Réconciliation », qui est devenu le site où convergent toutes les théories complotistes, notamment les plus antisémites. Lorsque vous lisez certains textes, vous voyez qu'ils ne sont pas simplement destinés à un public d'idiots. Ils sont souvent très bien écrits, avec une logique et une maîtrise rhétorique qui peuvent objectivement déstabiliser si nous ne sommes pas convaincus du bien-fondé de nos principes.

Il faut donc avoir bien conscience de cette lame de fond numérique, puisque nous ne pouvons pas lutter efficacement contre ces phénomènes sans prendre en considération la réalité de ce changement de paradigme. Aujourd'hui, l'espace de socialisation par excellence se trouve dans votre smartphone. Cela

concerne d'abord la nouvelle génération certes, mais la crise sanitaire a eu un effet catalyseur pour beaucoup d'autres générations. À la Miviludes, pour la première fois en vingt ans d'existence, des enfants nous ont appelés pour s'inquiéter du sort de leurs parents, qui relayaient eux-mêmes des thèses conspirationnistes, parfois les plus folles, avec des logiques d'enfermement et d'isolement qui peuvent s'inscrire dans une forme de « radicalité ». Il faut bien comprendre que la révolution numérique est à l'origine d'un changement civilisationnel qui bouleverse totalement la construction de l'opinion et les rapports sociaux.

Nous sommes donc confrontés à un défi assez inédit qui nécessite de la part des pouvoirs publics de mobiliser tous les moyens pour redonner du crédit au verbe. Dans son discours des Mureaux, le président de la République a dénoncé les écosystèmes séparatistes que j'évoquais il y a quelques instants. Mais cette intervention comporte un deuxième volet qui est moins souvent évoqué mais qui est tout aussi important : un volet social visant à réhabiliter la promesse républicaine. Ce second volet déploie des mesures très concrètes pour remettre des services publics dans des territoires qui ont été parfois abandonnés et qui, évidemment, ont constitué un terrain idéal pour des prédicateurs et des activistes qui s'inscrivent dans une logique totalement anti-républicaine. Son ambition est de réconcilier le verbe et l'action, de réconcilier les Français avec la parole publique par les faits.

Ensuite, bien évidemment, se pose la question majeure, évoquée précédemment : comment contribuer à réveiller les consciences, à faire en sorte que cette notion d'esprit critique devienne une réalité au quotidien ? Comment redonner son sens au bulletin de vote déposé dans l'urne et restaurer la légitimité démocratique ? Si vous êtes « imbibé » de théories complotistes, le processus électoral ne devient en effet plus qu'un simulacre.

Nous voyons bien l'intérêt de s'attaquer à ce sujet-là qui peut être envisagé de

manière globale, avec une réponse globale des acteurs publics et privés. Il convient aussi que les plateformes numériques se responsabilisent, afin d'assumer la part de responsabilité qui est la leur. Nous devrions pouvoir à minima faire évoluer tout ce qui relève des logiques d'enfermement algorithmique. Nous savons très bien que le modèle économique de ces plateformes a démontré son efficacité. C'est ce qui rend le défi d'autant plus ambitieux dès lors que nous nous attaquons à des enjeux financiers considérables.

Si une mobilisation générale ne se met pas en place sur ces sujets-là, le risque est important d'être confronté à une crise démocratique majeure. Il convient donc d'associer pleinement les plateformes en vue d'entraver et de bloquer si nécessaire. Pour cela, tous les leviers doivent être activés. Et il importe surtout de profiter des nouveaux canaux digitaux pour diffuser des messages, des contenus, permettant de contrecarrer les discours complotistes, séparatistes et valoriser nos principes républicains. C'est ainsi que nous pourrions convaincre du bien-fondé de notre projet politique et philosophique.

Michel ROUZEAU : *Professeur Jérôme Grondeux, vous avez cinq minutes pour nous dire comment faire revenir Galilée et Darwin à l'école.*

Jérôme GRONDEUX : Je pense que cela risque d'être un peu compliqué... Dans le cadre de l'école, nous avons malgré tout mené assez tôt une action d'ensemble et je vais essayer d'en dire les axes essentiels. En premier lieu, la question de l'esprit critique se pose. Le complotisme se réclame généralement de l'esprit critique puisqu'il commence très souvent par une lecture critique de ce que disent les médias. Cette question est liée à l'idée que nous nous faisons de la science. L'esprit critique est souvent perçu comme une vision ultra individuelle qui en plus se confond avec l'esprit DE critique : je ne suis pas d'accord, je conteste, je le fais tout seul et je dis autre chose. Ce sont ces visions-là que nous avons tentées de combattre, en montrant que, dans l'esprit critique, il y a l'écoute, mais égale-



ment une dimension tout à fait collective, tout comme, dans la science, nous avons une communauté savante et des débats tranchés par l'expérience. C'est très important pour expliquer aussi les débats, les incertitudes ou les approximations successives pour parvenir à un consensus. Nous avons tâché de présenter tout ce fonctionnement de l'esprit critique, sa dimension d'écoute et sa dimension dialogique.

D'autre part, l'esprit critique se travaille dans toutes les disciplines. Nous ne faisons pas un cours d'esprit critique dont nous pourrions sortir en ayant de l'esprit critique sur tout sujet, même ceux sur lesquels nous ignorons tout. Mais il y a des sujets sur lesquels plus rien n'est ignoré. Il apparaît donc important de ne pas être tout le temps dans la réfutation à court terme des théories complotistes.

Ensuite, il a été question d'identifier ce que sont les questions sensibles sur lesquelles nous pouvons être confrontés dans ces discours-là. L'histoire-géographie n'est pas la seule matière concernée, mais également les sciences de la vie et de la terre, etc. Aujourd'hui par ailleurs, dans les concours de recrutement, se tient une nouvelle épreuve intitulée l'oral d'entretien, où le futur professeur

doit tenter d'imaginer comment il réagirait face à des contestations d'enseignement. Cela a représenté pour nous quelque chose d'extrêmement important.

L'autre point soulevé concerne l'éducation aux médias et à l'information, qui existe maintenant depuis quarante ans. Cette démarche a été initiée dans les années 1980. C'est un travail qui associe des enseignants, des inspecteurs, des formateurs, mais aussi des journalistes et des professionnels de l'information. Il consiste à démontrer que l'information est le résultat d'une enquête. Il ne s'agit pas seulement d'un présentateur derrière son écran qui a dirigé une recherche individuelle. La réflexion sur l'esprit critique s'est beaucoup appuyée sur les travaux de Gérard

Il est vraiment de notre responsabilité, à nous, communauté scientifique, de donner le moins de prise possible aux entreprises de disqualification de la parole scientifique qui ne manquent pas de sauter sur la moindre occasion. STÉPHANIE RUPHY

Bronner et Eléna Pasquinelli, parce qu'ils sont liés à un conseil scientifique de l'Éducation nationale qui a publié et mis en ligne des sujets sur l'esprit critique.

Ensuite, il convient d'insister sur le fait qu'il existe une progressivité : tous les complotismes n'ont pas le même degré de gravité. L'élève de cinquième qui croit aux reptiliens n'induit pas nécessairement qu'il va se retrouver à poser des bombes à 16 ou à 17 ans. Si en revanche une élève de seconde croit au complot judéo-maçonnique, nous faisons peut-être face à une problématique beaucoup plus préoccupante. Il existe donc une progressivité dans la manière dont nous prenons en compte ce qui peut se passer chez elle. Le complotisme est de ce fait un phénomène qui touche à des sujets très variés. Ils peuvent concerner la radicalisation politique, religieuse ou politico-religieuse. Dans ces cas-là, nous touchons directement des problématiques déjà évoquées. Mais nous rencontrons par ailleurs des complotismes folkloriques qui peuvent toucher à la contamination de l'actualité par l'univers de la fiction. Nous pouvons également faire face à des complotismes chez des jeunes qui ont besoin de réenchanter le monde. Donc, là aussi, il s'avère nécessaire de

poser les choses, bien les identifier et surtout y répondre en positif.

Le complotisme nous a interrogé sur notre capacité à faire comprendre ce qu'était une science et ce qui a de tout temps été la mission de l'école républicaine, c'est-à-dire tenter de former des citoyens éclairés et infuser l'esprit critique, dans l'esprit des Lumières. Mais je pense que la base est plus large. En réalité, la base réside dans l'humanisme et une révolution scientifique qui commencent au XVI^e – XVII^e siècle, avant les Lumières. Les Lumières en représentent une théorisation. Toute l'institution de l'école s'est construite sur ce socle-là et c'est ce socle-là qui a toujours été contesté mais qui forme la base d'un consensus à mon avis encore relativement majoritaire en France. Sur la base de l'ensemble des enquêtes, nous aboutissons à 10 % de la population (avec une pointe non exclusive sur les 15/35 ans) qui s'apparente réellement à des complotistes purs et durs. C'est un mode de raisonnement : ils croient à des théories complotistes. Ensuite, un tiers du reste de l'opinion peut être touché ponctuellement par une ou deux théories complotistes, concernant des domaines peu connus et qui paraissent séduisants.

C'est un phénomène qui est enraciné, présent. C'est un défi, mais qu'il ne faut pas non plus, me semble-t-il, surévaluer, sauf peut-être dans son articulation avec d'autres phénomènes comme le populisme. Ces problématiques ne touchent alors pas que celles de l'école.

Michel ROUZEAU : *Pierre Ricordeau, dans le domaine de la santé publique, vous avez évoqué qu'au registre des croyances et des représentations s'ajoute le registre des peurs, des peurs les plus fondamentales, les plus viscérales et notamment de la peur de la mort. Que peuvent les acteurs de la santé publique dans le contexte qui a été décrit ?*

Pierre RICORDEAU : Il existe des modalités d'action qui sont très importantes. Elles relèvent à la fois de la crédibilité, de la pédagogie et de la proximité.

La crédibilité constitue un pilier essentiel dans la décision publique. Dans le domaine de la santé, elle est très contestée. Il y eut beaucoup de scandales sanitaires. Donc l'enjeu est d'appuyer la décision publique sur de l'évaluation scientifique. Depuis plusieurs années, nous avons réalisé cet exercice de séparation de l'évaluation scientifique, pour préserver son indépendance de la décision publique. C'est une démarche qui nécessite d'être poursuivie.

La crédibilité se traduit également par la transparence sur ce qui a été réalisé, par exemple pendant l'épidémie de coronavirus, avec la mise à disposition de toutes les données pour les personnes souhaitant les consulter. C'est en outre la transparence dans le fait, comme je le disais, que nous n'avons pas de réponse ferme sur tous les sujets. La question de la crédibilité, précisément de la crédibilisation de la décision publique, est très importante.

La deuxième question couvre celle de la pédagogie. Elle se traduit par la façon dont nous communiquons et surtout avec qui nous communiquons. Ce travail de pédagogie n'est pas construit par les seules autorités publiques ni par les seuls scientifiques. Il se réalise aussi avec les usagers, par exemple avec les malades. Tout un mouvement dans le domaine de la santé autour de ce qui est appelé la démocratie sanitaire amène à construire des démarches partagées, mais aussi sur ce qui s'intitule le partenariat en santé. Par exemple, les termes de « patients experts » ou « patients partenaires » deviennent fréquents. À partir de cette expérience patient, nous pouvons concevoir des approches qui sont probablement différentes de celles qui seraient bâties en partant simplement du discours scientifique. C'est la forme que peut prendre la pédagogie. En second lieu, il convient de considérer la façon dont cette pédagogie est diffusée. Nous nous trouvons évidemment là aussi devant les limites de la communication traditionnelle des autorités scientifiques ou administratives.

Par ailleurs, et c'est ce qui a été particulièrement évalué pendant la pandémie,

la question de la proximité se pose, à savoir le partage des messages en proximité avec les personnes en qui la population a confiance. Dans le domaine de la santé, il s'agit d'abord des professionnels de santé. Tout individu a confiance en son médecin, son pharmacien ou son infirmière. Donc la pédagogie sur une question de santé doit passer par ces acteurs, mais aussi par des acteurs non professionnels, c'est-à-dire les élus ou les collectifs. Nous avons vu l'importance du travail avec les collectivités territoriales, en particulier avec les communes, non seulement dans l'organisation de la gestion de crise, mais aussi dans le passage des messages. Le défi, c'est à la fois de trouver la bonne forme de la pédagogie, mais surtout de trouver le réseau de proximité qui va faire que non seulement nous allons toucher les gens mais que les gens vont comprendre et avoir confiance dans ce qui leur est dit.

Michel ROUZEAU : *Madame Stéphanie Rupy, sous le regard de Lavoisier et de Descartes qui nous contemplent, que peuvent faire les Lumières de la communauté scientifique dans cette situation complexe ?*

Stéphanie RUPHY : Une première piste d'action consiste déjà à protéger, si nécessaire jusqu'à la protection fonctionnelle, les chercheurs qui essaient de porter la parole scientifique dans ces arènes non régulées que sont les réseaux sociaux, parce que, particulièrement pendant la pandémie, les chercheurs ont vraiment pris beaucoup de coups. Le risque, c'est que de plus en plus de chercheurs se retirent de cette arène et retournent dans les enceintes plus policées du monde académique, ce qui serait vraiment fâcheux. Pourquoi ? Parce que cela accentuerait l'invisibilité de la parole scientifique dans toutes ces sphères de débat. Donc la responsabilité institutionnelle des employeurs et des chercheurs qui ont le courage de descendre dans cette arène pour confronter leur parole à d'autres régimes d'affirmations est très forte. Un deuxième point me semble absolument crucial, c'est non seulement d'inclure dans l'apprentissage et dans l'éducation les questions de culture



scientifique ou la démarche scientifique – un élément essentiel, mais je crois insuffisant aujourd'hui –, mais aussi de développer dès le plus jeune âge ce que nous pouvons appeler l'expertise sur l'expertise, c'est-à-dire la capacité d'accorder sa confiance à bon escient. Il y a diverses façons de le faire. Cette personne-ci, j'ai de bonnes raisons de lui accorder ma confiance plutôt que celle-là, même si je n'ai pas accès à la justification de ce qu'elle dit, parce que si j'avais accès à la justification de ce que quelqu'un dit sur l'avantage ou les inconvénients d'un vaccin, je serais moi-même expert en vaccin. La plupart des connaissances que nous avons aujourd'hui sont des connaissances par procuration. Nous nous en remettons à des experts. Il est donc primordial d'être équipé cognitivement pour accorder sa confiance à bon escient.

Par ailleurs, je souhaiterais évoquer cet important taux d'adhésion au platisme. En consultant une étude qui tentait d'analyser les profils des personnes qui adhèrent au platisme, j'ai été frappée que ce qui prenait le pas sur la croyance elle-même est un très fort sentiment d'appartenance à un collectif un peu en marge du monde et des autres collectifs plus institutionnalisés. Cela caractérise le principe d'être soudé autour

d'une croyance dont l'objet est presque secondaire au regard de cette appartenance à un collectif. C'est ce qui amène la question : quid aujourd'hui de la possibilité de développer ce sentiment d'appartenance à l'égard des collectifs de la science pour le citoyen lambda, pour le profane ? Parce que la science moderne, jusqu'à la science contemporaine, s'est construite au contraire par un mouvement progressif qui pourrait s'apparenter à une sécession. Il fut un temps où les expériences scientifiques étaient publiques. Je crois que même ici, dans cet amphithéâtre public, nous avons fait quelques grandes expériences.

La science contemporaine s'est dans son ensemble retirée, pour de bonnes raisons épistémologiques, dans les enceintes des laboratoires. Nous évoquons d'ailleurs des relations entre la science et la société comme si la science était une sorte de monde parallèle et que brusquement nous devions nous reconnecter avec la société, ce qui est historiquement et sociologiquement faux.

Le réel défi est de faire davantage participer les citoyens aux processus de production, de connaissance et d'expertise, en d'autres termes d'être moins mono-directionnel dans la production de connaissances. De toute évidence,

quand on connaît quelque chose de l'intérieur, quand on y a participé, on y fait davantage confiance. Mais cela constitue un vrai défi pour les communautés scientifiques à notre époque contemporaine, puisque le champ scientifique est devenu, en tant que champ social, un champ très fermé entre pairs, encore une fois pour de bonnes raisons épistémologiques.

Question du public: *Sur la question de savoir si la science a apporté autant de bien que de mal, les réponses étaient diverses : la science en elle-même est-elle un objet de confiance ? Qu'est-ce que le Bien et le Mal ? Madame Revault d'Allonnes a parlé de la notion de progrès moral. Qu'est-ce que le progrès moral ? J'ai posé la question au président du comité d'éthique pour lui demander pourquoi ce qui était bien en 1997 n'est pas bien en 2020 et lui-même avait répondu « Pour moi, il n'y a pas de bien et de mal ». C'est problématique pour moi d'identifier quelles sont réellement ces valeurs.*

Stéphanie RUPHY : Je vais botter en touche sur le bien et le mal. Je vais simplement plutôt mettre en avant une vision non-objectiviste de ce qui est souhaitable comme développement

scientifique et de dire ce que nous apporte la science. Nous sommes dans une démocratie, donc ce que doit nous apporter la science, c'est ce que par une délibération bien construite la société peut exprimer comme souhait en matière d'avancées et d'innovations technologiques. Nous n'avons donc pas besoin d'avoir une vision objective de ce qui est bien et mal, mais simplement de savoir, à une certaine époque de notre histoire, ce dont une société a besoin en matière de développement ou souhaite bâtir grâce au développement scientifique et technologique, puisque les deux sont intimement liés.

Question du public: *Ma question s'adresse à Stéphanie Ruphy. Comment accorder sa confiance et arriver à la vérité sans être expert dans un domaine ? Comment savoir qui est vraiment un expert ?*

Stéphanie RUPHY: C'est une question très concrète. Et il y a tout un pan, par exemple, de l'épistémologie sociale comprenant des auteurs comme Alvin Goldman qui ont écrit sur des thématiques très opérationnelles. Pour prendre l'exemple de propos tenus par un spécialiste en mécanique quantique, nous pouvons étudier le CV de la personne qui parle et identifier quels sont les signes de reconnaissance des pairs. Vous me direz qu'il est indispensable de connaître au préalable les signes de reconnaissance des pairs, mais c'est malgré tout moins difficile et plus accessible que la mécanique quantique.

Nous pouvons aussi examiner quel type d'expertise cette personne a donné dans le passé et si ces expertises se sont révélées fiables. Nous pouvons également analyser quand cette personne s'exprime ou bien si elle est minoritaire dans sa communauté scientifique. C'est assurément complexe à interpréter, cela reviendrait à recenser le nombre de followers, autrement appelé l'argument du nombre. Alors nous pourrions affirmer, si tout le monde est du même avis sur cette personne, que c'est bon signe, mais ce n'est pas forcément le cas. Dès lors, il convient d'analyser s'il existe un lien et pourquoi les gens sont du même avis. Autrement dit, y a-t-il

À la Miviludes, pour la première fois en vingt ans d'existence, des enfants nous ont appelés pour s'inquiéter du sort de leurs parents, qui relayaient eux-mêmes des thèses conspirationnistes, parfois les plus folles, avec des logiques d'enfermement et d'isolement qui peuvent s'inscrire dans une forme de « radicalité ».

CHRISTIAN GRAVEL

un lien de dépendance entre les gens qui sont du même avis de cet expert et l'expert lui-même ?

De multiples exemples révèlent qu'il est possible d'enseigner assez facilement et en tout cas plus facilement que d'espérer que quelqu'un devienne expert et accède directement à la justification de ce qui est dit.

Jérôme GRONDEUX: Une autre interrogation reviendrait à énoncer : est-ce que la personne qui parle de quelque chose a travaillé sur ce sujet ? Est-ce qu'elle a enquêté en dehors même du champ scientifique ? Toute notion de connaissance se construit, et ne se construit pas d'une pièce.

C'est complexe en démocratie parce qu'il existe toujours cette tension que le citoyen doit avoir un avis sur tout, étant porteur d'une souveraineté indivisible. En même temps, la société moderne se caractérise par la séparation des tâches et la spécialisation. Il est certain que des limites subsisteront sur toute façon de penser : nous ne pouvons trancher un débat entre physiciens, cependant je peux assez facilement savoir ce sur quoi l'ensemble des physiciens sont d'accord. Des consensus scientifiques sont assez accessibles, tout comme en histoire. Il est ainsi possible de discuter à perte de vue pour savoir si les soldats mobilisés en 1914-1918 auraient consenti ou s'ils ont été conditionnés par la propagande, ou peut-être plus probablement un peu des deux. Et cela dépend du contexte. Vous interrogez-vous sur une question brûlante en train d'être débattue dans la communauté scientifique ?

Nous ne sommes pas obligés d'avoir un avis sur tout. C'est peut-être un des problèmes des réseaux sociaux, qui nous interpellent et qui nous poussent

à réagir et à prendre position. Je pense que c'est important de savoir que nous ne sommes pas obligés d'avoir un avis personnel sur tout. Par exemple, nous pouvons juste énoncer que tel sujet nous intéresse. S'informer n'est pas forcément prendre position. C'est une confusion qui est souvent très forte dans l'esprit de beaucoup de gens.

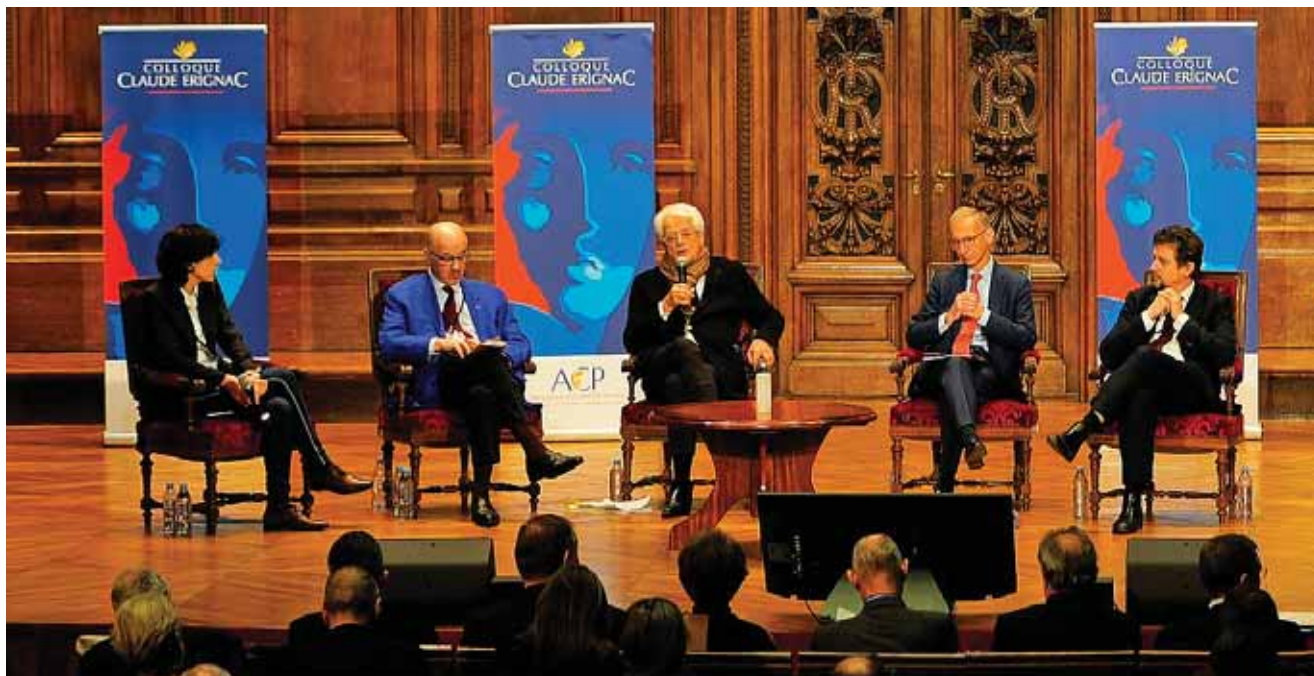
Les réseaux sociaux traitent de tout et de n'importe quoi, c'est un monde compliqué. Ces réseaux sociaux peuvent parfois tenir lieu de source d'information. Nous ne pouvons en tout état de cause les contrôler ni les censurer.

Par ailleurs, l'homme n'est plus au centre du monde dans les préoccupations et dans les débats actuels. C'est la planète, et les craintes pour la planète, qui sont au centre du monde. C'est une des raisons justement du déclin de l'esprit des Lumières. Jadis, nous croyions en une amélioration générale mais, par exemple, le fait que deux milliards d'êtres humains en vingt ans soient sortis du seuil de pauvreté n'intéresse absolument personne. L'idée que cela puisse se poursuivre n'est même pas évoquée. L'homme n'est plus au centre du monde et je crois que cela interfère dans nos débats.

Enfin la science est souvent prise en otage par des idéologues. Les personnes qui évoquent le GIEC n'ont en général jamais lu aucun rapport spécialisé du GIEC. Ainsi, Greta Thunberg est-elle le plus grand adepte de la science ?

En dernier lieu, il est surtout primordial que l'épistémologie soit mieux connue, parce que la science ne progresse qu'à coup d'erreurs successivement corrigées. ■

Table-ronde 2 : Un mal profond qui menace le modèle républicain



Agathe CAGÉ, animatrice de la table-ronde, inspectrice de l'administration, présidente de Compass Label
Alain BAUER, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers
Pascal PERRINEAU, politologue, professeur des universités
Nicolas BAVEREZ, historien, économiste
Henri VERDIER, ambassadeur pour le Numérique

Agathe CAGÉ : Pour cette seconde table ronde, nous allons essayer d'interroger le fait que les obscurantismes sont un mal profond, qui menace le modèle républicain. Pour cela sont réunis pour échanger : Alain Bauer, Nicolas Baverez, Pascal Perrineau et Henri Verdier.

Henri Verdier, vous êtes ambassadeur pour le Numérique depuis 2018. Vous avez auparavant dirigé Etalab et la direction interministérielle pour le numérique. Par ailleurs, vous avez publié plusieurs ouvrages dont un, récemment avec Jean-Louis Missika, intitulé « Le business de la baine, Internet, la démocratie et les réseaux sociaux ». Je le cite notamment parce que le premier chapitre de cet ouvrage est intitulé « La désagrégation de l'espace civique », d'où ma première question. Nous avons commencé à parler des réseaux sociaux lors de la première table ronde. Mais quel est,

à votre sens, l'impact des réseaux sociaux et de la manière dont ils ont été désignés par les grandes plateformes, à la fois sur le niveau de violence et même parfois d'hystérisation du débat public ?

Henri VERDIER : Je voudrais tout d'abord me réjouir d'habiter un pays qui prend à ce niveau-là, dans cet endroit-là et avec cette audience les questions auxquelles nous sommes confrontés, ce qui représente une chance.

Je souhaiterais revenir sur un aspect essentiel en écoutant la professeure Myriam Revault d'Allonnes. Quand vous nous parlez des anti-Lumières, j'avais l'impression que vous évoquiez Vladimir Poutine. En prononçant ici ce nom, j'énonce que nous ne vivons pas seulement de phénomènes spontanés ou encore d'une forme de désagrégation de nos sociétés à cause de je ne sais quelles forces endogènes. Nous vivons

aussi une confrontation de modèles. Pour ma part, j'ai rejoint la diplomatie il y a quatre ans. Je voyage beaucoup et j'ai pu constater que les deux tiers des pays du monde en étaient arrivés au point de penser que la démocratie était un modèle obsolète, fatigué, lent, pesant, incapable, décadent. Ces pays nous regardent parfois avec un soupçon de commisération, notamment dans la gestion de la crise du coronavirus, avec des propos comme : « regardez, grâce à nos régimes autoritaires, à notre verticalité, à notre courage, nous gérons les situations ». Trois ans après, nous découvrons finalement qu'ils ont confiné leurs peuples sans les vacciner, tout en ne maîtrisant pas le confinement.

La première table ronde a principalement abordé des sujets de désinformation. Ce n'est pas une activité passive. Cette action se traduit en investissements financiers, techniques, humains, réels et tangibles pour bouleverser nos modèles

existants. Il existe des fermes de trolls, des bots et des campagnes de fausses informations construites et fabriquées. À titre d'exemple, lorsque l'armée française a quitté les bases au Mali, elle a eu la présence d'esprit de faire surveiller les bases par des drones et a ainsi filmé le groupe Wagner venant réaliser une fosse commune et enterrer des cadavres près du camp militaire pour faire accuser la France de crimes de masse.

Nous sommes dans cette confrontation de modèles et se dresse ce qui pourrait ressembler à un piège à deux lames. Cette attaque contre le modèle démocratique issu des Lumières est susceptible de pouvoir nous désagréger. Ne pas réagir de façon coordonnée reviendrait à donner la victoire à l'adversaire. D'autre part, fournir des réponses trop autoritaires, qui perdraient de vue l'épistémologie, la raison, le débat ou la souveraineté représenteraient également une victoire pour les agresseurs. En outre, ces attaques ne se déroulent pas dans n'importe quel espace, mais sur un terrain bien particulier, celui des réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux sont à distinguer du web, parce que, d'un certain point de vue, le réseau Internet, qui est né dans un monde académique, est un héritier des Lumières. Ce n'est pas seulement un rêve ou une utopie, mais un moyen de se construire une infrastructure en partage, dans laquelle les principes de transparence, de coopération, de jugement par les pairs et de décentralisation fonctionnent. Internet existe depuis cinquante ans et a engendré, outre les réseaux sociaux, l'outil d'e-mail, et contribue à l'origine de développements révolutionnaires, comme les villes intelligentes ou les voitures sans chauffeur.

Sur cette infrastructure, dont les principes sont relativement proches de ceux des Lumières, reposent aussi des projets d'entreprises. Parmi ces entreprises, il existe également les réseaux sociaux. Malheureusement, ceux-ci sont devenus le principal espace public pour la plupart de nos concitoyens.

Je pense que vous passez deux ou trois heures par jour sur les réseaux sociaux

Le sentiment d'appartenance aujourd'hui à la communauté nationale, selon les enquêtes les plus récentes, touche moins de six Français sur dix. PASCAL PERRINEAU

et il faut savoir que quand vous y êtes, vous n'êtes plus vraiment sur le web. D'autres règles ont cours, par exemple des règles de design, très précises. Leur business model demeure dans l'économie de l'attention. Ils ont besoin de capter l'attention, dans le but de placer de la publicité personnalisée. Ainsi, ils peuvent susciter de l'hystérie, de la colère, de la polémique ou de la polarisation.

Personne ne s'est réveillé un matin en déclarant : « Je vais créer de l'hystérie et de la polarisation », mais plutôt : « Je vais demander à mes intelligences artificielles de proposer les amis, les contenus et les publicités qui les intéressent le plus ». Si le principe pédagogique est d'énoncer : « Je donnerai à manger à mes enfants ce qu'ils ont préféré la semaine dernière », au bout de quelques semaines, vos enfants ne devraient manger que des frites, de la pâte à tartiner, et boire du soda, ce qui deviendrait dangereux en cas d'excès. L'interrogation devient alors : « Quand est-ce que Facebook va nous proposer des haricots verts ? » Plus sérieusement, le risque est de se retrouver enfermé dans des bulles de filtres.

Ainsi, nous vivons dans un espace public privatisé au service non pas d'un complot, mais d'un modèle économique qui demande de ne donner aux gens que ce à quoi ils croient déjà et qui, d'une certaine manière, suscite l'hystérie, la tension ou la polarisation. Il est possible de reprendre le contrôle de cet espace public. L'Europe a ouvert un chemin. Et l'Europe est l'organe qui peut répondre, en premier lieu via l'outil du RGPD, puis du « Digital Service Act », adopté en 2022, qui entrera en vigueur en 2024, première pierre d'une série d'obligations engageant la responsabilité des entreprises concernées.

Pour terminer, sommes-nous d'accord pour vivre dans une société dont les structures de base ont été décidées sans aucune voie de retour démocratique ? Être capable de faire des retours dé-

mocratiques nécessite de s'entendre démocratiquement sur la nature de l'espace public que nous souhaitons et sur la manière de l'implémenter dans du code. Le chemin est encore long, mais le démarrage ici, dans cette enceinte, avec cette audience, est de bon augure.

Agathe CAGE : *Pascal Perrineau, vous êtes politologue et professeur des universités à Sciences-Po. Vous avez longtemps dirigé le Cevipof. Parmi vos ouvrages, je ne cite pas le plus récent, mais peut-être le nom de celui que vous avez publié en 2018, intitulé « le grand écart : chronique d'une démocratie fragmentée ». Henri Verdier soulignait les difficultés de construction de l'espace public. Aujourd'hui, dans vos analyses de l'opinion publique, vous mesurez une forme de fragmentation de cette opinion publique et les conséquences que cela peut entraîner, même jusqu'au niveau de notre capacité à vivre ensemble.*

Pascal PERRINEAU : Tout à fait. Le modèle républicain auquel nous sommes nombreux à croire est fait d'un attachement à un débat éclairé, contradictoire, à la liberté de conscience, à la laïcité, à une information peu ou prou fondée en rationalité, ainsi qu'à l'universalisme de la citoyenneté.

Et il faut bien reconnaître aujourd'hui que ce modèle est profondément entamé par plusieurs forces. Ces forces peuvent provenir, comme l'indiquait Myriam Revault d'Allonnes, de l'extérieur des Lumières, et d'autres, de l'intérieur des Lumières.

En tant qu'enseignant, un phénomène relativement récent me préoccupe, à savoir ce qui est rassemblé de manière un peu rapide sous la bannière du wokisme et qui est de plus en plus présent dans les instituts de formation, en particulier à l'université. Pour notre modèle républicain basé sur l'universel, c'est profondément préoccupant. J'en parle parce que j'enseigne chaque été aux États-

Unis, donc j'observe en vingt ans la pénétration phénoménale de ce modèle dans les universités américaines. C'est un modèle qui légitime et multiplie les fractures, qu'elles soient sexuelles, générationnelles ou ethnico-culturelles, qui enferme de plus en plus les individus dans des bulles d'appartenance ou des bulles communautaires, et qui invalide presque toute forme d'universalisme. Dans certains collèges américains tel que le collège dans lequel j'enseigne, l'approche universaliste n'existe plus. C'est terminé. Or, les premières années d'études supérieures façonnent nos futurs cadres dirigeants. Cela risque de poser dans les institutions publiques et privées de graves problèmes dans les années qui viennent, qui accentueront profondément la crise du modèle républicain. C'est encore difficile de faire des anticipations, mais je le crois profondément.

Deuxième remarque : en regardant concrètement, au travers des enquêtes, ce qui se passe en France, nous pouvons nous apercevoir que notre modèle républicain est mal parti. Le sentiment d'appartenance aujourd'hui à la communauté nationale, selon les enquêtes les plus récentes, touche moins de six Français sur dix. Dans une enquête qui avait été réalisée d'ailleurs, je crois, pour ce colloque il y a quelques années, 59 % des Français interrogés par Ipsos déclaraient qu'ils avaient un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, et 40 % qu'ils n'en avaient pas. Il ressortait d'importantes fractures au regard de l'enquête en détail, sur le terrain générationnel, sur le terrain social et sur le terrain culturel. Autre enquête sur la France de plus en plus éclatée : au Cevipof et à Sciences-Po, nous disposons régulièrement d'un baromètre annuel de ce qui est appelé la confiance dans le politique. Il vaudrait mieux l'appeler baromètre de défiance politique, car cela mesure avant tout de la défiance. Dans le dernier baromètre de janvier 2022, 40 % seulement des personnes interrogées considèrent que la France est plutôt une nation assez unie malgré ses différences, 56 % déclarant que la France est un ensemble de communautés qui cohabitent plus ou moins bien les unes avec les autres.

Le réarmement intellectuel et moral des démocraties, et particulièrement de notre République, dépend certes des hommes d'État, mais aussi de chacun d'entre nous.

À nous de nous engager pour la raison contre les obscurantismes et de substituer à l'esprit de fanatisme l'esprit de compromis.

NICOLAS BAVEREZ

Et donc nous prenons conscience que nous sommes dans une communauté de plus en plus éclatée pour des raisons à la fois de puissance de l'individualisme ou des processus d'individuation, mais aussi de développement de nouveaux types de communautés, sexuées, générationnelles, sociales, religieuses ou ethnico-culturelles. Ce contexte rejoint les propos déjà exprimés : nous avons un modèle de plus en plus éclaté dans lequel l'ennemi, ce serait l'autre.

À travers ces enquêtes, ce constat est très inquiétant. L'Ifop a proposé aux Français une dizaine de scénarios plus farfelus les uns que les autres, de complots divers et variés sur les Twin Towers, sur les effets du vaccin, etc. Il est significatif de relever qu'environ 20 % de la population partage plus de six affirmations complotistes. D'autre part, ce qui est très inquiétant, c'est que les jeunes sont les plus touchés. Cela révèle l'échec relatif de notre système éducatif auprès de la jeune population. Dans cette jeune population, les niveaux d'adhésion aux thèses complotistes sont parfois tout à fait vertigineuses. Par exemple, environ 30 % des jeunes Français croient aujourd'hui que les Américains ne sont jamais allés sur la Lune et que la NASA a fabriqué des fausses preuves et des fausses images. Ces chiffres témoignent d'un symptôme absolument impressionnant de l'échec du modèle républicain et surtout de l'échec de notre modèle éducatif, qui est d'autant plus grave lorsque le modèle éducatif se met lui-même à nourrir ce type d'approche.

Agathe CAGE : Nicolas Baverez, vous êtes historien, éditorialiste et essayiste. Je pense que d'une certaine manière, vous ne me contredirez pas si j'énonce que vous partagez le pessimisme que vient d'exprimer Pascal Perrineau aujourd'hui dans votre dernier ouvrage « L'alerte démocratique », qui est sorti

en 2020. Vous appelez à la reconstruction à la fois de la démocratie, du capitalisme, de l'Europe et de la France.

Et je rebondis sur la dimension reconstruction de la démocratie, même si bien sûr les quatre dimensions sont extrêmement liées dans votre pensée, parce que vous réfléchissez à la fois sur la manière dont les populismes nourrissent les obscurantismes et finalement sur l'ensemble des menaces qui mettent à mal le modèle républicain et plus largement nos systèmes démocratiques.

Nicolas BAVEREZ : La démocratie est née à partir de trois grandes révolutions : la Révolution anglaise, c'est l'habeas corpus ; la Révolution américaine, c'est la Constitution et la séparation des pouvoirs ; la Révolution française, c'est la souveraineté nationale et c'est l'universalité des droits de l'homme que nous appelons aujourd'hui les droits humains. Les points communs de ces trois révolutions font ressortir l'idée que la liberté est indissociable de la raison, parce que la raison permet de reconnaître ce qui unit les hommes, ce qui leur donne un destin commun et surtout ce qui peut permettre de fonder le débat. La démocratie repose dès lors sur trois piliers : le suffrage universel, l'État de droit et le débat. Les obscurantismes sont une arme de destruction massive contre la démocratie parce qu'ils tuent ces trois aspects : ils remettent en question le suffrage universel, l'État de droit et le débat public. Ils sont ainsi au cœur de la grande crise que traverse aujourd'hui la démocratie, sous l'effet de la multiplication des chocs sanitaire, énergétique, alimentaire, inflationniste, financier, climatique et stratégique.

L'année 2022 constitue une rupture historique. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, elle a ouvert une nouvelle ère caractérisée par la confrontation entre les



empire autoritaire et la démocratie. Or, la France est en première ligne à cause de sa situation et de son rôle en Europe, à cause de son héritage historique, à cause de son lien existentiel avec la liberté et la raison, même si elle peine souvent à se montrer à la hauteur de son idéal.

Je souhaiterais examiner avec vous la poussée des obscurantismes, la vulnérabilité particulière du modèle républicain, puis essayer de tracer des pistes de réponse, tant il est vrai que l'on ne peut s'en tenir au pessimisme et que la réflexion doit déboucher sur l'action.

Il ne fait pas de doute qu'aujourd'hui les obscurantismes progressent. Ce qui est complexe, c'est que leur nature et leurs origines sont diverses. Une des premières origines est intellectuelle, largement française : c'est la philosophie de la déconstruction. Ce sont les pensées de Derrida, Foucault, Deleuze, qui ont ensuite été « américanisées », si je puis dire, puis transformées en une machine de guerre contre les principes de la civilisation occidentale, contribuant à inspirer le mouvement *woke* et la *cancel culture*. La raison est par nature critique, mais ce qui est spectaculaire dans ce discours repose sur les éléments suivants : il est nihiliste et il récuse l'autre. Il nie toute forme d'universalisme et d'humanisme, et en cela il est authentiquement totalitaire. Parmi les autres formes d'obscurantismes figure la résurgence

agressive du nationalisme et du fanatisme religieux après la chute de l'Union soviétique. Ces deux notions demeurent deux passions majeures, comme l'avait compris d'emblée Tocqueville et comme le montre le regain de l'impérialisme en Russie, en Chine, en Iran ou en Turquie, ou encore le djihadisme, qui ne cesse de s'étendre et mute en réseau social de la terreur au sein des pays développés. Enfin, nous trouvons dans les populismes une libération des passions collectives.

Ces formes diverses d'obscurantismes se cumulent et interagissent pour déstabiliser la démocratie, par exemple avec la guerre hybride conduite par la Russie contre l'Europe qui intègre le financement à hauteur de 300 millions de dollars des partis populistes depuis 2014, la désinformation et les cyberattaques. Les réseaux sociaux servent de vecteurs. Ils ne sont pas la cause du problème, ce qui ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de leur dérive et des risques qu'ils font courir à la liberté.

En quoi la France se trouve-t-elle en première ligne ? Notre pays est évidemment touché par les pathologies qui frappent toutes les démocraties : la déstabilisation des classes moyennes, la poussée du numérique, l'atomisation des citoyens et le sentiment de dépossession, la paralysie des institutions représentatives, la peur face à la montée en puissance des régimes autoritaires,

ainsi que la radicalisation des opinions. Mais la France reste dans une position à la fois singulière et vulnérable. Et ce pour plusieurs raisons.

La première, je l'ai rappelé, c'est son histoire : c'est la nation qui a porté le message de l'universalité des droits humains. Elle est aussi une ancienne puissance coloniale, qui suscite du ressentiment dans un certain nombre de pays du Sud. Elle repose enfin depuis la Révolution sur un face-à-face entre l'État et le citoyen qui ne laisse que peu de place à la société civile et aux corps intermédiaires, objets d'une méfiance tenace. En temps de crise, quand le citoyen est paupérisé et perd ses repères, quand l'État est affaibli, un vaste espace s'ouvre dans lequel s'engouffrent les passions collectives et la violence.

La deuxième raison vient de ce que notre pays a accumulé quatre décennies de déclin. L'économie est sous-productive et stagne. Le chômage est endémique et la paupérisation progresse rapidement. Des pans entiers de la société et du territoire basculent dans l'anomie. L'État est à la fois obèse et impuissant. Les services publics s'effondrent, notamment l'éducation nationale. L'image et l'influence du pays régressent en Europe comme dans le monde, particulièrement en Afrique. D'un côté, tous les facteurs propices à l'obscurantisme sont présents. De l'autre, les institutions,

les règles et les forces qui permettent de lui résister sont très fragilisées.

Enfin, notre modèle républicain constitue une cible idéale. Il est très durement attaqué et concentre les coups, notamment à travers le principe de laïcité. La communauté des citoyens est mise sous pression. L'obscurantisme est une machine à fragmenter la nation, à installer une logique de guerre civile, à l'image de ce que poursuit le djihadisme. L'individualisme sape également la cohésion nationale. Les structures collectives, les systèmes politiques et idéologiques se sont effondrés. La deuxième chose qui est extrêmement dangereuse pour la démocratie est évidemment la violence, qui est le compagnon de route de l'obscurantisme. Soljenitsyne soulignait à juste titre que faire le choix du mensonge, c'est faire le choix de la violence. Les deux sont liés et c'est ce que nous constatons aujourd'hui : la violence explose en même temps que progressent les théories complotistes. La dernière dimension demeure la négation de l'universalisme, avec derrière une vraie forme de nihilisme qui est évidemment très dangereuse, parce qu'une fois que personne ne croit plus à rien, tout le monde est prêt à croire à n'importe quoi. C'est la situation dans laquelle la France est susceptible de se trouver aujourd'hui.

Doit-on en rester là ? Évidemment non. Le problème du réarmement n'est pas seulement militaire. La République est en attente d'un véritable réarmement économique, politique, mais surtout intellectuel et moral.

La priorité concerne bien sûr l'éducation. Ce n'est pas un hasard si le système éducatif constitue à la fois le maillon le plus faible et en même temps une des clés du redressement. L'effondrement de notre système d'éducation constitue l'un des facteurs d'inquiétude les plus importants pour notre économie, avec la déqualification du travail, pour l'avenir de nos institutions et de notre pays. Force est de constater que non seulement ses performances chutent mais qu'il est devenu l'un des foyers de diffusion de l'obscurantisme, alors qu'il a vocation à transmettre les connaissances, à développer l'esprit critique et à former à la citoyenneté.

Notre État a une obligation de fixer des règles, de les faire respecter, de dire quand il se trompe, d'expliquer pourquoi il se trompe et de ne pas le faire uniquement avec un fichier Excel et une logique purement comptable. ALAIN BAUER

L'effort doit ensuite porter sur l'État et son autorité. Il est vital que l'État conserve le monopole de l'exercice de la violence légitime et qu'il assure la sécurité, condition première de la liberté. Or, on constate aujourd'hui une démission de l'État face à la contamination de la violence et un renoncement à faire respecter ses décisions qui visent à préserver la paix civile ou à gérer des risques collectifs. La vaccination contre le coronavirus en a donné un exemple, qui a vu la puissance publique renoncer à la vaccination obligatoire pour certains soignants ou dans l'outre-mer. C'est une illustration frappante d'un recul de l'État face aux passions collectives et au complotisme.

L'ultime dimension, ce sont les valeurs et le combat intellectuel et moral. Je crois profondément que la devise de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » n'a jamais été plus actuelle. La liberté est de nouveau l'enjeu central de l'histoire du XXI^e siècle autour de l'affrontement entre les empires autoritaires et la démocratie, comme elle l'a été au XX^e siècle avec la lutte à mort entre les régimes totalitaires et les démocraties. L'égalité est fondamentale pour rendre effective la promesse démocratique et stabiliser les classes moyennes. La fraternité permet de résoudre les tensions potentielles entre la liberté et l'égalité, et de rappeler la vocation universelle de l'humanité. Mais encore faut-il avoir la volonté et le courage de défendre ces valeurs.

Elie Halévy mit en garde dès 1935 les démocraties contre le caractère inéluctable d'une nouvelle guerre mondiale et dressa les premières comparaisons entre fascisme, nazisme et stalinisme. « L'Ère des tyrannies », ouvrage posthume publié en 1938, se conclut par l'appel suivant : « La responsabilité des maux qui tourmentent l'humanité doit être transférée des hommes d'État au peuple, c'est-à-dire à nous-mêmes. La

sagesse ou la folie de nos hommes d'État est purement le reflet de notre propre sagesse ou de notre propre folie. À nous de substituer un esprit de compromis à un esprit de fanatisme ». Le réarmement intellectuel et moral des démocraties, et particulièrement de notre République, dépend certes des hommes d'État, mais aussi de chacun d'entre nous. À nous de nous engager pour la raison contre les obscurantismes et de substituer à l'esprit de fanatisme l'esprit de compromis.

Agathe CAGÉ : *Alain Bauer, je vous présente très rapidement pour rappeler que vous êtes professeur de criminologie appliquée et titulaire de la Chaire de criminologie du Conservatoire national des Arts et Métiers. Peut-être allez-vous provoquer un petit choc après cette matinée sur les nouveaux obscurantismes, puisque c'est le terme même d'obscurantisme que vous interrogez.*

Alain BAUER : Je voulais en premier lieu vous remercier pour me permettre de faire ici un pèlerinage, puisque j'ai enseigné dans cette maison pendant quelques années il y a longtemps. Je souhaiterais également saluer la famille Érignac, qui rappelle la mémoire d'un grand représentant de l'État, qui a donné sa vie pour la République.

En matière de criminalité terroriste, de violence, d'insécurité, de tout ce qui a été décrit comme les horreurs actuelles, j'ai coutume d'expliquer à mes étudiants au Conservatoire et dans des universités où je sévis à l'étranger que ce qui est nouveau correspond en général à ce que nous avons totalement oublié ; notre grave problème n'est pas la découverte des menaces actuelles, mais l'amnésie. Nous oublions que les terroristes, les criminels et les dictateurs passent leur temps à nous expliquer ce qu'ils vont faire et que nous ne savons ni les écouter, ni les entendre, ni les



croire. Cela nous amène régulièrement à un concours d'incantations, d'imprécations ou de lamentations, en général à la tribune de l'Assemblée nationale. Cela arrive aussi dans les colloques qui nous amènent tout à coup à redécouvrir les dures réalités du monde, à savoir la manipulation, la violence et la guerre. L'ambassadeur Verdier a raison, ce qui est nouveau n'est pas le phénomène, mais l'accélération par les réseaux sociaux et un enfermement dans ces réseaux sociaux.

Notre vrai problème n'est pas la question de l'obscurantisme, mais la question des Lumières. Quelqu'un a éteint et plus personne ne sait où se trouve le bouton. Le problème du retour des Lumières, c'est le retour de l'État. Et s'il demeure un dernier élément qui représente l'État, une des dernières structures de sa puissance passée et de sa résistance, je l'espère, présente et à venir, c'est justement le corps préfectoral. Une des particularités du corps préfectoral, c'est d'être au cœur des territoires. Une des immenses difficultés de sa mission est de gérer la différence entre la vérité et le mensonge, autrement dit, depuis la dépêche d'Ems, c'est la capacité à réagir, à reprendre et à résister, mais aussi à mentir le moins possible...

Depuis *L'étrange défaite* de Marc Bloch, qui s'interrogeait sur les conditions du

désastre de 1940, en complément de l'intervention de Nicolas Baverez, il existe une pratique nationale française qui est de tout savoir mais de ne rien comprendre ou de faire en sorte de ne rien comprendre et surtout de mentir avec arrogance et détermination. Au lieu de dire « je ne sais pas, mais je fais ce que je peux », ce qui n'a été déclaré qu'une seule fois au cours de la crise du coronavirus par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe et qui lui a valu une augmentation de son taux de popularité et de confiance, une grande partie de la représentation politique a passé son temps avec arrogance et détermination à nous déclarer qu'elle savait, puis a changé d'opinion sans expliquer pourquoi elle le faisait. Il est possible de se tromper, c'est le charme de l'expérimentation scientifique, mais il importe de chercher et d'expliquer l'erreur, pourquoi nous sommes passés à une autre expérience. Le mensonge historique qu'a été le Watergate a détruit la confiance dans le système politique, puis s'est transmis, comme cela a été rappelé dans le sondage Ifop, à la vérité journalistique. La vérité scientifique s'est ensuite « suicidée » durant la pandémie sur les chaînes de divertissement en continu, plus communément appelées « chaînes d'information ». Meubler vingt-quatre heures d'antenne nécessite plus de clash que de pédagogie, plus de plateaux que de documentaires. D'usage, les académiques

s'affrontent à huis clos, entre collègues. Dans ce cas précis, le débat s'est tenu devant un public de téléspectateurs, et non pour une obscure discussion sur le sexe des anges, mais sur le fond d'un sujet de vie ou de mort. Des vérités toutes plus relatives et donc toutes plus alternatives les unes que les autres se sont affrontées devant un public de plus en plus divisé et méfiant.

Que reste-t-il lorsqu'il n'y a plus de vérité ? L'absence de vérité, l'absence de référence à la vérité ou bien l'absence d'étalon de la vérité ? Nous avons laissé un immense espace au doute, à l'interrogation et à la propagation de mensonges qui sont devenus autant de vérités alternatives. Plus personne ne ment. Tout le monde a sa petite vérité personnelle. Or, le seul régulateur de la vérité dans un pays où l'État a créé la nation, ce qui est la chance et la différence de la France, tous les autres pays étant des nations qui ont créé des États, c'est justement la parole publique et la source officielle.

Notre État a une obligation de fixer des règles, de les faire respecter, de dire quand il se trompe, d'expliquer pourquoi il se trompe et de ne pas le faire uniquement avec un fichier Excel et une logique purement comptable. Quand il n'y a plus de masques, plus de chars, plus de canons, peu d'avions avec un

dispositif de maintenance en capacité opérationnelle faible, il devient nécessaire d'assumer puis de réagir.

Est-ce que l'État découvre son dénuement ? Non. Il découvre qu'il a laissé la main aux comptables, pas aux politiques et certainement pas à la préfectorale. De ce point de vue-là, le réarmement qui a été rappelé par tous ceux qui s'expriment aujourd'hui est un enjeu profond. Parce que l'État dit profond, dont tout le monde dit le plus grand mal, est aujourd'hui comateux. Je ne suis pas sûr qu'il soit encore vivant. Quoi qu'il en soit, il n'est pas très vaillant. Et c'est valable pour le dernier principe de la devise Liberté-Égalité-Fraternité et Laïcité. Lorsque le gouvernement a expliqué que la laïcité ne correspondait plus à une dynamique mais à une simple neutralité, il a abandonné le terrain, passant du statut d'acteur du débat public à celui de spectateur lointain. De fait, il regardait de loin ce qui se passait, en ne tranchant plus entre éduquer et instruire, ce qui devait être le rôle de l'éducation, Éducation nationale ou Instruction publique. Les mots ont un sens et ce n'est pas un hasard si nous avons débaptisé un certain nombre de nos institutions pour entrer dans le tout-venant ambiant et une Europe plus anglo-saxonne que celle de ses fondateurs. Je rappelle que la création de l'Europe a d'abord concerné le charbon et l'acier, non la définition du taux du cacao dans le chocolat.

Ces éléments majeurs sont au cœur d'une nécessité de refondation et de réinvestissement de l'État. Et il se trouve que c'est le rôle central de l'État que de refixer cette règle. Bien plus même que l'organisation politique de l'État, c'est l'organisation interne de l'État qui doit reprendre en main sa place. Il importe de redonner à l'État une dynamique face à l'ensemble de ces enjeux, de ces risques et de ces crises qui n'ont rien de nouveau. L'État n'est pas plus attaqué qu'auparavant, mais il s'est retiré et il lui appartient de réinvestir des terrains abandonnés, ces espaces oubliés de la République si bien décriés par un certain nombre de mes collègues, mais aussi ces espaces

nouveaux que sont l'espace virtuel, l'espace cyber, l'espace d'Internet comme l'espace des réseaux sociaux. Il convient de sortir de cette culture du vide, celle de la télé-réalité, pour revenir à une culture de l'éducation, de l'instruction et de la volonté qui doit être celle du service public.

Agathe CAGÉ : *Henri Verdier, je voudrais revenir rapidement avec vous sur l'une de vos interrogations qui est un questionnement autour de la notion, désolée je le dis en anglais de « common knowledge » et du fait qu'aujourd'hui finalement nous vivons tous dans des micro-centres. Par exemple, dans mon micro-centre, je pense que manger tous les jours des frites, du ketchup et boire du soda c'est bien, et je ne m'interroge pas pour savoir si c'est bien pour tout le monde ou pas. Vous interrogez le fait que finalement, nous avons connu une évolution importante : par le passé, nous savions ce qui était important et ce qui était secondaire, même si nous étions concentrés dans un tout petit cercle. Aujourd'hui, chacun à l'intérieur de son cercle a le sentiment d'être dans un cercle important et ne distingue pas ce qui est important de ce qui est secondaire.*

Henri VERDIER : Oui, je souscris tout de même à tout ce qui a été dit et je suis heureux d'avoir entendu, parce que je ne l'entends pas souvent, que même si les réseaux sociaux sont un théâtre de confrontation, ils ne représentent néanmoins pas la source première des problèmes. Et de même, j'ai pu apprécier l'allusion à la télévision. Je ne suis pas ambassadeur en charge de l'audiovisuel, mais certaines chaînes ont un rôle tout aussi négatif, voire plus que bien des réseaux sociaux. Elles trouvent surtout une chambre d'écho dans les réseaux sociaux et prolifèrent « au carré ». L'essentiel a été résumé : le modèle économique des entreprises suppose de donner à chacun la matière la plus personnalisée possible. Ce modèle nous enferme dans des bulles et aboutit effectivement à quelque chose qui touche à l'espace civique.

Je souhaite vous partager une autre ex-

périence. Il y a trois ans, j'ai eu le privilège de visiter le QG de campagne du candidat Michael Bloomberg à New York pour l'élection présidentielle américaine de 2020, ce qui s'est révélé fascinant. J'arrive sur tout un étage d'une tour. Ils avaient abattu toutes les cloisons. Il y avait ainsi 54 tables, une pour chaque État américain, ainsi qu'une pour les femmes, une pour les Noirs, une pour les Latinos et une pour les gays. Et à chaque table étaient assis douze *data scientists* et deux *spin doctors*. Ils avaient coupé l'échiquier électoral en 4 000 cases - 4 000 micro-communautés. Donc, le pêcheur de truite dans l'Oregon déclaré comme démocrate recevait un message, et l'électeur favorable au port d'arme des enfants dans le privé provenant du Tennessee recevait un autre message. Je me suis demandé "mais où est la démocratie ?" Une campagne électorale consiste désormais à demander à des *spin doctors* de travailler au corps 4000 micro-communautés. La campagne de Trump s'adressait, elle, à 50 000 micro-communautés et les messages étaient rédigés par des intelligences artificielles. Ils sont ensuite diffusés par de la publicité politique ciblée, que l'Europe envisage d'interdire, ce en quoi elle aurait bien raison.

La publicité politique comportementale constitue ici le moteur de ce que j'évoque et pour conclure, je déclare aux interlocuteurs qui m'avaient fait entrer, « mais ce n'est plus démocratique, c'est affreux ». Où est le moment où une nation, après une controverse publique, choisit collectivement son destin commun ? Mes interlocuteurs ne m'entendaient pas parce qu'ils s'étaient fixés sur leur définition étroite de la liberté d'expression. Ils me répondaient : « c'est bien normal qu'un milliardaire ait le droit de s'acheter des espaces publicitaires ». C'était très intéressant. Et quand bien même je leur déclarais : « mais la démocratie, c'est un homme, une voix, ce n'est pas un dollar, une voix », ils répondaient : « la liberté d'expression ».

Et peut-être me direz-vous « Michael Bloomberg a perdu ». Je rappelle que Michael Bloomberg était un ancien maire républicain très peu télévisé, qui n'a fait campagne que sur les réseaux



sociaux, c'est-à-dire uniquement à travers la stratégie dont je vous parle, donc en achetant de la publicité personnalisée. Il a jeté l'éponge après le Big Tuesday, mais après avoir totalisé 18 % des voix dans une primaire, c'est-à-dire auprès d'un corpus électoral très éduqué et très militant. Donc il est possible, même quand les éléments sont contre nous, d'acheter 18 % du vote avec de la publicité personnalisée, c'est-à-dire en découpant le pays en micro-communautés.

Ce destin-là ne doit pas s'exporter en Europe, nous pouvons vraiment l'en empêcher. Pour cela, nous avons notamment le règlement RGPD, ainsi que les règles de financement des partis politiques. Il est vital de s'en prémunir sur notre continent.

Agathe CAGÉ : *Parce qu'elle peut mener à ce niveau de micro-fragmentation dans le rapport à la démocratie. C'est quelque chose que nous constatons en France, même si vous avez parlé, Pascal Perrineau, d'un certain nombre de fragmentations.*

Pascal PERRINEAU : Ces micro-fragmentations sont à l'œuvre particulièrement dans toutes les tranches d'âge qui sont en dessous de quarante ans et où la

conception d'un espace public homogène et national est véritablement en crise. La fragmentation démocratique est également extrêmement sensible. Vous avez eu la gentillesse de vous référer tout à l'heure au livre que j'avais écrit après l'expérience du grand débat national. Nous parlons d'éclatement des formes démocratiques. Dans l'après-guerre, au moment où les démocraties pluralistes renaissent sur les décombres des régimes autoritaires, la démocratie représentative faisait l'objet non pas d'un consensus, mais d'un soutien qui était fort.

Il faut bien reconnaître que depuis plus d'une décennie, c'est cette démocratie représentative même qui fait l'objet d'une contestation et d'une grande fatigue dans ses usages. L'abstention n'est là que pour le montrer.

Le modèle économique des entreprises suppose de donner à chacun la matière la plus personnalisée possible. Ce modèle nous enferme dans des bulles et aboutit effectivement à quelque chose qui touche à l'espace civique.
HENRI VERDIER

Au fond, nous cherchons des alternatives. Il existe plusieurs possibilités. La première, ce serait de se dire qu'il faut faire vivre autrement cette démocratie représentative. Nous pouvons réfléchir en effet à un nouveau dispositif institutionnel de notre démocratie représentative, afin de tenter de stopper ce phénomène de sécession démocratique qui devient tout à fait préoccupant. Par exemple, nous parlons beaucoup de l'Assemblée nationale et de ses équilibres internes. Mais cette Assemblée nationale est issue d'élections législatives dans lesquelles nous avons assisté à un vrai phénomène de sécession démocratique et de fatigue civique absolument immense. Beaucoup de députés devraient se poser la question : « mais qu'est-ce que je représente en termes d'électeurs ? » Cette question est assez vertigineuse. Et que dire des dernières législatives partielles ? C'est le premier terrain qu'il est possible d'explorer.

La seconde possibilité, ce sont les espoirs, à mon avis un peu excessifs, dans d'autres types de démocratie. C'est la fameuse démocratie participative. Nous l'avons beaucoup attendu, en se disant en nous-mêmes : « au fond, la démocratie représentative fonctionne mal, faisons vivre la démocratie participative » et le président de la République est aujourd'hui un

fervent acteur de ce type de dispositif, qu'il a multiplié sur plusieurs sujets importants. Mais cette démocratie participative a des limites évidentes. C'est en premier lieu une démocratie pour une minorité active. Toutes les thèses qui ont été réalisées débouchent toutes à peu près sur la règle du 1 %. Quand une expérience de démocratie participative touche 1 % de la population concernée, c'est un succès. Cela revient à dire que ces 1 % seraient très représentatives d'une France engagée, d'une minorité militante, en d'autres termes d'une minorité active.

Le troisième vecteur possible, dans le débat d'aujourd'hui, est le retour à la démocratie semi-directe, c'est-à-dire comment, sur de grands enjeux qui ne correspondent pas à des clivages politiques préconstruits, il peut être utile de consulter la population au travers du référendum et de revenir à l'esprit originel de la Cinquième République, à savoir la souveraineté qui s'exprime par les élections et par le référendum. Mais ce qui s'est passé lors du traité constitutionnel européen de 2005 a entraîné une forme d'incapacité à avoir recours à cet outil. Il serait peut-être urgent de revenir pour certains débats, par exemple comme celui de la fin de vie, à une consultation référendaire, que le fondateur de la Cinquième République savait pratiquer en son temps.

Agathe CAGÉ : *Peut-être Nicolas Baveriez que vous partagez ce constat d'une sécession démocratique à laquelle il faut trouver des réponses ?*

Nicolas BAVEREZ : Bien sûr, cela a été dit. Mais il existe aussi des facteurs d'optimisme. L'année 2022 est une année tragique, mais elle comporte des signes d'espoir. Depuis le début du XXI^e siècle, les démocraties ont accumulé les erreurs, tandis que les empires autoritaires, forts de leur poussée, ont affirmé qu'ils étaient plus efficaces pour construire le développement, assurer la sécurité, garantir la stabilité politique et répondre aux attentes des peuples, tout en assouissant leurs ambitions extérieures. Or, 2022 marque un retournement. Les empires autoritaires ont montré leurs limites. La Russie de

Vladimir Poutine est dans une totale impasse démographique, politique, militaire et stratégique. La Chine de Xi Jinping est enfermée dans la nasse de la stratégie zéro Covid et a vu sa croissance chuter de 9,5 à 2 ou 3 % par an. L'Iran des mollahs est sur le point d'accéder au statut de puissance nucléaire, mais fait face au soulèvement de sa population, notamment des femmes, contre le régime. La Turquie d'Erdogan est rongée par l'inflation, ainsi que par l'arbitraire et l'inefficacité de l'État dirigé par son parti, l'AKP. Dans le même temps, nous pouvons constater un sursaut du côté des démocraties, avec la résistance héroïque de l'Ukraine, le réveil des Européens, le réengagement des États-Unis en Europe, la résurrection de l'OTAN, le lancement de l'alliance militaire AUKUS (États-Unis, Royaume-Uni et Australie), ainsi que le rapprochement entre le Japon et la Corée du Sud en Asie.

La raison et la liberté sont loin d'avoir gagné, mais elles n'ont pas encore perdu. Ce combat a été non seulement ignoré, mais souvent moqué au cours des dernières décennies. Or, il est vital. Avec l'Ukraine, nous redécouvrons que, dans de nombreux endroits de la planète, des hommes et des femmes sont prêts à risquer leur vie pour accéder à la liberté dont nous bénéficions, même si les démocraties sont loin d'être parfaites et si elles doivent être réformées pour leur permettre d'être à la hauteur de leur idéal. Il faut naturellement corriger les dysfonctionnements de nos démocraties, mais sans perdre de vue que la priorité absolue doit aller à la défense de la liberté politique.

Agathe CAGÉ : *Alain Bauer, partagez-vous cette note d'optimisme ? Notre début d'échange était tout de même très sombre.*

Alain BAUER : Je crois que l'optimisme, c'est passer par la lucidité pour trouver des solutions à des problèmes que nous ne cessons d'occulter ou de ne pas traiter. Il n'est jamais pire que de laisser croire que tout va bien pour des personnes confrontées tous les jours à des problématiques d'insécurité, de violences, de deals, de vols, d'incapacité

à rentrer chez elles, etc., mais le triptyque négation, minoration, éjection (en français courant : « ce n'est pas vrai, ce n'est pas grave, et surtout ce n'est pas ma faute ») coupe des citoyens qui vivent ces situations et ne comprennent pas que l'État ne les reconnaisse pas. Il faut savoir reconnaître que c'est vrai, que c'est grave et qu'il est nécessaire de s'en occuper. Le dire, c'est déjà rétablir le dialogue et un peu la confiance.

Jusqu'à présent, et fort heureusement, il restait un responsable politique de proximité qui avait la confiance de ses concitoyens. C'était l' élu local, le maire. Mais ce dernier rempart est en train de céder. Les élus locaux subissent des niveaux de confrontations et d'agressions inédits. Et vous avez un deuxième niveau moins proche mais au cœur des territoires, il s'agit des représentants de l'État, des préfets. En effet, il appartient aussi au corps préfectoral de trouver les voies du dialogue.

Il va bien falloir aussi retrouver la voie de la consultation par le référendum local ou national. Les élus nationaux n'aiment pas le référendum, parce qu'ils considèrent que les citoyens ne répondent pas à la question qui leur est posée. Ils ont raison, ils répondent à la question qu'ils auraient aimé qu'on leur pose. Mais il reste encore de l'espoir.

Question du public : *La première remarque que je voudrais faire est à propos des variations concernant Joséphine Baker. Je me souviens d'un article du Monde qui déclarait Joséphine Baker universaliste et wokiste. Je crois que nous avons opposé de façon systématique universalisme et wokisme, ce qui demande tout de même un peu d'argumentation et que je n'ai pas entendu. Je ne l'ai pas entendu parce que le gauchisme, finalement, nul ne s'en réclame. En ce qui me concerne, je suis profondément universaliste et suis attentif aux discriminations. Aujourd'hui, les discriminations sont réduites le plus souvent à des postures victimaires. Il me semble qu'il existe un vice de la pensée.*

Ensuite, la crise du modèle républicain correspond peut-être plus largement à

la crise de l'indifférence à la différence et nous en sommes revenus à repenser effectivement le statut, ainsi que les différences en République. Cela ne me semble pas être une régression.

Une dernière chose : la déconstruction derridienne n'a rien à voir avec le relativisme. La déconstruction constitue le fondement même d'une démarche scientifique. En d'autres termes, c'est réexaminer les concepts et analyser comment il est possible les voir autrement. Donc je crois qu'il y a eu un certain nombre de raccourcis contre lesquels je m'élève vivement.

Nicolas BAVEREZ : Je crois que nous nous accordons tous sur le fait que chacun doit être attentif et solidaire des autres, que l'égalité impose de lutter contre les discriminations et que la montée des inégalités constitue l'une des raisons de la crise des démocraties. Mais l'idolâtrie de l'identité constitue une arme de destruction massive de la démocratie, comme hier le communisme, parce qu'elle nie à la fois l'existence d'une communauté de citoyens et la vocation universelle de l'humanité. Elle constitue une attaque frontale contre l'universalisme et contre l'humanisme. Le principe de la démocratie est le pluralisme. Il est parfaitement permis d'être woke. Mais si ce choix est fait, nous ne pouvons prétendre défendre ni la République, ni la liberté politique, ni l'existence de valeurs universelles qui rassemble l'humanité au-delà des identités.

Question du public : *Vous avez parlé tout au long de ce colloque de la baisse de confiance dans les institutions politiques et scientifiques. Qu'est-ce qui a fait baisser cette confiance ? Je pense que si nous avons perdu cette confiance, c'est que de toute évidence, les institutions et surtout les personnes qui représentent ces institutions ont abusé de notre confiance.*

Catherine FERRIER : Je vais juste me permettre une remarque : l'efficacité de l'action publique est entravée par la perte de confiance. Mais cette perte de confiance a pu en partie être liée à l'inefficacité de l'action publique au

Nous redécouvrons que, dans de nombreux endroits de la planète, des hommes et des femmes sont prêts à risquer leur vie pour accéder à la liberté dont nous bénéficions, même si les démocraties sont loin d'être parfaites et si elles doivent être réformées pour leur permettre d'être à la hauteur de leur idéal.

NICOLAS BAVEREZ

regard des attentes. Oui, il y a eu une action publique qui a pu décevoir, mais d'autres phénomènes ont également été décrits. Enfin, il n'y a peut-être pas seulement une seule cause. En tout cas, nous avons besoin de la confiance envers l'action publique pour être efficace. Moins il y aura de confiance, moins l'action publique sera efficace et c'est bien là le problème. Alors il conviendrait peut-être d'effacer l'ardoise, tout simplement.

Nicolas BAVEREZ : Vous avez raison. Si la période 1989 à 2022 se révèle n'avoir été qu'un nouvel entre-deux-guerres, cela tient à des erreurs majeures des démocraties. Après la chute de l'Union soviétique, les nations libres – États-Unis en tête – ont succombé à la démesure, en communiant dans l'illusion de la fin de l'histoire et du triomphe pour l'éternité de la démocratie et du marché. Au lieu de s'efforcer de construire un ordre mondial, la planète a été mise en pilotage automatique. La priorité a été de tirer les dividendes de la paix et de la mondialisation, au lieu de se donner la peine de l'organiser. Et les démocraties ont perdu le contrôle, ce qui a brisé la confiance. Elles ont perdu le contrôle de l'ordre mondial avec les attentats de 2001, puis le cycle des guerres enlisées et perdues, de l'Afghanistan au Sahel, en passant par l'Irak et la Syrie. Elles ont perdu le contrôle du capitalisme et de la mondialisation lors du krach de 2008. Enfin, elles ont perdu le contrôle de leur sécurité et de leur santé avec l'épidémie de Covid.

Les démocraties ont ainsi laissé se multiplier les chocs, tout en faisant étalage de leur incapacité à les gérer. La grande déstabilisation des classes moyennes est le résultat de ces chocs et de cet enchaînement d'erreurs historiques. Il en découle une défiance envers les dirigeants, envers les institutions, envers

le principe même de la démocratie. La guerre d'Ukraine constitue un ultime avertissement qui ne doit pas être perdu. Elle appelle des démocraties à la fois une stratégie d'endigement des empires autoritaires et de profondes réformes pour désarmer le couple infernal de l'obscurantisme et du populisme.

Henri VERDIER : Finalement, je pense que nous sommes sortis d'un certain équilibre systémique qui avait des avantages mais aussi des inconvénients. Il s'y ajoute des phénomènes sociologiques. Aujourd'hui, dans les universités françaises, il y a plus d'enseignants qu'il n'y avait d'étudiants en 1968. Donc fatalement la position de ce qu'est un enseignant et la position des uns et des autres par rapport au système n'est pas la même. Après 1968, la place de l'individu et de son désir personnel a probablement accouché de phénomènes systémiques : par exemple, sur le marché des médias, l'information est devenue plus émotionnelle, et non plus centrée sur le fait brut. Il y a cinquante ans, quand un incendie était annoncé, nous étions informés sur le nombre d'hectares qui avaient brûlé, etc. Maintenant, nous tendons le micro à une dame qui nous parle de sa maison et nous tentons d'en arracher de l'émotion. Ainsi, nous faisons face à une série de changements. Et, servant l'État, je ne peux occulter notre part de responsabilité. C'est également notre rôle d'apprendre à mériter la confiance. Il peut arriver que les autorités se croient tenues de faire croire qu'elles contrôlent mais dans ce cas les citoyens devinent que ce n'est pas tout à fait vrai.

Je suis père de deux jeunes lycéennes, et mes filles ont des attitudes qui, je le reconnais, me surprennent parfois. J'entends ainsi des discours que d'aucuns qualifieraient de communautarisme,

de cancel culture, etc. En même temps, je vois chez elles et dans leur génération une générosité, une exigence, une envie d'améliorer le monde, ainsi qu'une envie de s'engager. Nous ne pouvons pas dire à cette jeunesse qu'elle ne fait pas partie de la République. Il faudrait se demander comment, avec ces énergies-là, et avec nos institutions, nous pouvons reconstruire du projet collectif.

Question du public : *Je suis française de première génération et je suis toujours très étonnée quand, dans une salle comme celle-ci, alors que nous avons eu un débat d'un haut niveau et je suis assez impressionnée par la qualité des interventions, une personne pose la question : qu'est-ce que le bien et qu'est-ce que le mal ? Alors je souhaiterais répondre tout simplement à cette personne que le bien dans notre République, c'est la justice, c'est l'égalité, c'est le savoir, c'est la raison et c'est la connaissance. Le mal, c'est simplement le contraire de tout cela. Ce type de question est à mon sens très perfide, c'est une manière de dire que nous fonctionnons dans des valeurs qui au fond pourraient être interchangeables.*

Ma mère était totalement analphabète, j'ai eu la chance d'arriver en France dans ma prime jeunesse. J'ai tout appris grâce à l'école de la République. Je n'oublierai jamais ma mère que j'ai emmenée à l'école à l'âge de soixante ans. C'est une femme qui a souffert toute sa vie du fait qu'elle ne savait ni lire ni écrire. Et je me souviendrai toujours du fait qu'elle m'ait dit qu'en Algérie, nous ne savions rien, nous n'apprenions rien, nous vivions comme des animaux. Ma mère, totalement analphabète et n'ayant jamais mis les pieds à l'école, allait avoir la chance de pouvoir apprendre et de pouvoir s'émanciper. Elle savait ce qu'était une République, elle savait ce qu'était l'égalité homme-femme. Elle en avait été privée toute sa vie.

Question du public : *Je suis étudiant et j'avais une interrogation. Parle-t-on sur les réseaux sociaux de la promotion des autres formes de gouvernement, comme la Chine, la Russie, qui promeuvent la forme de gouver-*

Nous n'allons pas dire où est le vrai, où est le faux, nous n'allons pas dire qui a raison, qui a tort, mais nous pouvons susciter un espace public qui donne un avantage comparatif à celui qui cherche la vérité. HENRI VERDIER

nement totalitaire ? Nous nous sommes réjouis à juste titre que la réalité les a rattrapés. Mais ma question est la suivante : pourquoi n'avons-nous pas un discours de promotion de la République, un discours offensif sur les valeurs qui sont les nôtres ? Certaines personnes ne se retrouvent pas dans les valeurs de la République qu'elles trouvent désuètes. Elles vont du coup chercher ailleurs l'idéalisme qui est le leur. Donc pourquoi n'avons-nous pas une vision positive et affirmative de la République et de ses valeurs aujourd'hui ?

Henri VERDIER : Même sans souscrire à la thèse de « la fin de l'histoire », nos croyances s'appuyaient sur un monde désormais régi par une rationalité économique et nous croyions que ses acteurs ne réaliseraient pas de projets qui pourraient les affaiblir ou leur coûter trop cher. Nous nous sommes crus protégés par cela et nous avons finalement fait face au retour de l'histoire. Effectivement, pour des raisons idéologiques, qui peuvent être religieuses, politiques ou par exemple nostalgiques (de la grande Russie ou autres), certains sont prêts à payer très cher pour nous faire du mal. Mais je pense que nous nous en sommes rendu compte et que nous sommes en train de nous réarmer.

Sur la première remarque, je ne crois pas que votre interlocuteur précédent a déclaré qu'il ne savait plus où était le bien et le mal. Je pense qu'il a fait allusion au fait que nous sommes sortis d'un monde constitué de monopoles de légitimité de la vérité et de la morale, ainsi que de consensus sociaux sur les motifs légitimes pour trancher. Et effectivement ce monde s'est effrité et s'est diversifié, faisant ainsi ressortir le risque du nihilisme et du relativisme. Là-dessus, je souhaitais juste partager avec vous un livre fascinant, celui de Michel Callon et Bruno Latour sur la science telle qu'elle se

fait. Ce livre expose une anthropologie des chercheurs. Il montre que nous ne sommes pas dans un monde qui est régi par la recherche de la vérité et la résolution pacifique des controverses, que des coups tordus peuvent avoir lieu, que Louis Pasteur, pour faire taire ses adversaires, les accusait d'être empreints d'idéalisme allemand, comme suppôts du Kaiser. Notre monde a des règles du jeu, et sur le long terme finalement, le plus souvent, celui qui l'emporte est celui qui a les faits avec lui. Pour cela, j'ai insisté sur l'espace public et l'espace civique. La façon dont nous désignons l'espace public, la manière dont nous imposons des règles de controverse, change l'espérance de victoire de la vérité, même si nous, en tant qu'autorités, ne la connaissons pas forcément. Parce que nous sommes en démocratie. Nous n'allons pas dire où est le vrai, où est le faux, nous n'allons pas dire qui a raison, qui a tort, mais nous pouvons susciter un espace public qui donne un avantage comparatif à celui qui cherche la vérité. Au contraire, si nous nous enfermons, si l'espace public est régi par des entreprises privées avec un certain business model, cela ne se produira pas.

Catherine FERRIER : Je voudrais ajouter, sur la promotion des valeurs, qui sont au cœur du métier pour le corps préfectoral, encore faut-il que certains ne travestissent pas ces valeurs. Quand nous parlons d'égalité, cela ne signifie pas égalité absolue de tout. Quand nous parlons d'égalité des droits, nous voulons parler d'égalité des chances. Quand nous évoquons la liberté, cela ne signifie pas liberté de faire tout et n'importe quoi. Nous parlons en réalité de liberté encadrée par la loi et votée par le peuple de France, par l'intermédiaire de ses représentants. Ainsi, de nombreuses notions camouflent des raccourcis qui peuvent produire du trouble. ■

Résultats du sondage exclusif de l'Ifop sur l'obscurantisme



Frédéric DABI,
directeur général Opinion de l'Ifop

Je vais vous présenter les principaux enseignements d'une enquête exclusive faite par l'Ifop pour l'association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Il s'agissait de déterminer un état de l'opinion publique sur ce concept d'obscurantisme récemment apparu sur l'agenda politique et médiatique à travers différents objectifs :

- en premier lieu, cette thématique étant récente, il s'agit de déterminer le degré de connaissance, les définitions, les représentations associées au phénomène obscurantiste. Le concept est donc encore récent, peut-être peu connu, et nous connaissons la critique pertinente de Pierre Bourdieu sur les sondages, que je partage entièrement. Il arrive souvent que des Français soient interrogés sur des sujets qu'ils ne connaissent pas, voire qui ne les intéressent pas. Ce n'est pas tout à fait le cas ici ;
- dans un deuxième temps, il s'agit d'identifier les acteurs de confiance susceptibles de faire face aux dérives obscurantistes et d'évaluer le potentiel de mobilisation citoyenne ;
- et enfin, il convient d'identifier les attentes d'actions à l'égard des pouvoirs publics.

Qui dit sondage dit protocole méthodologique. C'est une enquête qui a été menée il y a très peu de temps, au mois de janvier 2023, auprès d'un échantillon

robuste de 1500 personnes, ce qui permet de bénéficier de possibilités d'analyse par grandes catégories socio-démographiques. C'est donc une « mini France » qui a été constituée grâce à la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de profession, de région et de catégorie de résidence. Outre la France urbaine, la France rurale, autrement appelée la France périphérique, a été interrogée à proportion de son poids.

Nous pouvons considérer ensemble les principaux enseignements et en premier lieu la partie introductive, mais que je considère comme centrale sur le degré de connaissance, à savoir les représentations associées au phénomène obscurantiste. Et comme il s'agit d'un concept qui peut prêter le flanc à l'expression suivante : « Les Français ne savent pas de quoi on parle », nous avons commencé par poser une question ouverte sans suggérer de réponse : quelles sont les évocations spontanées à l'égard du terme obscurantiste ? Quelles sont les idées qui viennent à l'esprit ? Quels sont les mots ? Quels sont les courants de pensée, les idéologies ou les idées que vous associez à l'obscurantisme ?

C'est un concept récent qui est maîtrisé de manière imprécise par les Français. Il est frappant d'observer qu'un quart de la population ne parvient pas à se prononcer, et 12 % n'associent aucun terme à l'obscurantisme. Au-delà, ce concept définit un univers évocatoire divers, marqué par des termes assez fortement associés. Pour les Français, l'obscurantisme renvoie au premier chef à l'ignorance, ce qui résonne avec la définition donnée par le Petit Larousse qui est la suivante : attitude des personnes qui s'opposent à la diffusion de l'instruction et de la culture. Le terme complotisme est également associé comme un des fils directeurs de cette idée d'obscurantisme. Les religions sont évoquées, mais sans que soit cité un courant religieux ni un courant politique. En définitive, ce terme d'obscurantisme n'associe aucune notion à connotation positive.

En passant de la formule spontanée à la formule assistée, d'une question ouverte à une question fermée, quel terme est concerné ou traversé par des formes obscurantistes ? Nous bénéficions de contours plus précis, associés aux différentes formes d'obscurantisme, avec une hiérarchie et un mot qui n'était pas cité ou très peu cité spontanément et qui émerge pour une très forte majorité de Français (76 %, même 54 % qui le disent tout à fait) : ce sont avant tout les sectes qui sont traversées ou concernées par des formes d'obscurantisme. Elles devancent les mouvements complotistes, qui étaient cités sur la partie de la question ouverte, ainsi que les mouvements politiques. Il est à noter, à titre symbolique, que les mouvements de l'ultra-droite sont plus cités, de six points, que les mouvements de l'ultra-gauche. Ensuite sont citées les religions, avec une hiérarchie clairement établie, en premier l'islam, puis le christianisme, le judaïsme et enfin, à peine pour un quart, le bouddhisme.

Cette hiérarchie fait ressortir une moindre association avec des formes nouvelles qui peuvent être rattachées à l'obscurantisme : le survivalisme n'est cité que par une petite majorité de Français, le wokisme est également peu cité. En dernier lieu, alors qu'elles ont intégré l'agenda médiatique au moment même où l'enquête a été menée avec la question des naturopathes et des traitements du cancer, les médecines alternatives sont très peu citées. Dans le détail des réponses, il ressort avec clarté que, systématiquement, les plus jeunes et les personnes faiblement diplômées minimisent chaque terme pour l'associer à un phénomène obscurantiste.

Une dernière interrogation vient conclure cette partie sur les définitions : quel mot se rapproche-t-il le plus de l'idée obscurantiste ? Une majorité associe le fanatisme, qui devance nettement le terrorisme, lequel peut être vu comme un effet de ce fanatisme. Les sectes sont également fortement citées et enfin la radicalisation. Il est à noter que chez les sympathisants de

gauche et chez les jeunes, la notion de radicalisation est associée à l'obscurantisme. Pour utiliser une technique sondagière classique, même si nous avons laissé les personnes donner deux réponses, c'est la première réponse qui a été analysée. Ainsi, la première réponse donnée par la majorité des Français, ce n'est pas le fanatisme, les sectes ou la radicalisation, mais c'est la remise en cause de la science. Nous nous trouvons peut-être là au cœur de l'obscurantisme. Cette question sera approfondie dans l'analyse des acteurs les plus à même de lutter contre l'obscurantisme.

Les définitions ayant été parcourues, quid des représentations et des traits d'images au phénomène obscurantiste ? Ces représentations révèlent un corps d'images diversifié, même s'il est empreint d'une certaine ambivalence. D'un côté, la prise de conscience de l'opinion publique sur le phénomène obscurantiste est très forte. Ainsi, il s'énonce, à presque 82 % et de façon majoritaire dans toutes les catégories, que l'obscurantisme est un phénomène contre lequel il est indispensable de lutter. Il en découle l'assertion suivante : l'obscurantisme représenterait une menace sérieuse pour le modèle républicain et pour la République. Au-delà de ces deux représentations très fortes, en parlant du temps et de l'espace, chez une nette majorité de Français, il ressort également que l'obscurantisme est un phénomène de plus en plus répandu et qu'il est en progression au sein de la société française.

Par ailleurs, le fait que ces résultats attestent d'une certaine prise de conscience n'est pas à négliger. Pour autant, certaines réponses ambivalentes attestent en même temps d'une mise à distance des phénomènes obscurantistes. Un Français sur quatre considère que l'obscurantisme est un phénomène dont la portée est exagérée, notamment en ce qui concerne les personnes faiblement diplômées, celles issues des catégories populaires et 37 % des moins de trente ans. Les données mettent par ailleurs en avant un certain fatalisme, une minimisation : pour 78 % des consultés, l'obscurantisme est un phénomène qui a toujours existé. Cette relativisation ressort également lorsque les résultats révèlent que l'obscurantisme est décrit comme un argument comme un

autre dans un débat politique en vue de délégitimer l'adversaire. Le concept d'obscurantisme sert alors à dénigrer et disqualifier certaines idées légitimes. Ainsi, les représentations sont diversifiées, la prise de conscience est forte, mais pour autant, certaines opinions, plus fortement marquées à gauche, chez les jeunes et dans les catégories populaires, marquent une prise de distance par rapport à ces phénomènes obscurantistes.

Enfin, pour conclure cette première partie, nous avons tenté d'être très concret sur la question qu'est-ce que l'obscurantisme ? Rencontrons-nous des situations qui peuvent s'apparenter à des formes de dérives obscurantistes ? Nous avons pu constater, à l'aide de notes, un fort taux de reconnaissance. Traditionnellement, une note dépassant cinq induit déjà un phénomène important. Les notes très importantes ici recensées démontrent une reconnaissance de forme d'obscurantisme dans des épisodes vécus ou connus.

En tête viennent des illustrations telles que des parents qui demandent à leurs enfants homosexuels de suivre une thérapie de conversion, mais également une sur-représentation d'allusions relevant de l'intégrisme religieux, par exemple une personne religieuse qui refuse de serrer la main d'une personne de sexe opposé. Un autre exemple concerne un professeur d'histoire, nous pouvons relever la triste référence, qui est malmené, car il a exposé les caricatures de Mahomet, ou encore une personne qui place les lois de Dieu au-dessus des lois de la République.

Ce qui est intéressant d'analyser, c'est que les aspects liés à la santé révèlent moins l'association à des phénomènes

Pour les Français, l'obscurantisme renvoie au premier chef à l'ignorance, ce qui résonne avec la définition donnée par le Petit Larousse qui est la suivante : attitude des personnes qui s'opposent à la diffusion de l'instruction et de la culture.

obscurantistes. En d'autres termes, la situation d'une personne atteinte d'un cancer qui stoppe son traitement pour une thérapie alternative est moins apparentée à de l'obscurantisme. De la même façon, l'exemple d'une personne qui refuse de se faire vacciner n'est pas forcément associé à de l'obscurantisme. Une autre enquête indiquait par ailleurs qu'un tiers des Français a déjà été confronté au quotidien à des personnes qui n'ont pas été vaccinées.

Au-delà des définitions, au-delà des représentations, l'étude s'est penchée sur les acteurs qui sont perçus comme les responsables de la diffusion des phénomènes obscurantistes dans la société. Une hiérarchie très claire émerge : ce sont moins des acteurs que des vecteurs qui sont jugés responsables de la diffusion de ces phénomènes. Deux « accusés » ressortent, les réseaux sociaux et les influenceurs sur le web, avec des scores qui sont particulièrement impressionnants. Ils sont jugés à la fois catalyseurs et diffuseurs de contenus obscurantistes. Malgré tout, au-delà des réseaux sociaux, les autres médias ne sont pas exemptés de soupçons de diffusion de dérives obscurantistes, via la typologie suivante : 75 % pour les chaînes d'information continue, environ 65 % pour la radio et les journaux télévisés. Les résultats révèlent donc globalement un soupçon à l'égard des médias. Nous retrouvons également les religieux, qui devancent à peine de neuf points le personnel politique, et en bas de tableau, les scientifiques. Le fait qu'une petite majorité de Français considère que les scientifiques peuvent diffuser des phénomènes obscurantistes n'est pas sans lien avec la dimension « Covid », où beaucoup de scientifiques ont été invités sur des plateaux de télévision et certains ont vu leur parole remise en cause.

Une fois les responsables identifiés, quid de la confiance accordée à différents acteurs pour lutter contre l'obscurantisme ? La hiérarchie nous éclaire. Trois acteurs ou trois groupes se détachent : en premier lieu, les scientifiques, de façon très nette. Je vous rappelle que pour le plus grand nombre de Français, l'obscurantisme constitue avant tout une remise en cause de la science. Donc, nous faisons confiance aux scientifiques. Puis nous retrouvons

les acteurs qui sont au cœur de la socialisation de la jeunesse, à savoir la famille, les enseignants et l'école, même si une enquête récente de l'Ifop sur ce sujet a fait beaucoup de bruit, où il ressortait que les vecteurs d'information, d'éducation et d'appropriation par la jeunesse se font de moins en moins au sein de la famille, de moins en moins à l'école et de plus en plus du côté des réseaux sociaux. Il s'agit d'un fait très inquiétant. Les institutions régaliennes sont citées presque au même niveau, qu'il s'agisse de la police, de la justice ou de l'armée. Plus bas dans le tableau, nous retrouvons une défiance très majoritaire envers les acteurs politiques et les élus. C'est cette question de défiance qu'a évoqué Nicolas Baverez. Il est à noter que la distinction n'a pas été réalisée entre élus locaux et élus nationaux. Et, en bas de tableau, nous retrouvons une fois de plus les influenceurs sur le web.

La dernière partie de cette enquête repose sur l'interrogation suivante : quid de la mobilisation perçue et des attentes à l'égard des pouvoirs publics face à l'obscurantisme ? En d'autres termes, quid de l'évaluation de l'action des pouvoirs publics ? Une critique en termes d'inaction est largement majoritaire, les pouvoirs publics n'en feraient pas assez en ce qui concerne les dérives obscurantistes à 68 %. Ce résultat est majoritaire dans toutes les catégories : c'est le soupçon, au-delà de l'inaction, et c'est le reflet de demandes d'actions fortes attendues par les Français. Je rappellerai la première représentation associée à l'obscurantisme : 82 % considèrent qu'il est indispensable de lutter contre, même si 55 % seulement considèrent que la lutte peut être efficace.

Dans le cadre de l'action des pouvoirs publics, est-il prioritaire ou non de lutter contre ces dérives ? Un tiers des Français considère que c'est tout à fait prioritaire. Ce résultat n'est pas très élevé en comparaison avec d'autres thématiques sur lesquelles l'Ifop travaille. Les résultats d'une enquête récente Ifop Fiducial pour LCP l'auraient classé comme avant-dernier thème, derrière la santé, l'éducation, le pouvoir d'achat, l'insécurité et l'immigration. Il s'agit en revanche du début d'une prise de conscience et d'une mobilisation. Pour un Français sur cinq, cette question est secondaire, et pour un

L'étude s'est penchée sur les acteurs qui sont perçus comme les responsables de la diffusion des phénomènes obscurantistes dans la société. Une hiérarchie très claire émerge : ce sont moins des acteurs que des vecteurs qui sont jugés responsables de la diffusion de ces phénomènes.

sur deux, elle est très importante sans être prioritaire. Certains segments spécifiques, systématiquement sur toutes les questions, attendent une action forte des pouvoirs publics : les 50 ans et plus, les personnes plus âgées, les diplômés du supérieur et les personnes issues des catégories sociales supérieures.

Autre interrogation, est-ce que la lutte contre l'obscurantisme est l'affaire des citoyens ou bien l'affaire des pouvoirs publics ? Pour quatre Français sur dix, la mobilisation personnelle ressort : c'est l'affaire des citoyens, notamment chez les personnes plus âgées, les diplômés et les catégories aisées. L'autre position avancée par une majorité de Français, signe de l'appropriation d'un concept encore récent et d'une mobilisation encore balbutiante, s'établit dans une posture soit délégataire — c'est le travail des pouvoirs publics —, soit qui ne sait pas répondre à cette question. Cette position est majoritaire chez les jeunes.

Autre questionnement, serions-nous prêts à nous engager dans la lutte contre l'obscurantisme ? Les résultats sont à apprécier de deux manières. La réponse affirmative est nettement majoritaire à 58 %, mais seul un Français sur dix est prêt, si la connaissance d'actions individuelles ne nécessite pas de moyens particuliers, à lutter contre l'obscurantisme. À l'inverse, un socle de 42 % ne s'engagerait pas, ce qui, dans une logique d'extrapolation, représente beaucoup de monde, notamment chez les 25/34 ans, plus chez les femmes que chez les hommes et dans les catégories que je vous ai décrites précédemment.

Ainsi, beaucoup ne sont pas prêts à s'engager, mais pour autant, les réactions recensées font face à des évocations de convictions jugées irrationnelles. Par exemple, que faire si une personne dans la conversation évoque des convictions irrationnelles, complotistes ou obscurantistes ? Une majorité de Français argumenterait pour lui faire changer d'avis,

voire interromprait la conversation. Les Français ne sont pas inertes face à ce type de comportement sur le plan personnel. En revanche, dans un contexte de conversation dans l'espace public direct, par exemple sur les réseaux sociaux, le résultat est très différent, puisque presque quatre personnes sur dix se déclarent indifférents ou changent simplement de réseau social. Très peu de personnes adoptent une logique de réplique.

Le dernier item de cette enquête est une question ouverte : quelles mesures devraient être mises en place pour lutter contre les dérives obscurantistes ? Cette question ouverte est à prendre avec une certaine prudence, mais des tendances émergent. Les Français sont en tout premier lieu sur une logique éducative : ils souhaitent plus de mesures éducatives que de simples sanctions, soutenant un renforcement de l'enseignement et de la pédagogie, pour combattre la désinformation. La question de la surveillance des réseaux sociaux est ensuite très fortement citée. Une question ouverte obtenant un score supérieur à 10 % est considérée comme une réponse importante, même si une fois de plus, et c'est une forme de déception, une partie très importante des Français ne parvient pas à répondre à la question.

Il ressort en conclusion de cette enquête que l'obscurantisme n'est pas un objet social et sociétal mal identifié pour les Français, mais il n'est pas totalement maîtrisé.

Les Français l'associent assez précisément à des dérives religieuses, des sectes, du complotisme, mais moins à des dérives récentes. Il existe à la fois une prise de conscience sur le danger des phénomènes obscurantistes, mais également une prise de distance. Les réseaux sociaux sont perçus comme les principaux propagateurs et diffuseurs, et à ce titre constitueraient le principal danger. Dans ce cadre-là, l'action de régulation des pouvoirs publics est très fortement demandée. ■

Il est temps d'agir



Jean-François CARENCO,
ministre délégué chargé des Outre-mer

Aujourd'hui, je souhaiterais parler des Lumières, puisque c'est le sujet dont il est question. Je ne souhaite pas rentrer dans le débat entre démocratie représentative et démocratie directe.

« Les Lumières, c'est la vie, c'est l'âge de la critique », disait Michel Foucault.

De ces bancs d'étudiants, de ces fresques de Puvis de Chavannes au-dessus de moi, émanent des exigences pédagogiques qui sont d'abord des volontés de comprendre, de savoir. Comprendre, savoir... Pourquoi donc vouloir comprendre et désirer savoir ? Pourquoi vouloir, au plus profond de nous, dissiper ces ténèbres qui assaillent tout être humain, pourquoi vouloir éclairer la nuit de l'être ? Moi, qui me lève bien avant que le soleil ne se lève, je vois, chaque matin, l'astre lumineux dissiper les ténèbres, souvent bien après le début de ma première réunion. Chaque matin, le soleil n'éclaire pas qu'un pan de réalité, que des choses et des êtres. Non, il éclaire bien plus que cela. Il éclaire d'abord des choses que je veux croire parfaites, comme un arbre, un joli pan de mur, un interlocuteur que j'estime. Mais il éclaire aussi, dès le matin, de grandes imperfections. Un monde à rendre meilleur, des inégalités à réduire, des esprits malveillants dont il faut corriger les mauvaises influences...

Bref, le soleil n'éclaire pas que des choses éternelles, mais des espaces à admirer et des agencements à rapprocher de principes, que je sens universels : la justice, l'égalité, la liberté. Quand le soleil se lève le matin, je trouve un monde éclairé empli d'arbres qu'il faut protéger, de gens merveilleux qu'il faut conforter, mais aussi de trop de pauvreté

qu'il faut combattre, de trop d'ignorance qu'il faut éradiquer.

Les Lumières, c'est apporter au monde l'usage d'une raison pour distinguer ce qu'il faut admirer de ce qu'il faut corriger, et la passion pour aimer le faire et enrager de ne pas y parvenir assez. Cela s'appelle la République.

Ne croyez pas que de toute éternité le soleil s'est levé pour de tels esprits critiques. Non, mille fois non. Le soleil se lève pour des esprits critiques dans des époques situées, datées, étudiées par les historiens pour leur faculté à donner à la postérité des esprits libres. Être libre, c'est être capable de critiques. Être libre, c'est associer son désir de liberté à la soif de comprendre, à la soif de savoir. Alors seulement, l'être admire la beauté de son œuvre. Michel Foucault, comme toujours, avait encore raison, les Lumières sont bien l'âge de la critique, parce qu'ils sont l'âge à la fois, et c'est rare dans l'Histoire, de la passion et de la raison.

Passion et raison sont souvent opposés. Je crois que les Lumières représentent une époque fascinante, car ce que Deleuze appelait « le tribunal de la raison » a changé le monde parce que la raison, toujours suspecte de froideur, s'est mise à se faire désirer au flambeau des passions. Comme l'a lumineusement écrit le marquis de Sade, homme des Lumières, dont l'amour de la liberté fut abrasif et incendiaire : « On déclame contre les passions sans songer que c'est à leur flambeau que la philosophie allume le sien ».

Parce que nous sommes à la Sorbonne, dans le temple du savoir académique, alors même que mes propos pourraient s'enflammer, je tente de les discipliner par la raison. Les Lumières, ce sont d'abord les idées d'une époque. Certains historiens font naître les Lumières à Spinoza, d'autres les font durer jusqu'à Hegel. Je reste préfet, donc j'aime la simplicité : les Lumières, ce sont d'abord un siècle, le XVIII^e. Naissent alors, à cette exquise évocation, des lieux et images connus de tous : les salons pa-

L'abstention aux élections démontre une méfiance grandissante face à la capacité collective à délibérer pour un monde meilleur. Les réseaux sociaux révèlent d'infinis raids contre la liberté, exaltant la haine de l'autre.



risiens, l'ironie de Voltaire, les effusions de Rousseau, le sensualisme, la conversation, les épigrammes, les balançoires de Fragonard, les boudoirs de Sade, les espoirs du Tiers-État et les mâchoires de Mirabeau. Tout cela a été plutôt étouffé jusqu'à ce que la traînée de poudre de l'esprit et des in-folios enflamment la Bastille, et inscrivent en lettres de marbre les Droits de l'homme et du citoyen. C'est alors que, plus jamais, nous ne pouvions nous dire impuissants devant un obscurantisme, puisque les Lumières nous avaient appris qu'aucune de ses citadelles n'étaient imprenables face à l'amour de la raison et d'un océan qui s'ouvrait : l'océan des possibles !

Comme l'écrit Jean Starobinski, dans son beau livre sur 1789 : « le premier acte de liberté fait place nette, ouvre le champ illimité du possible ». On sent d'ailleurs, à la lecture de tous nos aïeux, une sorte de vertige. Le XVIII^e siècle s'intéresse à tout ! Aux peuplades lointaines, aux coutumes des peuples premiers, à l'horlogerie, à la vitesse, à la vapeur, aux principes du bon gouvernement, à la constitution de la Corse, à l'éducation des filles, aux langues, à l'amour vrai... « Sky is the limit », comme on dit en occitan ? Sauf que, pour Voltaire, même le ciel était plus

beau de sa lumière et de ses couleurs que de ses mystères.

Voilà pour les Lumières. Pourtant, votre colloque, ce matin, a discuté de ce qui les menace. En effet, on ne compte plus dans le monde les attaques aux Lumières dans des pays de plus en plus nombreux. Même chez nous, l'abstention aux élections démontre une méfiance grandissante face à la capacité collective à délibérer pour un monde meilleur. Les réseaux sociaux révèlent d'infinis raids contre la liberté, exaltant la haine de l'autre. Le bleu du ciel s'est assombri de nouvelles divinités malveillantes. Quant à la paix perpétuelle de Kant, que le philosophe de la critique de la raison pratique liait lui-même aux Lumières, elle est menacée partout dans le monde, et jusque sur le sol européen.

« Nous sommes tous les enfants des Lumières, même quand nous les attaquons » nous avait prévenu le regretté Tzvetan Todorov. C'est dire que la réponse aux attaques des Lumières viendra des Lumières elles-mêmes. C'est ma conviction.

Quant aux Lumières, elles sont attaquées de toutes parts. Les défis du changement climatique inspirent des discours contre le progrès, la République indivisible est contestée par des forces rêvant de ce qu'ils appellent des communautés, que j'appelle dans les bons jours des féodalités et les mauvais jours des séparatismes. Mille déterminismes renaissent, de la classe sociale à la couleur de peau, de l'orientation sexuelle au genre. Quant à l'école, l'hôpital, l'université, ils ne désignent plus des promesses d'égalité et de fraternité, mais des sectorisations à optimiser. Nous étions prévenus au XX^e siècle. Adorno et l'École de Francfort firent le procès de Lumières qui avaient fait triompher la raison instrumentale de la quantification permanente. Lévi-Strauss et le structuralisme haïssaient une philosophie qui consacrait la dictature du Moi et d'un sujet dictatorial, tandis que Foucault, Deleuze et Derrida exaltaient la singularité des désirs et des décentrement, sur lesquels trop de Lumières braquées signifiaient trop de police centrale.

« Nous sommes tous les enfants des Lumières, même quand nous les attaquons » nous avait prévenu le regretté Tzvetan Todorov. C'est dire que la réponse aux attaques des Lumières viendra des Lumières elles-mêmes. C'est ma conviction.

Et il est temps d'agir : faire renaître les Lumières dans toute leur richesse, et grâce à toutes les armes qu'elles offrent contre tous les conservatismes, toutes les fatalités et toutes les gangues historiques qui nous collent trop à la terre, la terre boueuse des servitudes. En tant que ministre des Outre-mer, je ne peux que prendre l'exemple des superbes territoires de notre archipel français. Nos territoires ultramarins, au siècle des Lumières, pleuraient des larmes de sang sous le joug de l'esclavage. Le siècle s'ouvre, en 1703, avec les Mémoires de Lahontan qui fait parler un « Sauvage » (c'est le vocabulaire de l'époque), dont l'auteur montre qu'il est plus sage et plus libre que ses amis européens. Et c'est alors une traînée de poudre de discours anti-esclavagistes, dont la concentration, la lucidité et l'audace n'ont pas grande équivalence dans l'histoire universelle. Vous vous souvenez de Montesquieu, puis du Voltaire de *Candide* qui nous rappelle le prix du sucre en Europe. C'est l'époque des diatribes de l'abbé Raynal qui inspirèrent Toussaint-Louverture jusqu'à l'abolition de l'esclavage, jusqu'à l'élection, en septembre 1793, de Jean-Baptiste Belley, premier député noir, qui arrive à la Convention pour siéger aux côtés de Danton, Saint-Just et Robespierre, le jour de l'abolition de l'esclavage.

Les Lumières, c'est d'abord une réflexion sur l'assignation à un destin, qui a fait exploser le système de l'esclavage puisqu'aucune servitude ne peut résister à la conscience de tout ce que peut un homme, où qu'il soit, où qu'il soit né, d'où qu'il vienne. Ce sont les Lumières qui résistèrent à un colonialisme triomphant et qui l'ont abattu en 1794. Il est frappant de constater que cette sève intellectuelle irrigue encore la littérature des esprits fins de notre archipel. Je pense bien sûr aux écrivains de la créolité, Raphaël Confiant, Patrick Chamoiseau, et j'y ajouterais Ernest Pépin, Véronique Kanor, Alfred Alexandre et mes amies Simone Schwarz-Bart, Maryse Condé et Jean d'Amérique. Entrelacer, comme un orfèvre de la langue, délicatesse de la langue française et gravité de l'expérience et de l'héritage de souf-

france, ne pouvait advenir que par les outils esthétiques des Lumières. Ils trouvèrent la vigueur d'exprimer ce que Glissant appelait les complexités et les beautés de la « Relation », comme, je le cite, « somme finie de toutes les différences du monde ». Le XVIII^e siècle était plein d'horreurs et d'oppressions, mais il trouva non seulement les armes et les outils pour les condamner, pour penser toutes les résistances du monde, mais également pour construire une nouvelle fraternité, une nouvelle humanité à la fois indissoluble et sans univocité.

Alors oui, il est temps d'agir. Il est temps de ne plus s'excuser d'être enfant de Rousseau, de Voltaire, du Beccaria de l'abolition de la peine de mort et de la proportionnalité des peines. Il est temps de ne plus s'excuser d'être l'enfant de Raynal et de l'anti-colonialisme.

Il est temps de ne plus s'excuser d'être les enfants d'Émilie du Châtelet, de Louise d'Épinay, de Louise de Keralio, de Julie de Lespinasse et de toutes ces femmes qui prirent d'elles-mêmes le pouvoir d'arbitrer les intelligences dans les salons, d'imposer des idées d'émancipation et de libération sensible. Il est temps de ne plus s'excuser d'être l'enfant d'un Rousseau qui passait des heures à respirer les fleurs, les montagnes et les beautés de la planète, vrai écologiste avant l'heure, pour qu'en sorte le jus de la vie.

Quand j'ai créé il y a quelques années le Prix littéraire Résistance et Liberté, autour d'un lieu émouvant, la prison de Montluc, qui abrita les souffrances de Jean Moulin, des enfants d'Izieu et de Marc Bloch, c'étaient les Lumières que je voulais convoquer de nouveau. Qui armèrent les résistants dans les maquis de France pour venger Jean Moulin et nous libérer ? Les partisans

bien sûr, les Justes et les maquisards, mais aussi Montesquieu, Diderot, les soldats de l'an II et Rousseau qui, en écrivant « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers », organisa pour l'éternité la bataille entre nos consciences et nos contraintes.

Il est temps d'agir. De retrouver le goût de l'ardente soif de savoir, que je vois pourtant dans les yeux de toutes les jeunes ultramarines et hexagonales. De retrouver le goût de la liberté, de l'égalité et de la fraternité comme on retrouve le goût des fruits biologiques après des années de nourriture industrielle et parfois insipide.

Il est temps d'agir. Pour devenir ce que mon ami Michel Serres appelait l'homme « incandescent », riche d'autant de promesses en lui que la lumière blanche était « riche de couleurs ». Alors levons-nous chers amis ! Jamais l'humanité ne vécut sans menace, sans tyrannies, sans petites ou grandes dictatures et envies et haines de l'autre. Mais désormais elle vit avec les Lumières en héritage. On reconnaît une lecture réussie quand elle nous change, bien sûr, mais surtout dans ce qu'elle nous oblige à faire.

Essayez ce soir, quand le soleil aura laissé place à une jolie nuit d'hiver : prenez le « Contrat social » dans votre bibliothèque, ou le discours de Saint-Just du 13 novembre 1792, ou une lettre d'une salonnière, Mme du Geoffrin par exemple, une lettre de Sade embastillé à sa femme, un article de d'Alembert, une blague de Voltaire. Lisez une heure et refermez le livre. La nuit sera toujours aussi noire dehors, et pourtant, vous aurez envie de la pourfendre, d'éclairer les étoiles, de réveiller les peuples et de partir, avant que le soleil ne se lève de nouveau, à la conquête de toutes les libertés pour être digne de son éclat et de sa chaleur. ■

Jamais l'humanité ne vécut sans menace, sans tyrannies, sans petites ou grandes dictatures et envies et haines de l'autre. Mais désormais elle vit avec les Lumières en héritage. On reconnaît une lecture réussie quand elle nous change, bien sûr, mais surtout dans ce qu'elle nous oblige à faire.

Qu'est-ce qui a changé ?



Gérald BRONNER,
sociologue, professeur

Catherine FERRIER : L'adhésion aux nouveaux obscurantismes est un phénomène de société. Il nous faut donc un point de vue de sociologue pour comprendre ce phénomène de société. Pour rappel, le sondage que nous avons fait réaliser pour notre colloque accuse en premier les réseaux sociaux et les influenceurs, désignés comme les grands coupables de ces nouveaux obscurantismes. Mais la question qui se pose, c'est pourquoi ces espaces de dialogue, d'échanges pour vous et moi, ces espaces de réflexion, d'acquisition de savoir, deviennent des espaces de colère, de haine, d'insultes, d'outrage, pire encore de mensonges et de manipulations ? Pourquoi cette perméabilité aux thèses irrationnelles dans notre France, où nous avons tous sûrement été élevés sur les bancs de l'école républicaine et avons ainsi, dès notre plus jeune âge, eu accès au savoir rationnel ?

Pour répondre à cette question, c'est un éminent sociologue, spécialiste même de la sociologie cognitive, professeur d'université, membre de l'Académie de médecine, de l'Académie des technologies également, membre de l'Institut universitaire de France, écrivain et producteur de films récemment, qui a reçu des prix, le prix de l'Union rationaliste et le prix Procope des Lumières, Gérald Bronner. Je cite quelques-uns de ses ouvrages, évidemment je vous en recommande la lecture, *L'empire des croyances*, *La pensée extrême*, *La démocratie des crédules*, *Déchéance de rationalité* et *Apocalypse cognitive*.

Gérald BRONNER : Merci pour cette introduction. Quand on pense à l'obscurantisme et au genre de dangers qui

peuvent nous menacer, on pense immédiatement, à raison, à la violence politique ou à la violence religieuse que l'obscurantisme peut inspirer. En France, dans le temps le plus récent, nous avons empêché un certain nombre d'actions terroristes qui avaient pour inspiration des théories conspirationnistes. Nous pensons aussi à l'invasion du Capitole aux États-Unis, qui est un fait à la fois minuscule et en même temps terriblement significatif d'un point de vue politique, et qui était, entre autres, inspiré par le mouvement QAnon, un mouvement conspirationniste qui a maintenant d'ailleurs des oreilles en France. Nous pensons à tout cela, mais pas forcément aux dangers majeurs que constituent ces propositions intellectuelles qui relèvent de l'obscurantisme et dont on a vu qu'une des caractéristiques pour les Français était de contredire, par exemple, les propositions de la science.

Une de ses caractéristiques est que ces représentations du monde nous divisent, nous isolent, et qu'en quelque sorte, ce qui nous menace, c'est que nous vivons dans la même société, mais plus tout à fait dans le même monde. Vivons-nous effectivement en démocratie, dans le même monde, lorsque pour la démocratie américaine, une partie importante de l'opinion considère que l'élection a été truquée et donc considère que, par exemple, le président légitime est Donald Trump, quand une autre partie, plus importante tout de même, pense que c'est Joe Biden ? Vivons-nous dans le même monde lorsque par exemple, certains font confiance dans une période de pandémie à l'utilisation du vaccin pour prévenir les formes les plus graves de la maladie, quand d'autres pensent que ces vaccins contiennent des nano-puces pour contrôler notre esprit via les antennes 5G ? Vivons-nous dans le même monde lorsque certains se déclarent platistes, ceux qui croient que la terre est plate et qui sont assez nombreux en réalité, ayant même tenu un congrès aux États-Unis il n'y a pas très longtemps ?

Au début des années 2000, nous avons produit plus d'informations que depuis l'invention de l'imprimerie par Gutenberg ; en 2005, nous avons produit 150 Exabytes de données, ce qui est considérable ; en 2010, c'était huit fois plus, et dans les deux dernières années qui viennent de s'écouler, nous avons produit 90 % de l'information disponible sur la Terre.



Tout ce qui a été évoqué pourrait être balayé d'un revers de la main, en déclarant que cela ne date pas d'aujourd'hui. Le sujet des platistes ne date pas non plus d'aujourd'hui : une société de la terre plate a été fondée il y a quelques décennies, bien avant l'apparition des réseaux sociaux. Personne ne pense que les théories du complot ont été inventées récemment, quand toute l'histoire humaine est traversée comme un serpent de mer par ce type de proposition intellectuelle. Même les anti-vaccins existent pratiquement depuis l'apparition du vaccin : dès le début, cette proposition, qui a pourtant sauvé des millions et des millions de personnes, est apparue suspecte à un certain nombre de nos concitoyens. Tout cela existait, mais pour autant, la situation est-elle la même ? Les choses n'ont-elles pas tout de même fondamentalement changé ? Je vais essayer de vous convaincre que si. Nous faisons malgré tout face à une situation totalement inédite et réellement inquiétante.

La première raison, la première donnée, est que l'information est l'oxygène d'une société en général et en particulier dans les démocraties, pour qui la question de l'opinion publique n'est pas

tout à fait indifférente. Rien que sur le marché de l'information, des révolutions considérables jamais observées dans toute l'histoire de l'humanité ont eu lieu, je pèse mes mots. Prenons seulement la disponibilité de l'information : songeons qu'au début des années 2000, nous avons produit plus d'informations que depuis l'invention de l'imprimerie par Gutenberg ; en 2005, nous avons produit 150 Exabytes de données, ce qui est considérable ; en 2010, c'était huit fois plus, et dans les deux dernières années qui viennent de s'écouler, nous

**Quelle est la différence ?
La différence réside dans le fait que les articles qui seront lus en premier, les plus populaires, ne sont pas forcément ceux qui auraient été classés en première page dans un journal, et en particulier parce que les algorithmes qui président à la visibilité des informations sont fondés sur ce qui est appelé l'économie de l'attention.**

avons produit 90 % de l'information disponible sur la Terre. Ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, c'est plutôt même une bonne nouvelle. Je préfère vivre dans un monde où l'information est disponible plutôt que dans un monde où elle ne l'est pas, ou bien dans un monde où il n'y a qu'un seul appareil d'État qui donne la version officielle des faits. Cela n'a pas très bien réussi dans l'histoire de l'humanité et ce n'est pas totalement rassurant du point de vue de la fiabilité de l'information. Mais cette concurrence généralisée sur le marché de l'information est-elle pour autant favorable à la fiabilité de l'information ? C'est la question qui est à se poser, et c'est une question tout à fait légitime. Nous avons en effet beaucoup parlé du siècle des Lumières, parce que c'est un espoir que portait le siècle des Lumières.

Songeons aux grands fondateurs de la démocratie, Thomas Jefferson par exemple, qui écrivait en son temps « La vérité n'a pas besoin d'être défendue ». Elle se défend toute seule, parce qu'il imaginait que sur un marché libre des idées, très vite, ce seraient les idées les plus rationnelles, et les meilleures du point de vue de la norme du vrai, ou

en tout cas de la rationalité, qui finiraient par s'imposer. Or, la terrible nouvelle du monde contemporain, et c'est pour-quoi nous avons raison de nous y inté-resser, et c'est pourquoi c'est une ques-tion politique essentielle, peut-être La question politique essentielle, c'est que oui, ce sont bien les meilleurs produits qui s'imposent sur le marché de l'in-formation, mais pas les meilleurs du point de vue de la norme de rationalité, à savoir les meilleurs du point de vue de la satisfaction intellectuelle qu'ils produisent sur les esprits. Parce que ce qui caractérise le marché de l'informa-tion, ce que j'appelle parfois le marché cognitif, face auquel nous nous trouvons, c'est une concurrence généralisée des points de vue, des modèles intellectuels qui prétendent décrire le réel. C'est ce qui s'est révélé, entre autres, à l'occasion de la pandémie.

Aujourd'hui, il existe autant d'édi-torialistes que de détenteurs de comptes Facebook, Tik Tok, Instagram ou que sais-je. Là encore, ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle. Nous pouvons dire que, d'une certaine façon, ce marché de l'information a été démoc-ratisé, mais nous allons voir que c'est une drôle de démocratie. C'est sur cette base d'ailleurs qu'il faut réfléchir à la réelle disponibilité de l'information, largement augmentée. Seulement, cette information n'est plus classée comme elle l'était auparavant. Donc, la première grande modification est la massification de l'information. La deuxième est l'édi-torialisation de cette information. Il n'y a encore pas longtemps, c'est encore le cas d'ailleurs, existaient les gatekeepers, « les gardiens du seuil », les journalistes en particulier, qui établissaient un ordre dans les informations. Ils choisissaient leur première page, puis la deuxième page du journal. Il existe toujours une hiérarchie dans la façon dont l'infor-mation est traitée. Il n'est pas possible d'être objectivement neutre sur une information, nous allons penser que telle ou telle est plus importante, etc. La façon dont les journalistes éditoria-lisent l'information peut faire l'objet de nombreux commentaires. Seulement, ce qui se substitue peu à peu à cette éditorialisation, c'est une organisation algorithmique de l'information.

Toutes les enquêtes le montrent, c'est encore plus vrai pour les jeunes, nous nous informons de plus en plus via les réseaux sociaux. Sur les réseaux sociaux, il existe de tout. Nous trouvons aussi des articles de journalistes, c'est même majoritairement ce que nous allons lire. Quelle est la différence ? La diffé-rence réside dans le fait que les articles qui seront lus en premier, les plus popu-laires, ne sont pas forcément ceux qui auraient été classés en première page dans un journal, et en particulier parce que les algorithmes qui président à la visibilité des informations sont fondés sur ce qui est appelé l'économie de l'attention. Qu'est-ce que l'économie de l'attention ? C'est tout simplement un business model. Facebook, Google, YouTube, vivent de ce business model, qui consiste à convertir votre disponi-bilité mentale en capital économique.

Il n'y a pas forcément de mal à cela, la presse le réalisait déjà. Par exemple, en vendant des pages de publicité, elle donne de l'information, mais capte en même temps une partie de notre dis-ponibilité mentale pour faire une pro-position commerciale. C'est comme cela que le marché de l'information se finance. Cependant, les passions qui peuvent nous conduire à rester plus longtemps sur les réseaux sociaux sont parfois des passions tristes et peuvent engendrer en particulier de la conflic-tualité. La conflictualité attire beaucoup. Or, de nombreuses études, notamment une récente étude de la Stanford Uni-versity, montrent que les démocraties sont en train de dévisser vers des sociétés de plus en plus polarisées. Les individus vivent dans la même société, mais plus tout à fait dans le même monde. Aux États-Unis, le phénomène est évident. Même dans les médias conventionnels, les médias démocrates ne citent plus jamais les médias républicains et réciproquement. En France, cet état des lieux est à surveiller.

Facebook, pendant des années, avait donné une prime de visibilité au message, au post, qui était assorti de l'émoticône colère, qui génère cinq fois plus de visibilité que l'émoticône like. Il s'agit en d'autres termes d'éditorialisation algorithmique.

Lorsque j'avais présidé l'année dernière une commission à la demande du pré-sident de la République sur ces ques-tions, des dizaines et dizaines de per-sonnes ont été auditionnées. Frances Haugen, qui est une lanceuse d'alertes, a notamment été interrogée. Elle nous avait appris que Facebook, pendant des années, avait donné une prime de visibilité au message, au post, qui était assorti de l'émoticône colère, qui génère cinq fois plus de visibilité que l'émoti-cône like. Il s'agit en d'autres termes d'éditorialisation algorithmique. Pour quelles raisons Facebook le faisait-il ? L'objectif affiché est de rester plus long-temps sur les réseaux sociaux. Seulement, l'intérêt économique ne converge pas avec l'intérêt supérieur des démocraties, et en tout cas avec la sérénité des débats. Le plus grave est que les médias conventionnels que je viens d'évoquer, pour des raisons de survie, et en raison de la pression concurrentielle sur ce marché de l'information, sont obligés de se laisser aller à présenter une offre allant de plus en plus dans le sens de nos demandes intuitives. Un article très récent de la revue PLOS One montre sur une étude de plus de 140 000 titres de presse aux États-Unis, démocrates comme républicains, le surgissement de plus en plus obses-sionnel de thèmes comme celui de la peur, du dégoût et de la conflictualité, ce qui est inquiétant.

Un autre aspect saillant s'illustre par la démocratisation du marché de l'infor-mation Internet. Il n'est tout de même pas inintéressant qu'un certain nombre de nos concitoyens puissent aussi donner leur point de vue. C'est ce qui définit la démocratie. Mais cette démocratie est particulière, dans la mesure où cer-tains individus votent mille fois tandis que d'autres ne votent jamais. Il en ré-sulte une asymétrie de motivation sur ce marché de l'information et malheu-

reusement les plus motivés à parler sont ceux qui sont tout simplement porteurs de convictions fortes, et donc souvent de radicalité. La conviction forte n'implique pas nécessairement le fait de se tromper, mais elle est très fortement corrélée avec toute forme de radicalité politique et religieuse. C'est notamment vrai pour la religion musulmane. Il existait une très belle étude de la Fondation Jean-Jaurès qui montrait que sur Instagram, les propositions radicales de l'islam étaient plus visibles que ses propositions modérées. Je pourrais vous montrer aussi des études graphiques réalisées sur la question de l'anti-vaccination. Les anti-vaccins ne sont pas très nombreux en réalité. Je ne parle pas de la méfiance vaccinale qui est malheureusement beaucoup trop répandue, mais les vrais anti-vaccins militants ne sont pas très nombreux. Seulement, ils parlent fort, en permanence, ils intimident et ils finissent par remplir une position dans l'espace public supérieure à ce qu'ils représentent.

Ils révèlent ainsi l'existence de « super-spreaders » (super infecteurs), c'est-à-dire des personnes qui répandent leurs informations et leur point de vue plus que les autres. Il est à noter que 1 % des comptes sur les réseaux sociaux produisent 33 % de l'information qui est disponible. Il existe donc une asymétrie de motivation.

Frédéric Dabi, avec l'étude de l'Ifop, nous a montré que les individus sont très préoccupés par l'obscurantisme. Ils pensent qu'il faut agir. Ils agissent dans leurs relations interpersonnelles, mais en ce qui concerne les réseaux sociaux, cela devient la politique de la chaise vide. Or, d'après John Stuart Mill, le mal n'a pas besoin d'autre chose pour s'imposer que l'apathie des gens de bien et de raison. C'est exactement ce qui est en train de se produire. Cela a une influence sur nous parce que nous sommes des êtres humains. Notre point de vue et beaucoup de choses que nous croyons savoir par nous-mêmes, nous le savons en réalité par autrui. 99 % de nos points de vue, nous le tirons de l'observation de ce que les autres pensent. Même si nous

nous glorifions de penser par nous-mêmes, nous sommes des animaux profondément sociaux. C'est très enfoui en nous d'un point de vue évolutionnaire.

Cela signifie que la visibilité du point de vue des autres aura statistiquement un impact sur notre point de vue à nous. Or, les réseaux sociaux, en raison des super-spreaders, changent le calibrage social. Par exemple, si un post est très liké sur Twitter, nous avons tendance statistiquement à le croire plus vrai qu'il ne l'est, tout simplement parce que sans nous en rendre compte, nous reportons ce qui est appelé le biais de popularité. C'est vrai pour les posts, c'est vrai aussi pour certains individus qui sont suivis par des millions de personnes et qui racontent absolument n'importe quoi. Ces individus ont toujours existé, mais ils n'étaient pas suivis par des millions de personnes parce qu'ils étaient précisément régulés par des acteurs comme les journalistes, qui autorisaient ou non une information à apparaître sur le marché public de l'information. Encore une fois, les rumeurs, par exemple sur les maires dans une commune, ont toujours existé, mais sans faire les gros titres des journaux. C'est ce qui modifie le calibrage social.

Un autre aspect profondément modifié est décrit par la rapidité avec laquelle arrive une fausse information. En 2001, lors des attentats sur les Twin Towers, il a fallu attendre 27 jours pour entendre une théorie du complot alternative. Aujourd'hui, il faut à peu près une heure pour qu'apparaisse une théorie du complot. Un autre exemple date de 2015, année des attentats de Charlie Hebdo que j'ai pu observer : une heure après étaient déjà disponibles sur le net des théories du complot. Cela a permis l'apparition de ce que Google

Il est à noter que 1 % des comptes sur les réseaux sociaux produisent 33 % de l'information qui est disponible. Il existe donc une asymétrie de motivation.

appelle les « data voids », des vides d'informations. Il se passe un événement et nous ne savons pas encore ce qui se passe. C'est typique aux États-Unis où se produisent des mass shootings : une personne qui vient avec un fusil et qui se met à tirer dans son lycée ou devant dans son université. Des tirs sont entendus, mais personne ne sait encore ce qui s'est produit. Or, l'extrême-droite américaine sait que cette affaire-là va faire ressortir la question de la libre possession des armes à feu aux États-Unis. Or, une partie de la population est plutôt favorable à la possession des armes à feu. En conséquence, ils déclarent avant tout le monde qu'il s'agit probablement d'une mise en scène, comme personne ne sait encore ce qui s'est produit. Des cas terribles concernent des parents qui ont perdu leur enfant, mais qui en plus sont menacés de mort et sont obligés de démentir, parce que des conspirationnistes pensent que ce sont des acteurs à la solde du FBI. Nous pouvons ainsi voir apparaître la cruauté de ce type d'interprétation.

Ce que nous savons aussi, c'est que la première information que nous rencontrons sur un sujet ancre une représentation en nous et il nous faudra beaucoup plus d'énergie pour la défaire que ce qu'il nous en a fallu pour l'endosser. Donc la bataille de la rapidité, c'est essentiel pour l'empire de la crédulité. J'ajouterai aussi le nombre d'arguments en faveur de ces théories. Jadis, quand ces théories un peu loufoques étaient entendues dans la cour de collèges, ou autour de la machine à café, elles ne pouvaient compter que sur l'oralité, sur le bouche-à-oreille, de sorte qu'elles se développaient beaucoup moins vite. Par ailleurs, pour qu'elles survivent, ces histoires devaient être courtes, stéréotypées et donc peu armées argumentativement. Dans l'espace de concurrence qu'était alors le marché de l'information, elle partaient plutôt avec un retard concurrentiel et étaient peu convaincantes.

Il existe également cette histoire de la marque Marlboro de cigarettes qui était soi-disant acoquinée au Ku Klux Klan. L'argument tenait à ce que le packaging recouvrait vaguement trois

Si un post est très liké sur Twitter, nous avons tendance statistiquement à le croire plus vrai qu'il ne l'est, tout simplement parce que sans nous en rendre compte, nous reportons ce qui est appelé le biais de popularité.

quarts rouges, ce qui est un peu maigre pour se mobiliser. Ces croyances sont appelées praxéologiques, c'est-à-dire qu'elles n'entraînent pas vraiment la conviction et surtout pas l'action, par exemple l'action politique violente. On s'indigne, mais cinq minutes après, on oublie cette histoire parce qu'elle est faiblement argumentée. Aujourd'hui, il existe ce que j'ai proposé d'appeler des mille-feuilles argumentatifs en faveur de toutes ces théories de la crédulité : les anti-vaccins, la théorie du complot. Pour reprendre l'exemple de Charlie Hebdo, non seulement les premières théories du complot sont arrivées au bout d'une heure, mais au bout d'un jour, il existait déjà 27 arguments en faveur des théories du complot, et quatre jours après, il apparaissait plus de 100 arguments en faveur de la théorie du complot. Cela ne rend pas ces théories vraies, mais elles influencent certains de nos concitoyens qui sont disposés éventuellement à y croire en se disant « tout ne peut pas être faux

dans cette masse d'arguments ». Aucun conspirationniste ne croit à l'intégralité de ces arguments, il suffit qu'un seul soit soit vrai pour que toute la théorie soit vraie.

Cela crée un double effet. Le premier effet est de se sentir enseveli, avec une impression de véracité. Puis un sentiment d'intimidation se crée. Si nous souhaitons contredire les conspirationnistes, il faut y consacrer beaucoup de temps. Qui serait motivé à faire cela ? Les conspirationnistes le sont. En ce qui nous concerne, il nous manque un grand récit. Nous avons oublié le récit républicain, celui qui compte sur un socle épistémique commun qui est nécessaire en démocratie. En démocratie, toute dispute est normale. C'est la base de la démocratie. Mais pour pouvoir se disputer, encore faut-il être d'accord sur des arguments commensurables. Ne pas vivre dans le même monde ne rend pas cette possibilité de se disputer.

Il nous manque un grand récit. Nous avons oublié le récit républicain, celui qui compte sur un socle épistémique commun qui est nécessaire en démocratie.

Malgré tout, la bataille n'est pas terminée. Il y a dix ans, je faisais paraître un livre intitulé *La démocratie des crédules*, et la situation n'a pas été simple. Aujourd'hui, j'assiste à un colloque qui prend pour thème l'obscurantisme et peu de gens aujourd'hui doutent que c'est un vrai sujet, pas même les Français, ce qui est très rassurant. Pour penser une contre-attaque républicaine, encore faut-il qu'en démocratie il y ait une opinion qui soutienne ce combat et qu'un accord subsiste sur ces questions. En conclusion, c'est simplement l'histoire du fonctionnement de notre cerveau ordinaire qui rencontre l'hypermodernité du monde numérique. C'est donc un problème de civilisation. Il est vrai qu'un certain nombre de problèmes se situent profondément dans notre cerveau social. Mais notre cerveau est une ressource formidable, donc les solutions existent aussi. Nous avons assez de ressources, à condition de faire collectivement les efforts de diffusion de l'information scientifique et de développement d'esprit critique, en particulier auprès des plus jeunes.

En d'autres termes, tant qu'il y a de l'humain, il y a de l'espoir. ■

Table-ronde 3 « Aux racines du mal »



Claire BONELLO, animatrice de la table-ronde, inspectrice de l'administration
Thomas BOUVATIER, docteur en psychopathologie clinique
Dominique ROJAT, scientifique, ancien professeur et inspecteur général de l'Éducation nationale
Didier POURQUERY, journaliste
Hakim EL KAROUI, président de l'Association musulmane pour l'Islam de France

Claire BONELLO : Pour conduire notre réflexion sur les racines du mal, j'ai le plaisir d'accueillir quatre intervenants. Thomas Bouvatier, vous êtes docteur en psychopathologie clinique, psychanalyste et directeur adjoint du Centre d'études de radicalisation et de leur traitement. Dans votre dernier ouvrage, « Petit manuel contre la radicalisation », paru en 2017, vous décortiquez le fonctionnement des mécanismes qui poussent certains individus à adopter des pensées radicales et à se fondre dans des groupes. Dominique Rojat, vous êtes scientifique, spécialiste des sciences de la vie et de la terre et vous avez enseigné de nombreuses années dans des classes préparatoires aux grandes écoles avant de devenir inspecteur de l'Éducation nationale, inspecteur général. Didier Pourquery, vous êtes journaliste, vous avez dirigé des rédactions de nombreux journaux comme Libération, Le Monde, La Tribune, Métro, avant de devenir ensuite directeur adjoint de

la rédaction du média *The Conversation France*, qui a vocation à diffuser les savoirs de la communauté scientifique à destination du grand public. En 2018, vous devenez président de Cap Sciences, qui est la Cité des sciences de Bordeaux. Et enfin, j'accueille Hakim El Karoui. Vous avez été ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Vous êtes aujourd'hui à la tête d'un cabinet de conseil et président de l'Association musulmane pour l'Islam de France. Vous avez signé plusieurs ouvrages et notamment, en 2020, « L'Islam, une religion de France », ainsi que « Les Militants du djihad. Portrait d'une génération ».

Merci à vous quatre pour les regards croisés que vous allez porter sur l'origine de l'obscurantisme, et c'est de cette fertilisation croisée que nous ferons naître une compréhension de ses mécanismes collectifs et individuels.

Je laisse la parole à Thomas Bouvatier pour nous expliquer les origines du rejet de l'autre et de la radicalité.

Thomas BOUVATIER : En tant que psychanalyste, je m'intéressais déjà à ces questions, mais c'est en 2015, après les attentats contre Charlie Hebdo et l'épicerie casher, que j'ai commencé une étude de la propagande de Daesh, comparée à d'autres propagandes liées à l'islamisme violent, notamment d'Al-Qaïda. Je suis beaucoup intervenu dans des collèges, des lycées, des mairies, des préfectures, des associations de quartier, des services de la protection judiciaire de la jeunesse ou encore dans les hôpitaux. J'ai souhaité aller plus loin, ayant en tête des exemples individuels qui n'appartenaient pas à la communauté de l'islam guerrier et parce que le risque de ces interventions était de stigmatiser une partie de mon auditoire. Je me suis donc lancé dans un travail plus large, en comparant les mots utilisés et les signes visibles au sein de davantage de propagandes, incluant celle du djihadisme mais aussi du nazisme, du stalinisme, du maoïsme, des sectes, ainsi que dans les discours des personnes publiques connues pour leur radicalité extrême. J'ai pu noter à

chaque fois des ressemblances, aussi bien dans les mots utilisés que dans les images montrées. En préambule, chaque groupe a sa spécificité, chacun a son histoire. Il est impossible de comparer le maoïsme, le stalinisme et le nazisme. Néanmoins, dans toutes les propagandes que j'ai pu étudier, nous retrouvons toujours les mêmes symboles et les mêmes appels.

Je me suis demandé ensuite qui, parmi les personnes faisant l'objet d'une propagande, est plus sensible que d'autres d'y croire et d'y adhérer. Avant tout, les personnes qui se radicalisent ont besoin de croire à un idéal omniprésent. Elles ont besoin de croire que leur monde peut réellement s'effondrer d'un instant à l'autre à cause d'un ennemi tout-puissant, précis, nommé et pointé du doigt. Elles ont besoin de croire qu'elles peuvent le détruire en devenant encore plus puissantes que lui, ce qui aurait pour effet de sauver une communauté originelle à laquelle elles s'identifient, aussi pure et magnifique que fantasmée. Dans cette communauté ultra soudée, les membres trouvent une fraternité extrême, totale, où la singularité et l'altérité sont comprises comme une menace, un danger qui existe non seulement à l'extérieur du groupe, et qui lui donne ses frontières, mais aussi à l'intérieur, où tout le monde doit se surveiller, à commencer par soi-même, pour respecter la pensée totalitaire du groupe.

Il s'est ajouté à cela un travail clinique, qui a confirmé à l'échelle individuelle ce travail sur le collectif. Grâce aux formations et conférences, et peut-être aussi grâce aux différents textes que j'ai publiés, quelques parents d'adolescents extrémistes m'ont adressé leurs enfants. Il pouvait s'agir de jeunes personnes de vingt ans, nazis, islamistes, ultragauchistes ou adeptes d'une secte. Il a été parfois difficile de travailler avec eux. En revanche, le travail fut beaucoup moins difficile lorsque les parents s'associaient. Pourquoi ? Parce que souvent leurs parents sont eux-mêmes très radicaux, même s'ils ne s'en rendent pas compte ou bien qu'ils le sont dans un domaine différent que celui de leur enfant. Lorsqu'ils s'en aperçoivent et qu'ils apprennent à être plus présents, plus souples, moins in-

Chez les ultraradicaux, quels que soient leurs propos, la violence préexiste à l'évènement qui est brandi par eux pour la justifier.

THOMAS BOUVATIER

trusifs, moins laxistes, plus à l'écoute et, de façon générale, moins extrême dans leur comportement et leurs propos, ce qui dépend de chaque parent, il en ressort un effet positif sur la baisse de la radicalité de leur adolescent, qui va cesser de se braquer ou de choisir un groupe pour s'affirmer face à une autorité qu'il juge abusive, ou encore pour trouver un refuge face à un vide parental. Cette démarche est d'autant plus efficace quand ce jeune est lui-même suivi, pour qu'il comprenne mieux qui il est, et surtout comment il est devenu qui il est.

L'éducation qui se met progressivement en place avec un patient constitue un enjeu. La famille est la première des expériences sociales. Nous pouvons y trouver des promesses, des punitions, des récompenses, des conflits, des jalousies, des joies, des mensonges, des tabous, des câlins, des abus, des trahisons, des mythes, de la fierté, des injustices, des partages, des rancœurs, des vengeances, de l'amour ou de la culpabilité. Bref, tous ces facteurs vont jouer des rôles très importants dans la construction d'un individu. Par exemple, à chaque fois que j'ai pu interroger la haine de l'autre, j'ai aidé à mettre à jour, progressivement, une histoire individuelle de la violence articulée au groupe archaïque et premier qu'est la famille. Chez les ultraradicaux, quels que soient leurs propos, la violence préexiste à l'évènement qui est brandi par eux pour la justifier.

Le terme radicalisation provient de radix, la racine. La radicalisation caractérise ce mouvement vers la racine de l'individu, comme le fondamentalisme constitue ce mouvement vers son fondement. Que se passe-t-il au tout début de l'être ? Ce n'est pas pour rien que les extrémismes ont la passion de l'origine. Au commencement existe le lien unique, vital, oublié donc fantasmé, dit autrement le un avec le tout, quand le monde, représenté par la mère, semble tout donner. Puis arrive la dette, autrement appelée devoir, comme devoir

se séparer progressivement de cette origine à cause d'une autorité qui le demande, qui l'encourage, qui l'exige parfois, et de façon traumatique. Il faut devoir se débrouiller seul ou bien marcher sans tenir de main. Nous disons au revoir aux parents derrière la grille à l'école. Pour certains, cette phase est très pénible, la question étant la suivante : à quoi bon tout recevoir quand ce tout nous est enlevé brutalement ? Il est tentant, parfois vital, de le retrouver ailleurs, ce tout qui fait totalité et qui est à la source du totalitarisme quand il est – plus tard – idéologisé et organisé, mais avec la même psyché immature, dans le monde toujours archaïque des très gentils et des très méchants, de l'identité fixe, conservatrice, un monde de demi-dieux et de monstres, quand tout est noir ou blanc, avec ou contre l'autre, maintenant ou jamais, violent ou câlin. Quand le don est au rendez-vous, pas le don absolu comme celui de la prime enfance, mais un don malgré tout, parce que ces petites étapes vers plus d'autonomisation sont valorisées, et qu'elles procurent une meilleure interaction avec son environnement, à la source d'une satisfaction que nous savons pouvoir renouveler en fournissant tel ou tel effort, alors nous sommes traversés par l'envie de lâcher l'origine, de grandir, d'essayer tout seul, de tendre vers davantage d'altérité, d'inconnu, et de complexité en acceptant l'idée de l'évolution. Ce sont autant de concepts qui ne se retrouvent pas dans la radicalisation, cette régression socialisée vers l'origine.

L'intervention de Gérard Bronner mettait en avant l'économie de la récompense dans les réseaux sociaux. Elle est extrêmement présente dans les groupes communautaires totalitaires. À chaque fois, l'individu se sacrifie, perd sa singularité, son altérité, pour entrer dans un groupe total qui promet quelque chose d'immense. Personne ne se radicalise pour rien, mais toujours pour de l'absolu et du glorieux. Le mot com-

munautaire vient du commun qui lui-même vient du latin cum et munus, à savoir le service reçu et le service donné, le don et la dette. Une définition très simple de ce qu'est une communauté extrémiste réside dans le don extrême pour une dette qui l'est tout autant. Pour certains, les promesses que tend la société actuelle ne sont pas suffisantes. La démocratie ne promet pas de paradis, ni un changement radical de l'être humain, de la société, en vue d'une égalité parfaite. Ils ont besoin de plus et certains groupes peuvent le leur offrir. Pour autant, cela ne signifie pas, à l'inverse, qu'il ne faut pas rêver un peu, ni abandonner toute idée de faire un avec le tout, tant que c'est momentané. Dans un match de football, nous pouvons observer ce qui se passe dans le stade quand un but est marqué ou bien lorsque l'équipe soutenue gagne. Ce moment peut être euphorisant. Mais il faut imaginer que pour certaines personnes ce moment est épiphanique et doit durer. C'est ce qui constitue la différence entre un amateur de football et un hooligan. Aller voir un match de football, aller en boîte de nuit, s'enivrer, faire l'amour, tomber passionnément amoureux, manifester, aller prier ensemble, tout cela n'est pas forcément raisonnable ni modéré, mais cela ne représente pas un problème social. C'est le degré extrême d'intensité et sa durée qui peuvent devenir problématiques. Au fond, le problème n'est pas la radicalisation, car tout groupe a besoin de se regrouper rituellement de manière fusionnelle, de temps à autre, en faisant sauter la singularité de chacun et en lui offrant un moment d'absolu, mais pas en continu. Le problème, c'est l'inscription de la radicalisation dans une continuité, dans le quotidien.

Claire BONELLO : *Pour croiser le regard avec le prisme de la société de l'information et des médias, Didier Pourquery, dans votre ouvrage en 2021, « Sauvons le débat, osons la nuance », vous avez justement abordé la question des mutations qui contribuent à la mésinformation ou à la formation des opinions complottistes, abîmant le débat démocratique. Est-ce que vous pouvez nous en dire un mot ?*

L'économie de l'attention sur laquelle sont fondés les réseaux sociaux fonctionne avec de l'émotion suscitée, les émotions les plus fortes étant en général la colère, l'indignation, le dégoût ou l'enthousiasme. Les « clashes » de certains débats sur des chaînes de télévision se retrouvent ainsi en petites vidéos sur les réseaux sociaux et les alimentent. DIDIER POURQUERY

Didier POURQUERY : Même si le titre *Sauvons le débat* est un peu pompeux, il importait de mettre en scène une sorte d'urgence à sauver le débat. Pourquoi avoir rédigé ce livre ? En tant qu'ancien journaliste du Monde, j'ai été souvent invité à des débats à la télévision, à la radio et ainsi à donner mon opinion. Même s'il peut arriver que je n'aie pas vraiment d'opinion, il devient obligatoire d'avoir une opinion sur à peu près tout. Subitement, à l'image du chemin de Damas, j'ai trouvé la démarche dérisoire, voire grotesque. Ainsi, je devais préparer une heure avant ce que j'allais dire en lisant la presse, divers ouvrages, pour créer une sorte de bouillie d'opinion. Il m'est alors venu la question suivante : « qu'est ce qui ne va pas avec le débat en France ? »

Qu'est-ce qui est à observer dans le débat sur les chaînes de télévision ? En tant que journaliste, et non sociologue, j'enquête et je réalise des reportages. Je suis donc allé enquêter sur tous ces plateaux de débats, pour analyser leur fonctionnement. J'en conclus en conséquence que ce qui est appelé débat en France est en réalité un simulacre de débat. À l'instar de Roland Barthes qui évoquait dans *Mythologies* les matchs de catch, avec les bons et les mauvais, personne n'ignorait ce qu'ils pouvaient dire, ce qu'ils pouvaient faire, etc. Ainsi, chacun peut parfaitement deviner dès le début que l'un va gagner ou bien que l'autre va prendre un mauvais coup, voire que l'arbitre peut lui-même prendre un coup. En d'autres termes, c'est du simulacre.

Le problème posé est que ce simulacre de débat, quelles que soient les émissions, est amplifié par les réseaux sociaux puisque, comme l'a très bien dit Gérard Bronner, l'économie de l'attention sur laquelle sont fondés les réseaux sociaux

fonctionne avec de l'émotion suscitée, les émotions les plus fortes étant en général la colère, l'indignation, le dégoût ou l'enthousiasme. Les « clashes » de certains débats sur des chaînes de télévision se retrouvent ainsi en petites vidéos sur les réseaux sociaux et les alimentent. Constatant cet état de fait, je me suis demandé ce qui ne va pas avec le débat et notamment qu'est-ce qui fait que le débat nuancé devient impossible ? Pourquoi la nuance n'aurait-elle pas sa place dans le débat en France ?

Cinq hypothèses peuvent remettre en cause l'esprit de nuance, autrement appelées les cinq cavaliers de l'apocalypse en matière de débat. En premier lieu vient l'urgence, telle que l'expression : « vous avez trente secondes et demie pour nous dire ce qu'il faut penser de... ». Sur des médias comme la radio, c'est angoissant. Que faut-il dire ? L'injonction revient à exprimer des propos qui ne sont pas forcément cohérents, mais qui feront de l'audience sur un support comme la radio, ainsi que sur les réseaux sociaux, à un rythme soutenu. Le deuxième point réside dans la violence. La violence, comme cela a été évoqué avec Gérard Bronner, relève à la fois de la colère et de la radicalité. Les débats mis en scène aujourd'hui donnent la primeur à la radicalité. Face à celui qui est radical, nous pensons : « Ah oui, lui au moins, il pense ce qu'il dit », mais celui qui essaie de nuancer fait l'objet de méfiance, car ses propos sont plus complexes. Vient ensuite l'arrogance, associée en général avec des adverbes comme « vraiment », « totalement » ou « évidemment ». Quand une personne commence une phrase par « évidemment », elle clôture le débat en exprimant une évidence. Le quatrième item est l'offense, avec des formules comme la suivante : « non, non, tu ne peux pas dire ça ». En tant



qu'étudiant au début des années 70, puis au début de ma carrière de journaliste à Libération, au tout début des années 80, j'entendais souvent cette expression : « tu ne peux pas dire ça » ou bien : « en disant cela, tu m'offenses, tu me fais du mal, tu nuis à mon identité, tu n'es pas en communauté avec moi ». Le dernier point s'inscrit dans la défiance. La défiance n'est pas le doute ou la méfiance. C'est ce qui s'est petit à petit appuyé sur le complotisme pour mettre tout en doute, n'importe quand. La défiance apparaît alors sur tout ce qui produit de la parole. Ainsi, l'urgence, la violence, l'offense, l'arrogance et la défiance représentent des outils tueurs de débats.

Pour remettre la nuance au goût du jour, il existe des moyens. Par exemple, un des moyens possibles demeure le questionnement, ou la question. Un autre moyen est défini par l'écoute. Différents modèles peuvent se décliner, comme la conversation dite de salon ou bien un autre modèle, plus théologique, la disputatio. À titre d'illustration, la revue *Études* a organisé, ici même à la Sorbonne, une conférence qui remet au goût du jour la disputatio médiévale, c'est-à-dire une discussion autour de deux interprétations. Au Moyen Âge, ces interprétations se limitaient à l'en-

vironnement théologique, mais nous constatons aujourd'hui un retour de la disputatio, ce qui est positif. J'appelle en outre de mes vœux au retour de la conversation de Montaigne. Montaigne prenait plaisir à discuter, même avec ceux en total désaccord avec lui, le tout sur des bases clairement définies. Hélas, comme Gérard Bronner l'a exprimé, aujourd'hui, il n'existe plus de base commune avec les personnes avec lesquelles s'engage le débat. Je demeure tout de même optimiste, le sondage d'aujourd'hui ayant bien reflété que c'est la confiance dans les scientifiques qui est citée en premier lieu pour combattre l'obscurantisme.

Claire BONELLO : Alors, si les médias jouent un rôle considérable dans la diffusion des idées obscurantistes, le rapport à l'identité religieuse également est essentiel, comme vous l'avez montré dans vos deux derniers ouvrages en 2020 et 2021, Monsieur El Karoui. Est-ce que vous pourriez nous éclairer sur les motivations profondes qui conduisent certains individus à adhérer à l'islamisme ou à l'obscurantisme religieux ?

Hakim EL KAROUI : Dans ce lieu de connaissance qu'est le grand amphithéâtre de la Sorbonne, vous posez

une question sur les racines du mal. De mon point de vue, la racine du mal vient de l'absence de connaissance. Cette absence de connaissance, elle trouve sa source dans un phénomène majeur : l'anomie.

Nous avons étudié avec l'Institut Montaigne le parcours de 700 djihadistes français, puis 700 autres Européens. Que constatons-nous ? Ce sont de jeunes Français des quartiers populaires, comme les autres, pas plus déstructurés, pas moins éduqués, pas moins insérés. Ils sont composés pour un quart de décrocheurs, pour un quart de personnes ayant un niveau d'étude supérieure, pour environ un quart qui sont en formation et enfin pour un quart déjà insérés dans la vie professionnelle. Ils sont aux trois quarts d'origine maghrébine, tous de deuxième génération (92 %). Ils vivent tous dans des quartiers populaires, des quartiers politiques de la ville et des quartiers pauvres. Lorsque nous évoquons les djihadistes, c'est-à-dire le haut du spectre, ils résident tous dans des quartiers à forte empreinte islamiste. Cette empreinte islamiste date des années 80, incarnée par les Frères musulmans, puis plus récemment les salafistes.

La France compte environ 3 000 djihadistes, en tant que personnes qui

ont commis des actes de violence ou qui ont eu l'intention de commettre des actes violents avec des associations de malfaiteurs terroristes. Il s'y rajoute aujourd'hui 8 000 fichés S terroristes, ce qui fait un total de 11 000 personnes. Dans les prisons françaises à ce jour sont recensés 1 200 terroristes et radicalisés. Il s'agit d'individus qui ont été incarcérés soit pour des faits de terrorisme, soit parce qu'une forme de radicalité a été détectée chez eux, alors même qu'ils étaient incarcérés. Ensuite, autour de 20 000 à 30 000 personnes sont notamment identifiées via les réseaux sociaux. Il existe une plateforme de signalisation qui permet de reconnaître des personnes tenant des propos violents et se rattachant à l'obscurantisme religieux. Un troisième cercle composé de 100 000 à 150 000 personnes suivent des comptes agressifs ou réactionnaires. Il ne s'agit pas d'acteurs, mais de suiveurs. Toute cette population vit entre deux identités et le fait qu'il n'y ait, parmi les djihadistes, quasiment que des immigrés de deuxième génération est très important.

Le système d'intégration se représente schématiquement par un point A qui va vers un point B, le point A étant la culture, le système anthropologique de la famille, le point B étant la norme majoritaire dans la société française. Les enfants de l'immigration sont entre le point A et le point B. Ils n'ont pas la culture de leurs parents, parce qu'ils sont dans une situation d'immigration. Les parents accueillis dans la société française n'ont pas la norme ni la culture de leurs enfants, parce que leurs enfants sont socialisés dans un autre environnement, avec l'institution scolaire, avec des médias et des réseaux sociaux. Ainsi, se former jusqu'à 20 – 25 ans permet d'acquérir une culture, mais également un système familial, qui se conserve. Les enfants n'acquièrent pas la même culture que leurs parents. L'universalisme empêche de regarder les spécificités des uns et des autres, mais le système familial maghrébin, celui du Mali, du Sénégal, à tout le moins de l'Afrique de l'Ouest, n'est pas le système familial de la France d'aujourd'hui. C'est un système qui est patriarcal au sens où il existe une

Ce qui compte, ce n'est pas la verticalité, ce n'est pas autrui, mais ce qui compte, c'est celui qui vous ressemble et qui vous influence. Tout comme les influenceurs YouTube pour le maquillage, pour le cinéma ou les jeux vidéo, il existe exactement les mêmes pour la religion. HAKIM EL KAROU

très forte autorité du père. Le statut de la femme est bas dans la société mais très haut dans la famille et il subsiste une très forte solidarité entre les frères. Ce système familial implanté en France ne fonctionne pas bien d'abord parce que les pères ont un statut dégradé. Ils sont historiquement, même si c'est moins le cas aujourd'hui, des travailleurs immigrés qui arrivent avec peu de qualifications et qui deviennent ouvriers, employés, etc. avec un chômage très important. Dans le regard de leurs enfants, leur statut est dégradé et les enfants se tournent vers un environnement culturel plus proche par les médias.

Il se trouve que la dynamique de l'immigration est beaucoup moins importante que ce qui est médiatisé, mais il existe une dynamique de concentration de l'immigration qui est extrêmement forte. Le département de Seine-Saint-Denis est passé de 15 à 30 % d'immigrés de première génération en quarante ans, ce qui revient à 50, 60, voire 70 % sur deux générations. Il en résulte des enfants qui n'apprennent plus la culture majoritaire, mais une néo-culture.

Cette néo-culture n'est pas non plus celle des parents, nous pouvons par exemple l'identifier avec l'islam. L'islam des parents ne correspond pas du tout à l'islam des enfants. L'islam des enfants est un nouvel islam. C'est un islam porteur de peu de spiritualité et de beaucoup d'identité, au sens de beaucoup de spécificité. La spécificité revient à se poser la question « qui suis-je ? » Je ne suis pas de la culture de mes parents, ni de la culture de la société française, mais j'ai besoin d'avoir une culture. Certains recruteurs, notamment sur les réseaux sociaux, déclarent : « ta culture, c'est musulman. Ce n'est pas musulman comme tes parents, ce n'est pas musulman comme ton père, qui a été humilié, colonisé, exploité. Tu vas

avoir un autre islam, une autre culture et tu vas acquérir un islam de revendication ». Cet islam est un islam qui se revendique le plus parfait possible, parce que « plus tu es musulman, plus tu es toi-même ». Et à quel moment l'islam a été le plus parfait ? Au moment des origines, c'est-à-dire sous le salafisme, d'où son attrait dans la jeunesse.

Aux racines du mal, Olivier Roy l'a très bien montré, se tient l'ignorance, à savoir l'ignorance de soi et l'ignorance de la culture que l'on prétend représenter. Elle se nourrit également d'une dynamique qui est mise en scène et amplifiée par les réseaux sociaux. Ainsi, nous nous enfermons et nous ne nous adressons plus qu'à des personnes en qui nous nous reconnaissons, avec un statut de l'autorité totalement battu en brèche. Ce qui compte, ce n'est pas la verticalité, ce n'est pas autrui, mais ce qui compte, c'est celui qui vous ressemble et qui vous influence. Tout comme les influenceurs YouTube pour le maquillage, pour le cinéma ou les jeux vidéo, il existe exactement les mêmes pour la religion. Qui sont-ils ? Ce ne sont pas des savants, mais des individus qui apportent des réponses aux questions que l'on se pose. Observer la dynamique de diffusion de l'islamisme revient à observer un islamisme de questions-réponses : qu'ai-je le droit de faire en tant que musulman, à tous les moments de la journée, ainsi qu'à tous les moments de la vie ?

Il en résulte une situation pouvant s'apparenter certes à un match de football entre la République et l'islam, mais le match se déroule en premier lieu à l'intérieur de l'islam, ainsi qu'entre les générations. Cependant, le match entre les générations s'avère déjà perdu, parce que les enfants, encore une fois, ne jouent pas sur le même terrain que leurs parents. Ce match doit être mis en scène, il doit être joué par les mu-

sulmans avec les musulmans. Tout le sujet du ministère de l'Intérieur et de l'association du corps préfectoral, de mon point de vue, est de laisser les musulmans jouer ce match et non pas le jouer à leur place. La place de la laïcité est ici importante, la séparation de l'Église et de l'État définissant le fait que chacun doit être dans son rôle. Les acteurs dont nous avons besoin aujourd'hui, ce sont les Français de confession musulmane qui ont achevé le parcours d'intégration, qui ont encore une pratique religieuse et qui vont être capables de donner aux jeunes générations des réponses aux questions qu'ils se posent.

Pour y parvenir, il ne servirait à rien de former des imams. Les jeunes n'écoutent plus les imams, mais ceux qui leur ressemblent. Il est nécessaire de recourir à des influenceurs, qui sont capables d'apporter d'autres réponses aux questions identitaires qui sont posées. Cette démarche nécessite de l'argent, du soutien politique et la mobilisation de la société française, mais surtout des Français de confession musulmane. Ce travail n'est qu'au stade du commencement, mais c'est un combat qui mérite d'être mené.

Claire BONELLO : *Nous avons bien à l'esprit maintenant les facteurs de pénétration de l'identité religieuse radicale. Qu'en est-il de la science ? Dominique Rojat, je me tourne vers vous. En tant que scientifique, quel regard portez-vous sur la défiance croissante à l'égard de la connaissance, de la science et du savoir ?*

Dominique ROJAT : C'est une vaste question. Je vous présenterai deux racines du mal bien distinctes l'une de l'autre.

En premier lieu, je souhaiterais partir de ce que disait Michel Serres lorsqu'il déclarait que la maîtrise du monde par l'humanité s'est construite sur trois axes : la maîtrise de la matière qui a commencé avec la taille des silex et se termine par la construction de tout un tas de substances et d'objets d'utilité plus ou moins douteuse aujourd'hui ; la maîtrise de l'énergie, qui a commencé

avec la maîtrise du feu et qui se poursuit aujourd'hui avec la tentative de maîtriser la fusion nucléaire par exemple ; et enfin la maîtrise de l'information, qui a commencé probablement avec l'invention du langage et qui se poursuit aujourd'hui avec Internet et les réseaux sociaux. Sur cet état des lieux, nous pouvons constater que, depuis le début, notre maîtrise de la matière produit des déchets. En circulant sur un plateau caillouteux saharien, nous pouvons trouver des silex taillés présents depuis bien longtemps. Depuis ces silex taillés jusqu'à nos continents de plastique qui flottent dans nos océans, nous avons ainsi accumulé les déchets de notre maîtrise de la matière. Au fond des grottes préhistoriques, nous pouvons trouver des cendres et des bois mal consumés qui sont les premiers déchets de notre maîtrise de l'énergie, et nous avons aujourd'hui à gérer les excès de l'accumulation du CO₂ atmosphérique, mais également les déchets des centrales nucléaires. Et au fond, notre maîtrise de l'information produit aussi ses déchets.

Je suis persuadé que l'invention du langage a précédé de peu l'invention du mensonge et que finalement les obscurantismes de tout bord et les violences sur les médias s'apparentent aux continents de plastique de la société de l'information. Pour autant, il n'y a pas lieu d'annoncer « circulez, il n'y a rien à voir ». Au contraire, comme Gérard Bronner l'énonçait, cette production de déchets de toute sorte s'est ancrée dans notre cerveau profond. C'est peut-être justement pour cela qu'il est nécessaire de s'en préoccuper. Ce que Gérard Bronner faisait remarquer à propos de la rapidité accrue de production de ces folies de la société de l'information aujourd'hui est qu'elle est assurément liée à nos progrès technologiques. Comment ne pas remarquer des similitudes avec l'accumulation de déchets, de matières, qui sont aussi liés à nos progrès technologiques, ou bien avec l'accumulation du CO₂ atmosphérique, ou encore l'accumulation des résidus de centrales nucléaires, qui sont également liés à nos progrès technologiques ? Autrement dit, nous en sommes à un moment de l'histoire de

l'humanité où nous aurions peut-être intérêt à apprendre à gérer nos déchets de tous ordres, sauf à prendre le risque de s'étouffer sous une couche de plastique, dans une atmosphère riche en CO₂ et obscurantiste. Il me semble que regarder tout cela sous cet angle peut aider à agir d'une certaine façon.

La deuxième racine dont je voudrais vous parler est tout à fait différente et un peu plus délicate à expliquer. En tant que biologiste, je vais évoquer une analogie avec les papillons. Il existe en Amazonie une espèce de papillon très beau, très coloré, très visible, qui fait l'effort de dépenser de la matière et de l'énergie pour accumuler dans son corps une quantité importante de produits toxiques. Ainsi, lorsque ce papillon est consommé par un oiseau, l'oiseau s'en trouve si malade qu'il apprend définitivement à ne plus le consommer. La coloration de ce papillon est un message, c'est de l'information. Il affiche : « attention, je suis toxique, donc ne me mange pas ». Il existe également en Amazonie un autre papillon, qui appartient à une espèce tout à fait différente et qui ne se fatigue pas du tout à fabriquer des produits toxiques. Il se contente de ressembler absolument à celui qui est toxique. Il affiche donc le même message : « attention, je suis toxique ». Simplement, il ne l'est pas. Il profite de la qualité du message émis par l'autre papillon pour se protéger. Ce procédé peut s'avérer nuisible, parce que si par malheur l'oiseau mange en premier celui qui n'est pas toxique, il croit qu'il peut en manger d'autres. Quand il rencontrera ensuite le toxique, il pensera : « oh je suis tombé sur un mauvais papillon ou j'étais mal luné aujourd'hui » et il va recommencer. En tout état de cause, la présence du papillon non toxique nuit à l'efficacité de la stratégie du papillon toxique.

Transposer cette histoire à la question de l'information signifie qu'au fond, il existe un message vrai, honnête, qui annonce la couleur, mais dont l'efficacité est amoindrie par un message faux, mais qui lui ressemble. Ce phénomène s'intitule en biologie le mimétisme batésien. De mon point de vue, il existe un mimétisme batésien dans l'infor-

mation. Par exemple, nous pouvons nous demander pourquoi la parole des scientifiques aujourd'hui est reçue avec moins de confiance qu'autrefois. L'une des pistes de compréhension pourrait être par exemple celle-ci : lorsque nous voyons apparaître sur un écran de télévision un personnage en blouse blanche qui prend tous les oripeaux vestimentaires et toutes les habitudes de langage du scientifique pour transmettre un message, mais qui cherche en réalité à vous vendre du dentifrice. Je ne déclare pas forcément que ce dentifrice est mauvais, mais nous pouvons observer que la qualité scientifique du discours n'est pas exactement la même. Nous avons là un discours mimétique du discours scientifique, dont chacun voit bien ou entend bien qu'il est tout de même moins sûr. Nous nous habituons ainsi à entendre des choses qui ont des allures de discours scientifique, mais dont nous constatons que ce n'est pas très sûr. Ce mimétisme-là ne finit-il pas par nuire au message scientifique sûr lui-même ?

Pour reprendre ce qui a déjà été dit, le mauvais débat tue le débat. Il est possible de généraliser en déclarant : n'y a-t-il pas une telle profusion de messages publics, soit clairement mensongers, soit simplement un peu douteux, qui conduisent le public à ne plus savoir distinguer ce qui est un message au moins un peu douteux ? Il me semble que ce mimétisme informatif tue ce qui est essentiel en la matière, c'est-à-dire la confiance.

Claire BONELLO : *C'est peut-être une question qui est un peu provocatrice sous l'œil de Descartes dont le regard figé nous contemple, mais ce philosophe a utilisé la méthode du doute pour acquérir des certitudes. Or, les complotistes mettent en doute aujourd'hui les connaissances les plus solides, y compris dans le domaine de la physique. Nous l'avons vu avec le sondage de l'Ifop de 2023 et la question de la terre plate. Dominique Rojat, je m'adresse en priorité à vous, pourquoi les complotistes et les obscurantistes ne seraient-ils pas, après tout, les héritiers de Descartes et du*

doute cartésien ?

Dominique ROJAT : Un héritage peut s'avérer être une trahison, et le doute n'est pas forcément cartésien. Pour ma part, il convient de bien distinguer ce qui relève du doute en tant que méthode de construction d'un savoir scientifique. En effet, l'histoire des sciences n'existe que parce que nous sommes capables de remettre en cause à un moment donné des savoirs qui étaient jusque-là admis et que nous faisons progresser en les transformant, bien sûr. Mais cela repose sur la condition que ce doute soit méthodologique et qu'il soit mis en œuvre selon un certain nombre de procédés intellectuels que nous ne pouvons peut-être pas détailler complètement ici. Il s'agit bien du doute en tant que méthode scientifique et qui n'est pas simplement l'affirmation de « je ne te crois pas ».

Question du public : *C'est une question pour Monsieur Pourquery : vous avez dit plus tôt que les débats à la télévision aujourd'hui présentaient tous les éléments qui eux-mêmes tuaient les débats. Ainsi, à quoi servent ces débats à la télévision qui nous sont présentés, si ce n'est pour tuer le même débat qui est présenté ?*

Didier POURQUERY : Merci pour cette question. Les chaînes d'information continue ne peuvent par définition pas toutes vivre, ce qui leur fait mettre en avant de l'information avec peu de valeur ajoutée. Ainsi, entre les flashes d'informations sont insérés des programmes peu onéreux. Comment programmer un sujet qui ne coûte pas cher ? Il suffit d'inviter des protagonistes à débattre entre eux. S'ils débattent en plus en s'injuriant, ils remplissent la

Il existe un message vrai, honnête, qui annonce la couleur, mais dont l'efficacité est amoindrie par un message faux, mais qui lui ressemble. Ce phénomène s'intitule en biologie le mimétisme batésien. DOMINIQUE ROJAT

grille et le spectacle se crée. Pour répondre le plus honnêtement possible et sans aucune langue de bois, il ne s'agirait que de remplissage, avec des experts qui sont souvent des experts en expertise. Ce qui a été évoqué sur la méfiance, et même la défiance sur la science, vient aussi du fait qu'il est possible d'entendre des experts instantanés en tout, notamment lors de la pandémie. Tels des champignons quand il a plu, des experts ont émergé sur de multiples sujets. Les mêmes personnes pouvaient également passer d'une expertise lors d'un débat à une autre expertise lors d'un autre débat. Il en résulte une méfiance vis-à-vis des médias en général. Un important travail est à réaliser pour expliquer ce qu'est la science, ce qu'est la recherche et ce qu'est la méthode scientifique. Si ce travail est correctement effectué, les téléspectateurs pourraient avoir une vision plus claire de qui est expert et qui ne l'est pas. Un peu d'éducation est à mettre en œuvre sur ce sujet.

Question du public : *Ma question s'adresse à Monsieur El Karoui. En premier lieu, j'ai été très heureuse d'apprendre une information dont je ne disposais pas, à savoir que les jeunes susceptibles d'être embarqués sur un bateau dangereux pour eux comme pour nous, étaient sensibles à la parole d'influenceurs et non pas aux prêches d'imams. Parce que, sans doute était-ce une idée préconçue de ma part, je pensais qu'un certain nombre d'imams, notamment ceux payés par des pays étrangers qui ne nous sont pas forcément favorables, trouvaient une oreille bienveillante auprès de cette jeunesse, soit issue de familles elles-mêmes musulmanes, soit de familles non musulmanes. Mais nous n'avons pas parlé du phénomène de conversion. Je souhaitais savoir où nous en sommes sur cette question des influenceurs. Pour moi, ce sont des brindilles d'espairs. Merci par avance.*

Hakim EL KAROUI : À propos des imams étrangers dont vous parlez, ils sont extrêmement contrôlés. Ils sont d'abord accrédités par le ministère de l'Intérieur, soit environ 300 personnes,



comprenant 150 Turcs. Les Turcs ne représentent que 10 % des musulmans de France, mais ils représentent la moitié des imams étrangers. Ils comprennent ensuite 120 Algériens et une trentaine de Marocains. Ces personnes sont, dans leur pays, formées pour être au service de l'État et viennent en France avec un discours de leurs autorités, associé à un discours du ministère de l'Intérieur, pour tenir des propos non pas forcément au service de l'État français, mais qu'ils ne vont pas en tout cas remettre en cause par la violence ou par des prêches violents les valeurs nationales françaises. Pourquoi ? Parce que s'ils sont violents, ils seront expulsés. Or, les imams étrangers sont salariés par leur pays d'origine, qui n'ont pas le souhait que ces imams soient expulsés. Pour autant, ils ne représentent pas la solution parce qu'ils n'ont que très peu d'influence sur les jeunes. Ils ont de l'influence sur les parents de ces jeunes et bien souvent d'ailleurs, ils parlent soit mal français, soit pas du tout français.

Face à des jeunes qui résident en France et qui ont vécu une histoire d'immigration qui peut remonter à la deuxième, troisième ou quatrième génération, ces imams sont tout à fait inopérants. Les plus opérants demeurent d'autres jeunes

qui leur ressemblent. La très grande majorité tient un discours qui n'est pas forcément radical, mais qui est très conservateur au sens de l'identité, car ils souhaitent retourner aux racines. Nous avons évoqué la radicalité. La radicalité se définit par la racine. Ils souhaitent revenir aux racines, à la fois de la religion et de l'identité.

La meilleure réponse ne consiste donc pas à former des imams républicains. S'il existe des imams républicains, c'est une bonne nouvelle. La plupart des imams, même étrangers, ne sont pas hostiles aux institutions républicaines. Mais la meilleure réponse tient dans le bénéfice d'autres jeunes qui sont influenceurs et qui disposent des mêmes codes, des mêmes médias, des mêmes moyens d'action et de la même capacité à répondre aux questions qui sont posées, mais avec des réponses différentes. En revanche, ils sont très peu nombreux, non parce que l'islam soit intrinsèquement violent. Ils sont peu nombreux, car les modérés ne souhaitent pas prendre la parole.

Pour revenir sur ce qui a été évoqué, ce sont toujours les radicaux qui s'expriment, parce qu'ils ont besoin d'influencer et parce que c'est leur raison de vivre. Ceux qui sont français mu-

sulmans – comme nous pouvons être français catholique ou comme nous sommes français athées tout simplement – ont fait de la religion une affaire privée et ils n'ont uniquement pas le souhait de l'évoquer. La question est de savoir comment mobiliser la nouvelle génération qui est éclairée et comment leur dire : c'est votre tour, c'est votre rôle et c'est votre responsabilité de prendre la parole.

Question du public: *J'ai deux interrogations, dont la première s'adresse à Monsieur Bouvatier : vous avez parlé dans les symptômes de la place de soi dans la famille et j'aurais souhaité savoir ce que vous avez observé exactement. Qu'est-ce qui caractérise la place de soi des jeunes que les familles vous envoient ? Et pour Monsieur El Karoui, vous avez parlé de la deuxième génération qui est un entre-deux, mais avez-vous mené des observations sur les générations suivantes, plus jeunes, à savoir la troisième ou la quatrième génération ?*

Thomas BOUVATIER : Ce que j'ai observé et que je continue à observer, c'est que la place dans la famille a une influence forte sur celle dans la société. Les parents jouent un rôle sur la socialisation de leur enfant. Quand des in-

dividus décident d'avoir un enfant, ils peuvent l'interpréter au sens littéral. « Avoir un enfant », c'est à eux, rien qu'à eux, il ne faut pas le prêter et ne pas le lâcher. Ils peuvent espérer en faire un prolongement d'eux-mêmes, l'objet d'un attachement fusionnel, ou encore un moyen de retrouver une fierté perdue, l'incarnation de leur désir, refusant au maximum l'altération de ce qu'il doit être et faire. À l'inverse, ils peuvent chercher à favoriser chez lui l'émergence d'une singularité propre, dans un bain culturel et affectif qui sera tout de même bien familial. Soit il est gardé au chaud, dans le nid, pour mieux continuer à être couvé, soit il apprend à voler mais avec des ailes préfabriquées, artificielles, par exemple des ailes communautaires, qui le rendent dépendant de sa communauté, toujours trop près du soleil. À l'opposé, il apprend à voler de ses propres ailes. Dans ce cas, il apprend à s'intégrer dans le monde, quitte à ce qu'il revienne différent. C'est ce que certains parents ne peuvent pas supporter, raison pour laquelle ils empêchent leur enfant de se confronter à d'autres cultures que la leur, de peur que cela les influence et les change. Leur fils ou leur fille devra fréquenter une école strictement communautaire, ou bien il bénéficiera de l'école à la maison.

Ainsi moulé dans l'attente que son parent a de lui, l'enfant a du mal à développer une maturité affective. Quant au monde, il ne sera jamais aussi bien que celui qu'il a connu étant plus petit. Les autres ne lui renverront jamais l'image narcissisante qui lui a été construite. Tout est déception. Dans ce cas, le réel est déprimant. À quoi cela sert-il de vivre dans un monde pareil ? Nous pouvons nous y sentir nul, inutile, impuissant. L'individu radicalisant constitue la proie idéale. Il sera sur-complimenté. Du rêve, de la toute-puissance, un retour aux origines fantasmées, des récompenses incroyables, une raison de vivre glorieuse lui seront vendus. En cela, l'individu qui se radicalise ne le fait pas pour la première fois. Il ne sait pas vraiment faire autre chose. Il fait ce qu'il a toujours cherché à faire, quel que soit le moyen, à savoir retrouver les sensations fortes du début : se droguer, enchaîner les conquêtes,

danser toute la nuit, faire les quatre cents coups avec sa bande ou pratiquer un sport extrême. Seulement, ça ne tient pas toujours la route. Dans un groupe extrémiste, idéologisé, c'est très structuré. Il n'est donc pas étonnant qu'un néonazi, un drogué, un body-billeur, un noceur invétéré, un accro aux jeux-vidéos ou les cinq à la fois devienne djihadiste, ou bien qu'une femme très séductrice et trop fêtarde devienne islamiste. Tous les moyens sont bons quand ils sont efficaces, pour atteindre à nouveau l'absolu qu'ils ont connu au tout début.

Cela ne signifie pas non plus que la radicalisation soit le seul fait de l'éducation. Elle opère aussi via l'influence de pays étrangers, de financements et d'aides faussement caritatives. C'est toute une organisation complexe. Mais les personnes qui sont les plus à mêmes de succomber à leurs sirènes sont celles dont la place dans la famille les pousse à intégrer une autre famille, parfaite cette fois. C'est toujours comme cela que le groupe se présente, comme une famille ultra soudée avec des frères et des sœurs ultra soudés, et avec le même sang en commun. Ce n'est plus une fraternité symbolique, comme chez les confrères avocats ou médecins. Elle devient organique et fait à nouveau un dans le tout, un tout matriciel. La symbolique laisse place au réel. Le corps social devient organique. C'est ce qui constitue le programme de *Mein Kampf* : un corps social organique que nous devons faire redevenir tout-puissant et pur. C'est aussi le programme d'Al Qaradawi, guide spirituel des Frères musulmans, décédé il y a peu.

Ce que j'ai pu enfin observer est que, plus jeunes, les leaders des groupes extrémistes ont eu une place particulière dans leur famille. Ce sont des leaders depuis leur petite enfance. Ainsi, ils savent souvent déjà taper, hurler et se faire obéir par la force. Considérés comme des demi-dieux par leur mère et des moins que rien par leur père, ils sont habitués à combattre contre lui, qui est beaucoup plus important qu'eux. En cela, ils sont soutenus dans leur lutte par leur mère, ou bien son substitut quand celle-ci a failli. Un autre type de leader, que je n'ai pas rencontré, pourrait être également celui qui a été

formé par son parent pour être aussi radical que lui, dans la même expression politique, culturelle ou religieuse, mais il en serait davantage le porte-voix et le bras armé.

Hakim EL KAROUÏ : Nous avons des informations sur les deuxièmes générations, y compris maintenant via le recensement, parce que l'enquête emploi sur lequel j'ai beaucoup travaillé avec l'Institut Montaigne demande le lieu de naissance des parents, donc nous pouvons ainsi recueillir des informations sur les deuxièmes générations. Ensuite, cela devient extrêmement compliqué, notamment parce que, et on ne le sait pas assez, la France a une caractéristique par rapport à ses voisins. Le métissage et les mariages hors de la communauté y sont extrêmement importants. Dans un rapport qui doit paraître et que j'ai réalisé pour l'Institut Montaigne, nous constatons que 42 % des filles d'origine maghrébine sont mariées avec une personne qui n'est pas d'origine maghrébine.

Le processus d'intégration se fait donc d'abord par le mariage et à la troisième génération, nous ne savons plus qui est qui. La France compte 10 % d'immigrés. Sur deux générations, 20 % des Français ont au moins un parent d'origine immigrée. Sur trois générations, 30 % des Français ont au moins un grand-parent qui est étranger. Ce processus de métissage et d'inter-mariage est extrêmement fort. Il en résulte que, sur trois générations, la spécificité de l'immigration est perdue.

Question du public : *J'aurais une question pour Monsieur El Karoui : est-ce que, pour vous, la solution pour les jeunes musulmans et pour les générations à venir est de s'écarter de l'isolement et d'acquérir de l'enseignement ? Il est nécessaire d'éduquer la jeunesse pour qu'elle crée sa propre identité, d'après ce que j'ai compris, et je me demandais quelles solutions seraient possibles.*

Hakim EL KAROUÏ : Il existe deux types de solutions. Une première solution se trouve à l'intérieur même de l'islam. Il est essentiel que ces jeunes-

là puissent entendre autre chose que des discours radicaux, extrêmement conservateurs ou totalement identitaires. Ils ne l'entendront pas avec des discours verticaux et institutionnels. Ils vont l'entendre avec des jeunes qui répondent aux questions qu'ils se posent, avec un système d'argumentation, de recommandations qui se fait de pair à pair, et non de pères à enfants. Il importe également d'observer le système de valeurs de la société. Aujourd'hui, nous sommes bloqués par un enfermement algorithmique, mais nous subissons également l'enfermement résidentiel, avec la concentration de plus en plus importante de l'immigration et la séparation de tous les déciles de la société française. Ainsi, chacun se regroupe avec ses pairs. C'est très facilement identifié dans la géographie parisienne par exemple. Il subsistait naguère une diversité sociale. Par exemple, à l'intérieur des immeubles, les concierges habitaient au rez-de-chaussée, les employés de maison habitaient au dernier étage et les bourgeois occupaient le premier et le deuxième étage. Ainsi, dans tout quartier, il existait une cohabitation de classes sociales différentes. Aujourd'hui, la spécialisation et la résidentialisation sont extrêmement fortes et segmentées. Les jeunes musulmans devraient vivre avec ceux qui ne sont pas musulmans. Or, à l'inverse, la société semble organisée pour que les personnes de milieux différents vivent de moins en moins ensemble. Il est demandé à l'école de résoudre le problème, mais l'école est confrontée au problème puisque les classes regroupent des enfants avec la même origine sociale, ethnique et religieuse. De ce fait, certains quartiers font ressortir de plus en plus de concentration, avec de plus en plus de concentration de l'immigration. C'est un sujet républicain, national et ce ne sont pas les musulmans ni les immigrés qui le résoudre, mais l'ensemble du corps social. Dès qu'il s'agit de répartir, la première réaction est de répondre « pas dans mon jardin ». Michel Rocard déclarait alors : « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde », mais il est nécessaire d'y contribuer. Il convient de retrouver une capacité de répartition. En cela, le corps préfectoral a un rôle, notamment

Plus jeunes, les leaders des groupes extrémistes ont eu une place particulière dans leur famille. Ce sont des leaders depuis leur petite enfance. THOMAS BOUVATIER

via le logement, mais il faut en outre un débat sur ce sujet. Or, sur ces sujets-là, il ne se crée pas de débat.

Question du public : *Le docteur Bouvatier nous a dit qu'il y avait des éléments communs, lorsque la radicalisation apparaît, entre le nazisme, l'islamisme, le radicalisme et le djihadisme. Quels sont-ils ?*

Thomas BOUVATIER : En se postant devant une affiche illustrant Hitler, Staline ou Mao, que voyons-nous en arrière-plan ? Le soleil.

Ils sont définis comme des obscurantistes. Mais eux aussi nous assimilent à des obscurantistes, des barbares, des décérébrés, des endormis, des méchants sadiques, totalement soumis à leur système. Eux-mêmes se présenteraient comme les vrais éveillés, les vrais civilisés. Mais, chez eux, la lumière est si intense qu'au lieu d'être guidés vers plus de singularité, plus d'acceptation de l'altérité aussi bien en nous-mêmes que vers les autres, nous sommes aveuglés.

Contrairement à tout ce qui est noir, sombre et qui symbolise la toute-impuissance ainsi que la mort, la lumière est associée à la toute-puissance et à la vie éternelle. Une toute-puissance est nécessaire pour affronter la figure du monstre, qui est aussi très présente. Il faut un ennemi commun mortel sur le point de tout anéantir pour créer une urgence, unir les forces et regrouper en un seul ensemble des individus de milieux différents, appartenant à des sous-groupes parfois en conflit.

Dans la propagande, nous retrouvons aussi facilement le symbole de la naissance, ou de la renaissance, comme celle d'un individu nouveau, qui se dirige toujours plus vers la matrice pour y « régresser ».

Ce qui est problématique dans ce type de symbole que je viens de présenter, ce n'est pas le symbole en lui-même, à savoir le monstre, le soleil ou la renaissance, qui peuvent avoir des vertus pédagogiques, mais c'est l'intensité du

symbole, dans sa présentation et son utilisation au quotidien, avec le réel à la place du symbolique, comme pour le corps social, qui est vécu comme organique et appréhendé comme une Mère.

En d'autres termes, c'est la Mère Patrie, la République au sein généreux, Amaterasu représentée par le soleil dans le drapeau japonais, la Oumma, la communauté des musulmans, qui vient de Oum, qui signifie la mère. Cette Mère, nous en faisons partie organiquement, nous nous y réaffiliions. C'est très efficace, car c'est ce qui fait que le frère n'est plus un frère symbolique, mais un frère biologique, de sang, dont la singularité se dissout dans l'ensemble. Un Breton qui se convertit à l'islam radical va partir sauver ses frères daeschiens en Syrie. Nous nous marions entre frères et sœurs de race ou de religion.

Pour garder le corps social organique pur, il faut en éviter à tout prix la souillure, ce qui induit un contrôle très strict du sexe des femmes, auxquels elles se trouvent réduites. Le sexisme est systématique, ainsi que le rejet violent de l'homosexualité et toute forme de faille humaine.

Enfin, comme autres symboles – car il y en a plus –, il existe la présentation d'une figure héroïque à laquelle il est demandé de s'affilier et de s'identifier pour façonner collectivement des individualités.

Cette illusion du contrôle crée des problèmes permanents au contact du réel, celui qui n'est pas fantasmé, puisqu'on ne maîtrise pas ses cauchemars, on ne maîtrise pas toutes ses pulsions dans certains contextes, ni ses doutes, ni ses désirs refoulés, et donc tous les membres des groupes radicalisants sont susceptibles d'avoir des pensées et des actes déviants. Il s'en dégage souvent un dégoût toujours plus grand pour le réel et la vie, et le souhait, pour les plus atteints, est de trouver refuge vers le plus grand des fantasmes, celui qui dure pour l'éternité : la mort (cf. : massacre dans une secte au Kenya en mai 2023). ■

Comment faire pour que les connaissances ne perdent pas connaissance ?



Étienne KLEIN,
physicien, professeur

Catherine FERRIER : La défiance envers la science fait partie du sujet de l'obscurantisme, mais nous avons appris ce matin, grâce aux sondages, que finalement, la science pouvait être encore un objet de confiance. Seulement, nous nous rappelons des controverses notamment télévisées entre scientifiques où chacun y allait de « sa » vérité. Tout ceci a pu semer le trouble. S'imposait donc à notre réflexion l'avis d'un scientifique, Étienne Klein, qui est particulièrement engagé dans la vulgarisation de la science. C'est un éminent scientifique qui mène beaucoup de recherches, il est également historien, philosophe des sciences et il a beaucoup réfléchi aux rapports entre science et société. Il est l'auteur de : *Conversation avec le Sphinx*, *Le facteur temps ne sonne jamais deux fois*, *Le Goût du vrai*, *La science nous menace-t-elle ?*, *Les jeunes et la science*, *Tout n'est pas relatif*, ou encore *Sauvons le progrès*.

Lorsque nous avons réfléchi au sujet avec Étienne Klein, nous nous sommes tout simplement demandés comment faire pour que les connaissances ne perdent pas connaissance ?

Étienne KLEIN : Je vous remercie d'avoir organisé ce colloque qui était devenu à la fois nécessaire et urgent. Le vulgarisateur que je suis est en effet quelque peu traumatisé par le constat qu'il faut bien faire d'une relative inefficacité de la vulgarisation. À première vue, pourtant, la vulgarisation remporte un franc succès. Vous écrivez des livres ? Ils sont lus, du moins par certains.

Si l'on voulait que les citoyens participent aux affaires publiques en étant vraiment éclairés sur tous ces sujets, il faudrait que chacun possède le cerveau de mille Einstein. Les scientifiques eux-mêmes, qu'on a tendance à opposer au grand public en les rangeant dans une seule et même case, ne sont en général compétents que localement, c'est-à-dire dans et aux abords de leur propre discipline.

Vous donnez des conférences ? Des gens s'y rendent et vous posez des questions pertinentes, qui démontrent que des messages sont bel et bien passés. Mais si l'on fait les comptes, on réalise que le constat de ce succès est très fortement biaisé par l'oubli d'un truisme : la vulgarisation scientifique n'intéresse *a priori* que les personnes qui s'intéressent à la... vulgarisation scientifique ! C'est-à-dire finalement très peu de gens. La plus grande partie de la population, le « grand public », n'a guère de contacts directs avec de véritables contenus scientifiques, qu'il s'agisse de résultats, de démonstrations ou d'expériences. Il s'abreuve à d'autres sources. À cela s'ajoute un autre biais comparable au célèbre « biais du survivant » : ne viennent écouter des scientifiques que ceux qui n'ont pas été trop traumatisés par l'enseignement des sciences à l'école. Mine de rien, il s'agit d'un biais colossal.

Ne soyons toutefois pas irréalistes. « Ceux qui utilisent négligemment les miracles de la science et de la technologie, en ne les comprenant pas plus qu'une vache ne comprend la botanique des plantes qu'elle broute avec plaisir, devraient avoir honte », disait Einstein. Le père de la Relativité se montrait là beaucoup trop exigeant. Il est en effet devenu impossible de se faire une bonne culture à la fois en physique des particules, en génétique, en génie nucléaire, en climatologie, en immunologie et en algorithmique. Si l'on voulait que les citoyens participent aux affaires publiques en étant vraiment éclairés sur tous ces sujets, il faudrait que chacun possède le cerveau de mille Einstein. Les scientifiques eux-mêmes, qu'on a tendance à opposer au grand public en les rangeant dans une seule et même case, ne sont en général compétents que localement, c'est-à-dire dans et aux abords de leur propre discipline. Demandez à brûle-pourpoint à un physicien de vous expliquer en détail ce qu'est un OGM, ou comment fonctionne un vaccin à ARN messenger, il

sera bien embarrassé ; de même pour un biologiste si vous l'interrogez sur la nucléosynthèse primordiale. Bref, pour toutes ces raisons, on ne saurait défendre une *conception scolaire de la démocratie* : un citoyen qui se proclame indifférent aux sciences n'est pas un moins bon citoyen qu'un autre qui s'y intéresse (de là à ce qu'il se vante de n'en rien savoir, il y a toutefois un pas qu'il n'est pas obligé de franchir...).

Nous savons désormais que la connaissance scientifique a ceci de paradoxal qu'elle ouvre des options tout en produisant de l'incertitude, mais une incertitude d'un type très spécial : *nous ne pouvons pas savoir grâce à nos seules connaissances scientifiques ce que nous devons faire des possibilités qu'elles nous donnent*. Par exemple, nos connaissances en biologie nous permettent de savoir comment fabriquer des OGM, mais elles ne nous disent pas si nous devons ou non le faire. Depuis que l'idée de progrès s'est problématisée, cela devient affaire de *valeurs* qui s'affrontent et non plus de *principes*, que ceux-ci soient éthiques ou normatifs. Or, les valeurs sont en général moins universelles que les principes : en effet, la valeur d'une valeur n'est pas un absolu puisqu'elle dépend de ses évaluateurs. Tout cela fait que plus les principes reculent, plus les valeurs tendent à s'exhiber et à se combattre, ce qui engendre à la fois une certaine confusion et une certaine indétermination. C'est pourquoi les décisions en ces matières sont devenues si difficiles à prendre. Elles le sont d'autant plus que nous avons compris de surcroît que nous ne pouvons pas connaître à l'avance toutes les conséquences de nos actes : « L'homme sait assez souvent ce qu'il fait », avertissait Paul Valéry, « mais il ne sait jamais ce que fait ce qu'il fait. » D'où une sorte de réflexe collectif qui nous conduit désormais à valoriser l'incertitude comme défiance à l'égard de ce que l'on sait, et aussi à l'égard de ce que l'on fait.

Si j'ai passé de longues années à faire de la vulgarisation, c'est pour au moins deux raisons. La première est d'ordre intellectuel. La physique moderne, celle qui commence au XVII^e siècle avec Galilée et quelques autres, est une phy-

sique qui nous apprend à penser contre nous-mêmes, à « *penser contre notre cerveau* » comme disait Bachelard. Cela est très précieux parce que penser, d'une façon générale, c'est dire « non » à sa propre pensée pour voir si elle est capable de résister à ce qui la contredit. Je me souviens qu'adolescent j'allais au lycée à vélo et j'avais bien remarqué que quand je cessais de pédaler mon vélo finissait par s'immobiliser. Dans ma petite tête, je me disais donc que pour qu'un corps soit mû, il fallait qu'il soit mû par une force. J'ai découvert ensuite qu'Aristote l'avait déjà dit. Mais notre professeure de physique de classe de seconde nous disait le contraire en nous enseignant le principe d'inertie de Galilée : « un corps qui n'est soumis à aucune force a un mouvement rectiligne et uniforme ». Ce qui est le contraire de ce que je croyais éprouver en faisant du vélo. Et c'est là que ça devient intéressant. Faire de la physique, disait Alexandre Koyré, c'est « faire le pari qu'on peut expliquer le réel par l'impossible », c'est-à-dire expliquer ce qu'on observe grâce à des lois qui... contredisent au premier abord ce qu'on observe !

La seconde raison qui m'a amené à faire de la vulgarisation scientifique est politique. J'y voyais une affaire de cohérence : les connaissances ont quelque chose de républicain au sens où elles sont « affaires publiques ». La république, à défaut d'être elle-même savante, accorde en effet à la connaissance une valeur propre, une valeur spécifique, une valeur qu'elle possède du seul fait qu'elle est une connaissance, même si

Les connaissances ont quelque chose de républicain au sens où elles sont « affaires publiques ». La république, à défaut d'être elle-même savante, accorde en effet à la connaissance une valeur propre, une valeur spécifique, une valeur qu'elle possède du seul fait qu'elle est une connaissance

elle n'a *a priori* pas d'applications pratiques. À ce titre, toute connaissance doit pouvoir être connue de tous, au moins en principe : ni le théorème de Pythagore, ni le second principe de la thermodynamique, ni la formule $E = mc^2$ n'appartiennent à quelqu'un en particulier. L'idée de république et la notion de connaissance me semblent donc intriquées par nature, comme si l'une et l'autre tangentaient l'idéal d'universalité. Leur lien se trouve de surcroît renforcé par ce que Henri Bergson appelait la « politesse de l'esprit », cette sorte de souplesse intellectuelle qui rapproche les hommes et leur permet de s'épanouir en un monde commun et solidaire :

La politesse sous toutes ses formes, politesse de l'esprit, politesse des manières et politesse du cœur, nous introduit dans une république idéale, véritable cité des esprits, où la liberté serait l'affranchissement des intelligences et l'égalité un partage équitable de la considération.

Mais il y a un problème : la science n'est pas facile à partager. De multiples causes, certainement toutes fondées, sont régulièrement avancées pour expliquer cette situation. J'en ajouterai une : aujourd'hui, à force de fabriquer de la fugacité, puis de la renouveler sans cesse, à force de promouvoir la vêtelle comme épopée du genre humain, les formes modernes de la communication se transforment en une vaste polyphonie de l'insignifiance. Dès lors, tout travail de discernement, de clarification, de transmission de ce qui est complexe, relève quasiment de l'héroïsme. En effet, « aucune pensée n'est immunisée contre les risques de la communication », disait déjà Théodor Adorno.

Une première difficulté vient de ce que la diffusion de la connaissance scientifique est victime d'une « crise de la patience ». Si, par exemple, je voulais vous expliquer le boson de Higgs, la façon dont les physiciens ont imaginé cette particule en 1964, et comment ils l'ont découverte en 2012, il me faudrait au minimum trois quarts d'heure. Mais ces trois quarts d'heure, nous ne les avons quasiment jamais à disposition, de sorte que cette explication n'est jamais disponible.

Ensuite, il y a un phénomène dont Bernard Williams a donné une analyse pertinente dans *Vérité et véracité, Essai de généalogie* (Gallimard, 2006). Le philosophe britannique y observe dans les sociétés postmodernes telles que la nôtre deux courants de pensée à la fois contradictoires et associés. D'un côté, un attachement intense à la *véracité* : en témoignent le souci de ne pas se laisser tromper, la détermination à crever les apparences pour détecter d'éventuelles motivations cachées derrière les discours officiels. Et, à côté de ce refus – parfaitement légitime – d'être dupe, une défiance tout aussi grande à l'égard de la *vérité* elle-même : celle-ci existe-t-elle vraiment ?, se demande-t-on. Si oui, comment pourrait-elle être autrement que relative, subjective, temporaire, locale, instrumentalisée, culturelle, corporatiste, contextuelle, factice ? Curieusement, note Bernard Williams, ces deux attitudes opposées – désir de véracité, contestation de l'idée même de vérité –, qui devraient en toute logique s'exclure mutuellement, se révèlent en pratique tout à fait compatibles. Elles sont même mécaniquement liées : le désir de véracité enclenche au sein de la société un processus critique généralisé, lequel fait douter que puissent exister, sinon des vérités accessibles, du moins des contre-vérités démontrées.

Si l'exigence de véracité et le déni de vérité marchent main dans la main, ce pas de deux ne va pas sans dommage. Dès lors que vous niez l'existence de la vérité, au service de quelle cause mettez-vous votre désir de véracité ? Pour le dire autrement, en cherchant à percer la façade trompeuse des apparences, à quelle vérité entendez-vous être fidèle ? Au-delà du paradoxe intellectuel qu'elle constitue, la dynamique décrite par Bernard Williams entraîne au sein de la cité des dommages bien concrets. Par elle s'explique en partie l'affaiblissement du crédit accordé à la parole des scientifiques, en même temps que la suspicion généralisée à l'endroit de toute forme d'expression institutionnelle depuis quelques décennies. Se portant sur des cibles elles-mêmes imparfaites et faillibles, donc critiquables

par nature, ce doute universel étend aisément son influence sur tous les aspects de la vie des idées, qui donne parfois l'impression de se désintéresser.

En conséquence, même s'il se sait noitamment incompetent, chacun se sent désormais fondé à se dire compétent – « à sa façon ».

Durant la pandémie de Covid-19, on a souvent confondu sciences et recherche, qui sont pourtant deux choses différentes, même si, bien sûr, elles ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Un chercheur est quelqu'un qui peut (et qui doit) dire : *nous savons que et nous nous demandons si*. La première partie de la phrase concerne les sciences, la seconde la recherche. Les sciences représentent des *corpus* de connaissances dûment mises à l'épreuve et qu'il n'y a pas lieu – jusqu'à nouvel ordre ! – de remettre en cause : la Terre est ronde plutôt que plate, l'atome existe bel et bien, l'univers observable est en expansion, les espèces animales évoluent, etc. Mais ces connaissances, par leur incomplétude même, posent des questions dont les réponses ne sont pas encore connues des scientifiques (ni de quiconque) : d'où vient que l'antimatière qui était présente dans l'univers primordial a disparu au sein de l'univers actuel ? Existe-t-il une vie extra-terrestre ? Répondre à de telles questions, c'est le but de la recherche. Par nature, celle-ci a donc à voir avec le doute, tandis que les sciences sont constituées d'acquis difficiles à remettre en cause sans arguments extrêmement solides. Mais lorsque cette distinction n'est pas faite – comme ce fut trop souvent le cas ces derniers mois –, l'image des sciences, abusivement confondues avec la recherche, se brouille et se dégrade : elles donnent l'impression d'être une bagarre permanente entre experts qui

ne parviennent jamais à se mettre d'accord. Elles distillent en outre le sentiment d'être tiraillées entre excès de modestie et excès d'arrogance, car leur rapport à la vérité apparaît alors contradictoire : d'un côté, elles affirment avec assurance pouvoir l'atteindre ; de l'autre, elles se réclament du doute systématique. De l'extérieur, forcément, on a un peu de mal à suivre...

Franz Kafka a écrit un jour : « Il est consolant de constater que la dysharmonie de ce monde ne semble être que numérique ». J'avoue ne pas être sûr de bien comprendre le sens de cet aphorisme, d'autant que la signification de l'adjectif « numérique » (*zahlenmäßig* en allemand) a notablement changé depuis l'avènement de l'informatique et de l'intelligence artificielle. Je ne me risquerai donc pas à faire dire à Kafka, mort en 1924, ce qu'il n'a nullement pensé.

L'ambiguïté de cette phrase sonne toutefois comme une invitation à interroger les effets des technologies numériques qui, chacun le voit bien, charpentent de plus en plus l'organisation de nos existences et nos rapports mutuels. Elles modifient également notre lecture de la réalité en faisant circuler dans les mêmes canaux de communication des éléments appartenant à des registres différents : connaissances (scientifiques ou autres), croyances, informations, opinions, commentaires et commentaires de commentaires, bobards plus ou moins gigantesques... Les statuts respectifs de ces divers éléments, du fait qu'ils sont embarqués dans l'intensité d'un même flux, se contaminent immanquablement : comment distinguer une connaissance de la croyance d'une communauté particulière ? Un commentaire, d'un préjugé ? Une information, d'un mensonge ?

À force de fabriquer de la fugacité, puis de la renouveler sans cesse, à force de promouvoir la vétille comme épopée du genre humain, les formes modernes de la communication se transforment en une vaste polyphonie de l'insignifiance. Dès lors, tout travail de discernement, de clarification, de transmission de ce qui est complexe, relève quasiment de l'héroïsme.

Au cours de leur histoire, les cerveaux humains n'avaient jamais été soumis à de tels déluges informationnels. Ils ne savent donc guère comment faire la part des choses. Ils s'adaptent comme ils peuvent à cette nouvelle forme d'ivrognerie qu'est la communication numérisée, sans toutefois abandonner leur réticence à voir leurs productions contredites, qu'il s'agisse d'idées, de jugements, de sentiments ou d'appréciations. Ainsi se montrent-ils plus enclins à déclarer vraies les idées qu'ils aiment qu'à aimer les idées vraies si celles-ci leur déplaisent.

En outre, dans un tel nouveau monde, lorsqu'il s'agit d'expliquer la science, nous ne sommes guère aidés par le fait que l'un des espoirs des philosophes des Lumières a été cruellement déçu. Si, au moment de concevoir leur *Encyclopédie*, Diderot ou d'Alembert ont choisi d'y insérer de très nombreuses planches et illustrations expliquant en détail le fonctionnement d'une multitude d'objets techniques, c'est en vertu d'un principe qui leur semblait aller de soi : *les objets techniques, en devenant visibles et familiers, seraient implicitement vecteurs de connaissances scientifiques* ; plus nous nous frotterons à eux dans la vie quotidienne, pensaient-ils, mieux nous connaîtrons et comprendrons les principes scientifiques qui les ont rendus possibles.

Certes, il y eut sans doute une époque où les hommes cultivés pouvaient comprendre tous les outils et toutes les machines qui les entouraient. Dans *L'Immortalité*, Milan Kundera citait

On a souvent confondu sciences et recherche, qui sont pourtant deux choses différentes, même si, bien sûr, elles ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Un chercheur est quelqu'un qui peut (et qui doit) dire : nous savons que et nous nous demandons si. La première partie de la phrase concerne les sciences, la seconde la recherche.

Goethe en exemple : « Goethe savait avec quoi et comment sa maison avait été bâtie, pourquoi une lampe à huile donnait de la lumière, il connaissait le mécanisme de son télescope ; sans doute n'osait-il pas effectuer des opérations chirurgicales, mais pour avoir assisté à quelques-unes, il pouvait s'entendre en connaisseur avec le médecin qui le soignait. Le monde des objets était pour lui intelligible et transparent. ». Mais les Encyclopédistes n'avaient nullement anticipé une autre réalité qui, au fil du temps, allait peu à peu s'imposer : *plus un objet technologique est complexe, plus son usage tend à se simplifier*. Ou, pour le dire avec les mots d'Arthur C. Clarke : « Toute technologie suffisamment avancée devient impossible à distinguer de la magie »

Ainsi, presque aucun d'entre nous ne saurait dire comment fonctionnent un ordinateur ou un téléphone portable,

ce qui ne nous empêche nullement de nous en servir sans avoir besoin de consulter la moindre notice et sans que notre crasse ignorance nous fasse trembler d'angoisse. Ainsi, certains objets techniques, à la fois familiers et extraordinairement complexes, en viennent-ils à masquer ou à marginaliser les connaissances scientifiques dont ils sont pourtant les conséquences. Ces connaissances sont alors perçues comme pratiquement inutiles – inutiles en pratique –, donc inutiles tout court. Plusieurs classements internationaux montrent qu'il y a un décrochage de notre pays dans la maîtrise des connaissances mathématiques et scientifiques, notamment dans la population jeune. En 2021, un test a par exemple été réalisé auprès des élèves entrant en sixième. Il leur était demandé de placer la fraction « un demi » sur une ligne graduée allant de 0 à 5 : seuls 22 % d'entre eux y sont parvenus. Mais cela n'empêche nullement ceux qui n'ont pas réussi ce test d'être aussi habiles que leurs camarades à utiliser toutes les fonctions de leur mystérieux smartphone. C'est pourquoi, en votre nom à tous, je souhaite beaucoup de courage aux pédagogues du futur. ■

¹ Discours d'ouverture de la septième édition de la *Deutsche Funkausstellung und Phonoschau* qui s'est tenue à Berlin le 22 août 1930.

² Milan Kundera, *L'immortalité*, Gallimard, 1990, p. 139.

³ Citation originale : "Any sufficiently advanced technology is undistinguishable from magic" (A. C. Clarke, *Profiles of the future : an Enquiry into the Limits of the Possible*, Harper & Row, 1973, p. 36.

« Goethe savait avec quoi et comment sa maison avait été bâtie, pourquoi une lampe à huile donnait de la lumière, il connaissait le mécanisme de son télescope ; sans doute n'osait-il pas effectuer des opérations chirurgicales, mais pour avoir assisté à quelques-unes, il pouvait s'entendre en connaisseur avec le médecin qui le soignait. »

Table-ronde 4

« Concrètement, que faire ? »



Anne TAGAND, animatrice de la table-ronde, inspectrice de l'administration
 Rudy REICHSTADT, fondateur de l'Observatoire du conspirationnisme
 Rose-Marie FARINELLA, professeure des écoles
 Thomas HUCHON, journaliste
 Éric FREYSSELINARD, préfet, directeur de l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur

Ane TAGAND : Pour cette table ronde intitulée « Concrètement, que faire ? », nous entendrons quatre intervenants avec des profils variés : journaliste, chercheur, documentariste, réalisateur de documentaires, haut fonctionnaire de terrain. Deux d'entre eux ont un point commun avec Gérald Bronner : Rose-Marie Farinella et Rudy Reichstadt ont participé à la rédaction du « rapport Bronner », intitulé *Les Lumières à l'ère du numérique*, remis en janvier 2022 au président de la République.

Nous allons commencer par vous, Rose-Marie Farinella. Vous avez eu une première vie de journaliste, puis une seconde d'enseignante, de professeure des écoles, et vous avez toujours été intéressée, soit en tant que journaliste, soit en tant qu'enseignante, par l'éducation critique. Vous l'avez clairement mis en application avec des jeunes élèves d'école primaire, et vos travaux pédagogiques ont été salués par de

nombreux prix, prix nationaux remis par les Assises du journalisme, par le Forum des enseignements innovants, mais également des prix internationaux. Vous avez été primée par l'UNESCO et la Commission européenne. Alors parlez-nous de cette éducation des tout jeunes de neuf-dix ans à l'esprit des Lumières.

Rose-Marie FARINELLA : En premier lieu, pour entretenir la flamme des Lumières, il me semble indispensable d'aiguiser l'esprit critique des élèves dès leur plus jeune âge pour qu'ils ne se laissent pas manipuler, pour qu'ils se forment leur opinion à la lumière de la raison et pour qu'ils deviennent des cyber citoyens, qui fassent barrage aux idées racistes et haineuses qui circulent sur le Web. C'est tout l'enjeu de mon projet d'éducation aux médias et à l'information, que je mets en pratique depuis 2014 avec des élèves de CM1 et de CM2. Mon objectif est de les aider à se repérer sur Internet et les réseaux

sociaux, et de vérifier la qualité des informations qui y circulent. Il ne s'agit que d'une première approche, qui nécessite d'être renforcée tout au long de leur scolarité.

Quand je me suis lancée dans ce projet en 2014, je craignais que mes cours ne soient pas adaptés pour des élèves aussi jeunes. En réalité, les résultats ont été au-delà de mes espérances. Non seulement mes cours étaient à leur portée, mais ce sont eux qui m'ont appris beaucoup de choses. Pour nombre d'entre eux, Internet fait déjà partie de leur univers. Chaque année, je suis impressionnée par la pertinence et la qualité de leurs questions et de leurs remarques. Chaque année, ils s'investissent totalement dans les activités proposées, y compris ceux qui sont en difficulté scolaire. C'est pourquoi il me semble important de profiter de leur talent et leur ouverture d'esprit pour leur proposer ce type d'enseignement, avant qu'ils n'entrent dans l'adolescence, âge particulièrement vulnérable où ils risquent plus facilement de se

faire manipuler. En fin d'année scolaire, ils reçoivent un diplôme « d'apprenti hoaxbuster », c'est-à-dire de traqueurs de fausses informations, dans une cérémonie au cours de laquelle ils prêtent serment sur la tête de la souris de leur ordinateur : « avant d'utiliser ou de partager une information, toujours je la vérifierai ». Ce serment symbolise l'importance de ne pas cliquer sous le coup de l'émotion, mais après un temps de réflexion. Il ne s'agit pas tant d'apposer une étiquette « vrai ou faux » à un contenu, mais plutôt de se demander quel degré de confiance nous pouvons lui accorder. Des vidéos présentant mon projet sont en ligne sur la chaîne YouTube « Hygiène Mentale », une excellente chaîne dédiée à l'esprit critique.

Par exemple, nous présentons aux élèves l'extrait d'un photomontage diffusé pendant l'Euro 2016, puis nous leur posons la question suivante : « qu'est-ce que vous pensez de cette image toute récente ? (réponse de l'élève) C'est faux parce qu'on voit que l'homme, sur la marche, on dirait que son pied est coupé en deux. (réponse de l'enseignante) Parfait, sais-tu qu'un journaliste s'est fait avoir ? » C'est la première fois qu'ils visualisaient cette image et ils ont trouvé tout de suite. Dans mon atelier d'éducation aux médias, les élèves se transforment en petits détectives du Web pour vérifier les informations. Ils enquêtent sur les sources, ils croisent les informations, ils recherchent des preuves, ils contextualisent les textes et les images, tout en apprenant à se méfier de leur biais cognitif, c'est-à-dire de leur cerveau qui leur joue des tours.

Mais avant d'aborder cette méthodologie pour vérifier l'information, de nombreuses compétences et connaissances sont à acquérir. C'est pourquoi, dans une première partie de l'année, les élèves apprennent à distinguer la publicité du rédactionnel, ils traquent les publicités cachées, ils déconstruisent les discours des influenceurs, ils découvrent le modèle économique des réseaux sociaux et le fonctionnement des moteurs de recherche, ils explorent enfin les différents médias et le métier de journaliste.

Alors, chaque année, les élèves, comme des adultes, raisonnent, débattent, argumentent, créent des contenus, des

Dans mon atelier d'éducation aux médias, les élèves se transforment en petits détectives du Web pour vérifier les informations. Ils enquêtent sur les sources, ils croisent les informations, ils recherchent des preuves, ils contextualisent les textes et les images, tout en apprenant à se méfier de leur biais cognitif, c'est-à-dire de leur cerveau qui leur joue des tours.

ROSE-MARIE FARINELLA

publicités ou des contre-publicités, par exemple : « quand on sort au McDo, on sort encore plus gros ». Autre exemple, ils créent des articles, des capsules vidéo, des illusions d'optique ou des reportages photo. Lorsque nous avons travaillé les notions d'objectivité et de subjectivité, ils ont appris à démontrer que leur village est le plus beau village de France, mais en même temps le plus laid village de France.

Puis ils créent des posters, avec des conseils pour vérifier les informations. Par exemple, il importe de penser à croiser les informations sur plusieurs sites ou bien à utiliser Google Images, ainsi que de penser à utiliser des outils pour vérifier la fiabilité des sites d'information, comme « Décodex » ou « Newsquard ». Ainsi, sur une illustration contenant la légende « devenons tous des chasseurs de fausses informations », l'élève a représenté un hoaxbuster qui fait barrage avec son corps à une rumeur à tête d'Illuminati.

Anne TAGAND : *Rudy Reichstadt, vous êtes le fondateur de Conspiracy Watch, un service de presse en ligne maintenant bien connu, entièrement consacré à l'analyse critique du conspirationnisme. À ce titre, vous intervenez fréquemment dans les médias. Vous êtes ainsi chroniqueur à l'hebdomadaire Franc-Tireurs, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, vous co-animez Complorama, un podcast diffusé par France Info et vous êtes l'auteur remarqué en 2019 d'un essai : « L'opium des imbéciles ». Avec votre approche et votre connaissance de ces mécanismes, que faut-il faire ?*

Rudy REICHSTADT : C'est bien sûr une question qui appelle des réponses à différentes échelles. Il faut d'abord prendre au sérieux ce à quoi nous sommes confrontés, c'est-à-dire la dés-

information, le complotisme, la propagande, qui peut être générée y compris par des États souverains, hostiles, étrangers, mais aussi le cyber harcèlement, qui a des conséquences très concrètes, pas seulement sur les jeunes, mais sur tout un ensemble d'acteurs qui s'expriment sur les réseaux sociaux et voient leur liberté d'expression amenuisée par les attaques dont ils sont victimes, ou encore la haine en ligne en général. Tous ces sujets sont graves et il est nécessaire de ne pas relativiser, parce qu'il en va vraiment de notre capacité à poursuivre notre vie en démocratie. Il convient donc d'adopter et de cultiver une forme d'intransigeance à l'égard du complotisme, de la calomnie complotiste, parce que, qu'il s'agisse de la sphère politique, de la sphère médiatique (de la presse, des grands médias), ou également de la sphère académique, nous sommes très loin d'opposer des digues systématiquement solides face à ces phénomènes. Ce que j'observe est que le coût social de la compromission avec le complotisme demeure faible, et non seulement il est faible, mais il diminue presque. Nous observons ainsi la banalisation du partage de contenus extrêmement toxiques issus de sites et de comptes complotistes sur les réseaux sociaux, de la part, par exemple, d'élus de la République, d'éditorialistes, y compris de chercheurs.

La réponse de long terme tient bien sûr dans l'éducation aux médias et la formation à l'esprit critique. Cela concerne d'ailleurs toute une partie du rapport de la commission Bronner auquel je vous renvoie. Nous sommes là confrontés à une urgence qui pourrait demain, en tout cas à court terme, remettre en cause notre capacité à continuer à vivre en démocratie. L'alternative serait alors la démocratie illibérale, le populisme ou le national populisme. À la Fondation Jean-Jaurès, une per-

sonne me faisait remarquer que si les plus de 65 ans n'avaient pas voté en 2022, nous n'aurions pas le même chef de l'État aujourd'hui en France.

Tout ceci fait réfléchir sur l'imminence de ces questions. Une réponse est à chercher dans la régulation des plateformes, mais je pense que la bonne échelle est assurément européenne. Un texte, nommé le Digital Services Act (DSA), est entré en vigueur. Il fera la preuve ou non de son efficacité dans les prochains mois de 2023, en tout cas très rapidement. Nous avons également le devoir de ne pas perdre de vue qu'il subsiste, au-delà de la question des plateformes et de leur responsabilité, la question des acteurs, en tout cas des auteurs de ces contenus tout à fait toxiques qui, actuellement, sont malgré tout dans une forme d'extraterritorialité judiciaire, comme s'ils n'étaient jamais mis face à leurs responsabilités de relayeurs de contenus toxiques. Nous savons que sur des questions comme la santé publique, la vaccination ou le climat, nous avons une douzaine, voire une quinzaine de super désinformateurs qui, s'ils étaient neutralisés, s'ils n'existaient pas, feraient diminuer d'emblée d'environ 50 % le niveau des informations toxiques sur ces thématiques-là. Un premier enseignement qui ressort est qu'il n'existe pas de fatalité. Nous pouvons faire quelque chose, ce qui signifie qu'il est temps d'agir, notamment pour lutter contre la monétisation et le financement de la désinformation et des fake news. Nous formulons, là aussi dans le rapport Bronner, une série de mesures qui pourraient être mises en œuvre, afin que les plateformes de crowdfunding, les prestataires, en tout cas les pourvoyeurs de technologies publicitaires et de publicité programmatique prennent leurs responsabilités, en ne finançant pas indirectement la désinformation.

Anne TAGAND : *Thomas Huchon, vous êtes journaliste d'investigation, auteur, réalisateur, spécialiste des fake news et des fake news numériques en particulier. Vous enseignez à Sciences-Po Paris, vous intervenez en entreprise pour former des salariés et des chefs d'entreprise à la lutte contre les fausses informations. Vous*

À la Fondation Jean-Jaurès, une personne me faisait remarquer que si les plus de 65 ans n'avaient pas voté en 2022, nous n'aurions pas le même chef de l'État aujourd'hui en France.

RUDY REICHSTADT

collaborez avec la plateforme Spicée depuis 2015. C'est une plateforme de streaming qui est dédiée à la désinformation. En outre, vous avez un tropisme personnel tout particulier pour les périodes électorales. Votre premier documentaire en 2017 avait pour titre « Comment Trump a manipulé l'Amérique ? » Nous connaissons maintenant, en 2023, la réponse et où nous en sommes arrivés. Puis vous avez réalisé, lors des élections européennes de 2019, un documentaire intitulé « La Nouvelle fabrique de l'opinion », où vous avez décrypté et mis en lumière le rôle crucial des réseaux sociaux dans le cadre de ces élections européennes. Plus récemment, en 2022, lors des élections législatives et présidentielles, vous vous êtes intéressé au rôle des messageries cryptées dans ces élections nationales françaises. Vous réalisez par ailleurs des courts métrages pour la chaîne LCP, où vous répondez à des questions d'étudiants sur des grands thèmes de la désinformation : le Grand Remplacement, les Illuminati... Sur la base de l'ensemble de ces travaux, que préconisez-vous ?

Thomas HUCHON : En tant que journaliste d'investigation, j'essaie de prendre un sujet, de le fouiller de fond en comble et de travailler sur un temps long, c'est-à-dire de ne pas être contraint, comme de nombreux confrères, à devoir m'exprimer tous les jours sur un sujet, multipliant le risque de dire n'importe quoi. Plus nous prenons la parole, plus nous prenons le risque de dire n'importe quoi. J'espère que, dans cette analyse, je n'aurai froissé ni Gérald Bronner, ni Étienne Klein. J'ai commencé à m'intéresser au sujet de l'obscurantisme à l'époque où nous ne parlions pas de fake news, mais de théorie du complot. J'ai rencontré Rudy Reichstadt en 2013, m'intéressant à l'époque aux vrais complots. J'avais notamment été correspondant en Amérique du Sud et j'avais

beaucoup travaillé sur la question du coup d'État contre Allende organisé par Pinochet en 1973. J'ai découvert un autre "11-septembre" en discutant avec Rudy Reichstadt, ainsi que d'autres complots, mais cette fois-ci faux et complètement imaginés. Si les vrais complots ont fait l'histoire, le risque auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, c'est que les faux complots fassent l'histoire à leur tour. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela signifie que le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui a profondément changé, sans nous en rendre compte. Ce qui a profondément changé est notre manière d'accéder à l'information, à la connaissance et au savoir. Dans ce changement-là, il s'est passé tout un tas de perturbations, de dérégulations, de dérèglements et, un peu comme lors de l'épidémie de Covid-19 où nous essayions d'apprendre, de comprendre en marchant, notre vision du monde et notre accès à ce qui nous entoure ont profondément changé. Notre vision de tout cela a changé en même temps. Il ne faut jamais oublier que si des fake news circulent, c'est avant tout parce que certains les fabriquent. Je rejoins là totalement l'analyse de Rudy Reichstadt. Les sociétés modernes sont pourvues d'une forme de défaut qu'est la démocratie et qui permet à tout le monde de s'exprimer, y compris ceux qui sont très mal intentionnés et qui vont dévoyer cette liberté d'expression qui nous est offerte. En réalité, nous n'avons pas les armes pour lutter contre ceux qui détourneraient le fondement de ce qu'est la démocratie.

Il nous faut donc réfléchir à d'autres manières d'appréhender des valeurs fondamentales comme la liberté d'expression, qui aujourd'hui est un peu dévoyée. La liberté d'expression ne peut pas exister sans responsabilité de celui qui parle. En ce sens, les réseaux sociaux, qui sont devenus la principale source d'information des plus jeunes, mais pas seulement, ont changé la donne



puisque cette responsabilité du propos qui est tenu a sauté. Quand nous ne sommes plus responsables de ce que nous devons dire, nous pouvons déclarer n'importe quoi. En outre, il existe une « prime au n'importe quoi ». Nous avons tous grandi avec le principe que quand un homme politique était pris en flagrant délit de mensonge, il risquait d'être disqualifié. Depuis, le phénomène Donald Trump est arrivé, avec 4 % de propos vrais prononcés en 2016, ce qui revient à 96 % de propos faussés, chiffre colossal. Pour autant, il gagne les élections, ce qui signifie un nouveau rapport à l'information, à la science, mais aussi à nos institutions.

Tout a profondément changé sans que nous nous en rendions compte. Nous n'allons pas faire le procès des algorithmes, des recommandations de contenus ici, mais il importerait de le faire. Par exemple, ce que vous voyez n'est pas ce que je vois, ce qui peut poser problème, pas uniquement sur la qualité de ce que nous voyons, mais parce que quand nous ne partageons plus rien, il devient de plus en plus difficile de faire société. Cette séparation de la société génère la création de micro-sociétés, comme le définissait Tocqueville.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cette forme de fragmentation de la société crée un

problème. En appartenant à ces miniclans, nous n'avons pas du tout l'impression d'être dans un clan : nous avons l'impression d'avoir raison et que de nombreuses personnes pensent comme nous. Nous sommes en permanence renforcés dans cette certitude, ainsi que le formule Bruno Patino dans son ouvrage « La civilisation du poisson rouge » : nous montons en température un tout petit peu, nous nous radicalisons dans ce que nous croyions déjà sans nous en rendre compte. Comme il s'agit de ce que nous croyions déjà, nous avons l'impression de faire ce chemin intellectuel un peu nous-même. Or, ce n'est pas le cas. Cela entraîne des situations un peu ubuesques, par exemple lors des repas de Noël, notamment pendant les confinements, où nous craignons de parler de vaccination avec des membres de notre famille. Nous nous figurions alors le complotiste comme étant un jeune à casquette dans un quartier difficile. En réalité, nous découvrons les personnages de « tata-conspi » et « tonton-antivax ». Il se présente alors une autre problématique à laquelle, de mon point de vue, de nombreuses familles françaises ont été confrontées au cours des deux dernières années. Ces illustrations démontrent bien l'ampleur de ce phéno-

mène, le danger qu'il représente pour nous et pour lequel il faudra bien trouver des solutions.

Deux pistes de réflexion, qui ont déjà été abordées, se présentent. En premier lieu, nous ne pouvons plus tolérer que des entreprises étrangères décident de l'accès à l'information de nos compatriotes et qu'ils décident sur la base de critères sur lesquels nous ne pouvons pas effectuer de vérifications. Nous n'avons aucun organisme collectif qui vérifie les algorithmes de Facebook (Meta), d'Instagram et de TikTok. Nous ne pouvons plus tolérer qu'un tel bouleversement dans nos sociétés se fasse de manière aveugle pour les pouvoirs publics et pour la société elle-même.

La deuxième piste concerne les plus jeunes. Bien entendu, c'est plus simple parce que ces derniers vont encore à l'école et donc nous pouvons essayer de mettre en place pour eux des systèmes d'éducation aux médias et d'éveil à l'esprit critique. Il importe par ailleurs de ne pas occulter les plus âgés, les « tata-conspi » ou les « tonton-antivax ». Pour agir envers cette population, il n'existe pas beaucoup d'autres solutions que la formation professionnelle, notamment dans les entreprises. C'est l'un des leviers sur lequel il paraît nécessaire d'insister, a posteriori, non seu-

lement en raison d'enjeux sociaux et citoyens, mais aussi pour des questions de bon fonctionnement des entreprises : si Monsieur X du service comptabilité pense que la terre est plate, il n'est pas sûr qu'il comprenne bien les enjeux du groupe. Tout ceci doit nous interpeller et doit aussi amener la société française dans son ensemble à réfléchir à ces sujets pour envisager de trouver des solutions. Le rapport Bronner en apporte un certain nombre. Il est nécessaire d'aller plus loin et de faire en sorte que ces propositions ne restent pas lettre morte, mais qu'elles trouvent une concrétisation.

Anne TAGAND : *Nous poursuivons avec vous, Monsieur Freysselinard. Vous êtes actuellement un haut fonctionnaire, mais vous avez, tout comme d'autres ici, un parcours varié. Vous étiez initialement agrégé d'espagnol et historien. Vous avez donc commencé par enseigner puis, dans un second temps, vous avez intégré le corps préfectoral où vous avez occupé des postes de terrain, des postes de préfet de département et des postes au cœur du pouvoir en cabinet ministériel. Vous êtes passionné de nouvelles technologies et vous m'avez révélé avoir été le premier préfet à ouvrir un compte Facebook pour la préfecture que vous dirigez. Pour les plus jeunes, cela doit sembler ancestral et pourtant c'était il n'y a pas si longtemps. Vous dirigez actuellement l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur, qui a pour mission de former les hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, mais également des cadres du secteur privé. Avec votre connaissance des rouages de la vie institutionnelle, ainsi que votre expérience de terrain comme préfet de département, nous parlions du rapport aux institutions qui a changé. Comment peut-on réhabiliter la parole publique et comment voyez-vous la position du représentant de l'État ?*

Eric FREYSSELINARD : Facebook, c'était déjà en 2012. La préfecture de l'Aude était en effet la première préfecture de département à ouvrir un compte. J'avais aussi créé le site Internet de la préfecture du Rhône en 1996. Il

Le phénomène Donald Trump est arrivé, avec 4 % de propos vrais prononcés en 2016, ce qui revient à 96 % de propos faussés, chiffre colossal. Pour autant, il gagne les élections, ce qui signifie un nouveau rapport à l'information.

THOMAS HUCHON

importe de suivre son temps, mais aujourd'hui ne conseillerais pas Tik Tok. J'ai en effet été préfet dans plusieurs départements. Le préfet est un peu l'homme ou la femme sans nom et sans visage. Souvent, son identité n'apparaît pas dans les journaux : nous ne savons pas bien ce qu'il fait, nous en avons une vague image. Comme il porte de temps en temps un uniforme, beaucoup pensent que c'est l'homme de la police. En réalité, c'est bien plus que cela : il incarne le développement du territoire, de l'économie, de la culture, des questions sociales, du contrôle de légalité, etc. Nous représentons l'État et nous mettons en œuvre les politiques de l'État. Il existe même un contraste entre, d'un côté, la surpuissance attribuée au préfet, qui est une sorte de figure mythique, et le pouvoir réel qui est bien plus modeste. Nous vivons en effet dans un monde complexe, c'est ce qui explique une part de la perte de crédibilité des autorités de l'État aux yeux de nos concitoyens.

En premier lieu, nos décisions sont rarement individuelles mais collectives. J'explique toujours que lorsque nous évoquons le nombre de manifestants d'après la police ou d'après les organisateurs, celui de la police est le seul chiffre qui soit juste parce qu'une préfecture travaille en totale transparence. Un préfet ne peut pas inventer un récit de toute pièce. Toute décision est donc généralement collective. Le deuxième élément qui délimite notre action est l'État de droit. Toute personne qui menace de commettre un attentat terroriste ne peut être arrêtée de façon préventive, a fortiori des manifestants qui pourraient devenir violents, etc. Cette contradiction entre la puissance qui est attribuée au préfet et la réalité du pouvoir crée une frustration dans la société. Quelles solutions pouvons-nous apporter ? En tant que hauts fonctionnaires de l'État, comme tous les acteurs de la société bien sûr, nous

devons faire notre travail, qui nécessite une très grande énergie. Un exemple concerne les gens du voyage, qui occupent souvent des campements illégaux. Si nous suivons la procédure tranquillement, ils sont déjà partis avant que nous puissions les expulser. J'avais donc mis en œuvre, dans mon dernier poste, toute une organisation pour déclencher l'action immédiatement. Il en a résulté qu'en un an, soixante campements ont été évacués et le nombre d'occupations illégales a été divisé par quatre. Nous étions également parvenus à l'époque à installer un système de vidéosurveillance dans une commune réfractaire. Comment ? Nous y avons consacré de l'énergie, sans jamais renoncer. Le succès passe également par la parole, la discussion et la conviction.

Ensuite, exercer la fonction de préfet ne se résume pas seulement à mettre en œuvre les politiques publiques, c'est aussi, et tous les représentants de l'État le savent, sortir de son lieu de travail et aller à la rencontre des partenaires, des associations, des entreprises ou des collectivités locales. Il importe d'aller au contact pour en revenir enrichis, de discussions mais aussi de problèmes à régler.

Que faut-il faire en plus ? Il faut remettre de la sacralité, en s'appuyant par exemple sur les cérémonies patriotiques ou les remises de diplôme de naturalisation. C'est également ce qui constitue le sens du service national universel, qui a pour but d'insérer les plus jeunes dans une communauté nationale. Il est donc nécessaire de rétablir de la sacralité, tout en restant présent dans la proximité, comme rester deux ou trois heures après une cérémonie pour discuter. Le préfet étant souvent considéré comme un homme ou une femme sans visage et sans nom, en tant que citoyens, nous avons à lui remettre un nom et un visage. Il est également primordial d'associer, d'écouter et d'expliquer. Associer le



public, c'est par exemple, durant la crise du coronavirus, réunir les élus nationaux, locaux, régionaux, départementaux avec le CHU, l'ARS, les chambres consulaires, une à deux fois par semaine, à distance. Les acteurs réunis sont des personnes investies dans la société, et les messages peuvent mieux passer dans ces réunions collectives. Ensuite, il est nécessaire d'expliquer. Ainsi, je veille toujours à ce que les préfetures où je suis affecté soient présentes sur les réseaux sociaux, notamment pour diffuser du contenu au public. En troisième lieu, il est indispensable d'aller à la rencontre d'autrui en personne. Par exemple, pour prévenir une émeute urbaine, nous nous sommes rendus, avec la maire d'une commune, directement auprès de la famille d'un jeune dans le coma, à la suite d'une course poursuite.

Pour conclure, il ne faut pas seulement déclarer que nous agissons, mais il est également souhaitable que l'autorité soit présente, qu'elle s'incarne et que s'établisse un partenariat respectueux avec les autres acteurs, en les écoutant, en discutant et en construisant avec eux. La communication vers le citoyen ne doit pas se limiter à une communication à sens unique, mais doit se réaliser à double sens. Nous devons tous comprendre que

nous sommes une société et que toute la société doit avancer ensemble. À titre d'exemple, la Croatie est un des pays d'Europe, après la Finlande, qui détient le meilleur taux de sécurité. Ce n'est pas juste en raison de la présence de policiers – je n'en ai pas vu beaucoup –, mais c'est parce que la société fait « bloc ». En France, nous avons le devoir de faire à nouveau « bloc », particulièrement entre l'État citoyen, les associations et les entreprises, parce que nous en avons les atouts. Nous devons être conscients qu'en France, nous sommes très en avance dans de nombreux domaines. Pays pessimiste, nous sommes également le plus beau pays du monde.

Anne TAGAND : L'éducation revient dans tous vos propos et dans tous vos développements. Je vais m'adresser à Rose-Marie Farinella et à Thomas Huchon. Quels sont ces leviers de l'apprentissage pour les enfants avec qui vous avez travaillé ? Et pour les adultes ? Comment faisons-nous en sorte que cette éducation critique fonctionne ?

Rose-Marie FARINELLA : Pour intéresser les élèves, je leur propose des activités ludiques et créatives. Ils vont créer de nombreux contenus très variés.

En apprenant par la pratique, en créant des photos, des articles, ils peuvent mieux comprendre la difficulté de retranscrire la réalité qui est complexe, ainsi que les exigences éthiques et les contraintes techniques inhérentes à tout travail médiatique sérieux. Je m'appuie sur des thèmes qui aiguisent la curiosité des élèves. Je m'appuie sur leurs préoccupations, leurs centres d'intérêt, qu'il s'agisse d'Internet ou de la vraie vie. En photographiant leurs animaux de compagnie, leurs amis ou leur village, ils prennent conscience que nous pouvons valoriser ou dévaloriser un lieu ou une personne, et susciter des interprétations différentes selon le moment où nous prenons la photo, le cadrage, l'angle de vue, ainsi que les réglages de l'appareil. Une photo est censée refléter l'exacte réalité, mais elle n'en fixe que des fragments.

Les élèves constatent ainsi combien il est facile de manipuler une photo sans le moindre montage, en donnant une information erronée sur le lieu ou bien sur la date à laquelle elle a été prise. Par qui ? Pourquoi ? Comment ? Dans quel contexte ? Je m'appuie aussi beaucoup sur des improvisations théâtrales. Par exemple, certains élèves se mettent dans la peau de journalistes, d'autres jouent le rôle de personnes interviewées. Avec ces improvisations, ils constatent

l'importance de recueillir les différents points de vue, souvent contradictoires, des protagonistes impliqués dans un événement, et l'importance de faire la différence entre une opinion et un fait prouvé. Cet exercice suscite de nombreuses questions. Par exemple, est-il facile pour un journaliste d'être objectif ? L'objectivité existe-t-elle ? Les témoignages ont-ils tous la même fiabilité ? Autre exemple, nous réalisons également des improvisations avec des élèves qui font de la publicité pour du dentifrice. Déguisés avec une blouse blanche pour travailler sur « l'effet blouse blanche », les élèves comprennent mieux les conflits d'intérêts, la subjectivité et l'objectivité.

Un autre levier consiste ensuite à développer les compétences liées à l'esprit critique sur des thématiques très variées dans toutes les matières enseignées pour les renforcer. Par exemple, vérifier la source d'une information est aussi important en histoire-géographie qu'en sciences de la vie et de la terre, ou encore en arts plastiques. Un autre moyen revient à mettre en avant les débats et le travail collaboratif. L'exercice consistant à vérifier une information s'y prête très bien, à l'instar de la plateforme collaborative hoaxbuster.com qui a été créée en l'an 2000. Un dernier levier vise à favoriser les expérimentations scientifiques et technologiques. À titre d'exemple, la vérification de l'authenticité de photos de fantômes, diffusés sur une chaîne YouTube à neuf millions d'abonnés, avait pu donner l'occasion d'expérimenter le maniement d'un appareil photo avec un photographe professionnel. En allongeant le temps de pose, nous avons réalisé des photos d'élèves qui ressemblaient à des fantômes. Le site La Main à la pâte est un site qui se révèle être une mine d'or sur ces expérimentations.

Anne TAGAND : *Nous terminons la question avec les outils pour les adultes qui sont sans doute des vecteurs moins ludiques, quoique...*

Thomas HUCHON : Aujourd'hui, tout le monde peut se rêver journaliste, en étant capable de publier des informations et en même temps parce que tenter de chercher de l'information,

ou bien remonter à la source d'une donnée, est devenu pratique courante. C'est exaltant que toute une société puisse décider d'aller chercher en même temps une source d'informations. Le problème qui se pose est que nous n'utilisons pas toujours les bonnes méthodes, les bons outils. Nous avons beau poser la bonne question sur le moteur de recherche, nous trouvons très rarement la bonne réponse.

Un premier enjeu est de rendre ludique la vérification d'informations. C'est aussi vrai pour les plus jeunes que pour les adultes. Cette démarche peut par exemple se réaliser en famille, ou entre amis.

À titre personnel, j'ai essayé de mettre en place des ateliers basés sur mon travail de journaliste. Dans un film que nous avons réalisé avec Rudy Reichstadt en 2015, nous avons piégé les complotistes avec une fausse information, à savoir que le sida avait été inventé par la CIA. Gérald Bronner avait d'ailleurs lui aussi participé à cette expérience avec nous. Nous avons souhaité montrer aux spectateurs un faux film sans qu'ils en connaissent le contenu, qu'ils y croient et que nous leur présentions ensuite la vérité. Ainsi, ils tombent un peu de leur chaise. La démarche spécifique est de réfléchir ensemble et de trouver comment nous sommes trompés, en vue de comprendre les codes du mensonge et qu'in fine nous ne puissions plus nous mentir. C'est une méthode un peu originale, qui a d'ailleurs suscité un certain nombre de polémiques d'un point de vue pédagogique. Il est courant que toute forme de pédagogie nouvelle suscite des polémiques dans la méthode de transmission du savoir. J'ai réalisé cet atelier plus de trois cents fois dans des collèges et des lycées avec des adolescents, et j'ai dû mener cette expérience une

centaine de fois avec des adultes, avec le soutien du ministère de la Culture. L'objectif était de susciter aussi chez les adultes l'envie d'acquiescer ce réflexe-là. La journée se termine par un atelier de création de nos propres théories du complot, parce que c'est en effet en fabriquant des mensonges que nous apprenons aussi à se prémunir des mensonges.

Cette méthode pourrait donc marcher. Il est nécessaire de comprendre que la vraie solution viendra du temps que nous pouvons consacrer à cela. La vraie problématique vient de là. Pour faire de la science, pour faire de l'intelligence, pour faire du savoir, il est nécessaire de disposer de temps. L'immédiateté des outils numériques nous empêche de concevoir et de penser ce temps, et donc de l'utiliser à bon escient. Il convient également de comprendre que cette hygiène mentale, cet esprit critique que nous appelons de nos vœux, passera aussi par une forme d'hygiène numérique, de diète des réseaux sociaux. Une brève diète numérique peut aussi nous aider à retrouver ce temps qui est notre seul vrai allié. Pour faire de l'esprit critique, il faut plus de temps.

Question du public : *J'ai beaucoup apprécié tout ce qui a été dit et je dois vous dire d'où je parle. Depuis 45 ans, j'accompagne des victimes, anciennes adeptes de sectes, dans une reconstruction, et mon métier est un métier d'avocat. J'ai donc un point de vue de juriste dans cette approche-là. Ce qui m'a paru essentiel dans l'utilisation des obscurantismes par les groupes de nature sectaire est la mise en place d'une emprise. Cette emprise-là, je l'ai trouvée assez absente de vos échanges et je le regrette un peu. Ce que j'ai également appris durant ces 45 années, pratiquement toute ma vie, d'activités de bénévolat et de militantisme, c'est qu'il existe toujours, derrière l'obscurantisme, un projet politique qui est de nature de changement de paradigme. Une sociologue américaine, en faveur du changement de paradigme, a écrit là-dessus un livre « Les enfants du verseau : pour un nouveau paradigme ». Il s'agit de Marilyn Ferguson. Elle explique qu'il faut changer les*

En France, nous avons le devoir de faire à nouveau « bloc », particulièrement entre l'État citoyen, les associations et les entreprises, parce que nous en avons les atouts.

ERIC FREYSSELINARD

paradigmes sur lesquels nos sociétés se sont construites et remplacer la raison, la rationalité, par l'intuition. Et je m'interroge si nous assistons aujourd'hui à cela à grande échelle, démultipliée par les réseaux sociaux.

Catherine FERRIER : Nous avons néanmoins observé une prise de conscience de ces phénomènes. Ce qui manque surtout, c'est le temps que chacun va prendre pour lutter contre ces emprises. C'est une vraie question.

Question du public : *Voyez-vous d'un mauvais œil le fait que de nos jours les médias et l'information soient détenus par une minorité de personnes et donc que les visions proviennent finalement d'une seule et même source ?*

Thomas HUCHON : Vous évoquez la concentration d'un certain nombre de médias dans les mains de quelques milliardaires.

Pour vous donner mon point de vue, j'ai travaillé pour un journal qui appartenait à Monsieur Dassault. J'ai ensuite travaillé pour une chaîne qui appartenait à Monsieur Bolloré, puis pour une chaîne qui appartenait à Monsieur Bouygues. Personnellement, je n'ai jamais reçu de consignes dans l'oreillette et j'ai pu travailler comme je le souhaitais sur tous sujets. Bien entendu, il peut s'avérer problématique que les médias n'appartiennent pas aux journalistes qui les fabriquent, mais cette situation relèverait d'un rêve éveillé. La question n'est pas tant celle-là. Le pluralisme de l'information n'est pas forcément garanti par des médias aux mains de journalistes. Je ne suis pas si sûr que nous soyons plus indépendants de nos propres idéologies que les dirigeants pour qui nous travaillons. L'indépendance se construit, mais n'occulte pas un certain nombre d'angles morts. Le fait que des dirigeants milliardaires puissent posséder des médias peut poser un problème, mais ne prouve pas quelconque forme de censure. Monsieur Bouygues n'a pas les mêmes intérêts que Monsieur Bolloré qui lui-même n'a pas les mêmes intérêts que Monsieur Dassault. Par exemple, ce qui doit sortir sur le titre d'un de ces dirigeants ne sortira peut-être pas

dans les journaux d'un autre, mais dans les journaux d'un troisième, et inversement. Aux États-Unis, cela ne pose pas de quelconque problème. Ainsi, le quotidien le plus respecté au monde, le *Washington Post*, appartient lui aussi à un milliardaire, en l'occurrence Jeff Bezos, le dirigeant d'Amazon.

Les médias sont ce que nous en ferons ou ce que vous en ferez. Achetez des journaux, payez pour vous informer, c'est la meilleure manière d'éviter la désinformation.

Rudy REICHSTADT : Pour compléter très rapidement ce que vient de dire Thomas Huchon à l'instant, je rappelle que toute une partie de la presse en France échappe à l'emprise de ces hommes d'affaires.

Une autre raison justifie l'achat de médias par ces hommes d'affaires. Pour rappel, leurs principales activités ne concernent pas les médias, mais les industries, qui sont parfois des industries lourdes. Dans les négociations qu'ils peuvent mener dans leur vie professionnelle et économique, il est important pour eux de détenir ce type d'atouts dans la poche, pour impressionner les interlocuteurs avec qui ils négocient, en déclarant : « Moi, attention, je dirige ce groupe de médias, etc. » Peu de milliardaires ont un réel projet politique et idéologique derrière leur achat. Un exemple visible est incarné par Rupert Murdoch aux États-Unis, avec Fox News. En France, c'est assez peu lisible.

En outre, s'il existe des phénomènes d'autocensure chez les journalistes, le pluralisme des médias garantit leur indépendance. Aujourd'hui, nous avons la chance de vivre dans un pays où nous pouvons acheter de la presse d'extrême droite, d'extrême gauche, de gauche ou de droite, etc.

Dernier point, comme le rappelait Raymond Aron, le principal patron, c'est le lecteur. En vous positionnant contre le lecteur de votre journal, vous rencontrerez beaucoup de difficultés pour continuer à y écrire. C'est ce qui s'est réalisé pour Raymond Aron à l'époque où, dans les colonnes du *Figaro*, il expliquait qu'il était souhaitable de décoloniser l'Algérie. Il ne faut donc jamais oublier que l'indépendance est

une très bonne chose. Mais les journaux sont-ils réellement indépendants à l'égard de leurs propres lecteurs, de leur propre clientèle ? La question mérite d'être posée.

Question du public : *La Fondation Jean Jaurès a expliqué, dès 2021, que les professeurs, les jeunes professeurs notamment, étaient finalement assez peu formés à la laïcité ou en tout cas avaient reçu une formation minimaliste à la laïcité. Comment peut-on former tous les professeurs à parler de laïcité et pas seulement le professeur d'histoire-géographie ? Par ailleurs, comment fait-on pour valoriser concrètement sur le terrain tous les partenariats qui peuvent exister entre le public, le privé et le tissu associatif local ?*

Eric FREYSSELINARD : Les réponses sont multiples : il existe des modules d'enseignement à la laïcité ou d'éducation civique dans les cursus pour devenir professeur. Il existe également des actions associatives et des opérations au niveau des lycées et des collèges. Il est vrai, et je comprends votre interrogation, que nous pouvons faire mieux et plus, mais ce sont tous les services de l'État, qu'il s'agisse de l'Éducation nationale, de la politique de la Ville ou d'autres services, qui doivent participer à ce sujet. Je rappelle aussi l'existence du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), qui multiplie des messages sur le Web, tels que des contrediscours, avec de la formation, l'affirmation de vérités, d'assertions justes sur la laïcité, le respect des autres et des religions, l'explication de notre appartenance à une République laïque, neutre, etc. Face au complotisme, face à cette affirmation des identités, nous avons à redoubler d'action. Nous devons rappeler que l'Histoire, avec la loi de 1905, s'est aussi construite contre l'Église catholique, qui était à l'époque dominante. Nous n'habitons pas un pays particulièrement anti-musulman : si nous sommes parvenus à instaurer la laïcité dans un pays qui était très catholique, nous devons pouvoir encore le faire dans la France contemporaine. C'est un enjeu et un travail pour tous. ■

Combattre par la clarté



◆
Frédéric WORMS,
philosophe, professeur

Catherine FERRIER : Frédéric Worms est professeur d'université à l'École Normale supérieure qu'il dirige depuis 2022. Il est aussi directeur du Centre international d'études sur la philosophie française contemporaine et membre du Comité consultatif national d'éthique. À l'instar d'Etienne Klein, c'est un philosophe qui chaque jour rend accessible la philosophie à tout le monde. Quand j'ai contacté Frédéric Worms et qu'ensemble nous nous sommes posé la question « que faire pour allumer l'esprit des Lumières ? », il m'a simplement répondu « il faut de la clarté ». Cela paraît limpide.

Frédéric WORMS : Je suis très honoré d'être ici pour la deuxième fois dans ce colloque et avec à chaque fois des enjeux majeurs, qui ne cessent en un sens de s'aggraver. Je souhaiterais d'abord vous remercier parce que vous abordez non seulement le thème général des Lumières face à l'obscurantisme ou de la clarté, qui est la valeur principale des Lumières, mais aussi sur leur effet face à l'obscur, à l'obscurité et à l'obscurantisme. Vous ne l'abordez pas seulement en général, mais vous l'abordez aussi face à des questions précises, face à des problèmes précis qui se posent aujourd'hui. Ils se posent en particulier, je n'y reviendrai d'ailleurs que très peu moi-même, sur la question des nouveaux outils de l'obscurantisme, des nouvelles techniques, des sauts technologiques qui amènent à des nouveaux degrés dans ce combat qui a quelque chose qui nous semble éternel au fond, à tel point que la clarté, qui est quelque chose de très concret, se redouble justement dans un principe, même dans des principes, et dans un idéal qui est celui des Lumières. Alors que l'obscurité, qui est aussi toujours quelque chose de très concret, se redouble de façon

perverse dans une sorte de jouissance de l'obscurité, de désir ou de manipulation de l'obscurité, qui est le propre des obscurantismes.

Cela nous paraît presque impossible mais malgré tout, il y a ce double redoublement de la clarté en orientation, en désir et en principe, et l'obscurité en redoublement vers l'obscurantisme. Mais ce que je voudrais faire, c'est justement revenir d'abord sur cette valeur des Lumières, face à ce danger de l'obscurantisme, revenir à la clarté au premier niveau, au travail concret des Lumières et à la clarté qu'elles peuvent et qu'elles doivent poser, non pas seulement contre l'obscurantisme, mais face à des obscurités concrètes. Et donc, ce que je voudrais souligner très brièvement, très concrètement, c'est comment, au fond, la clarté, tout ce que les humains ont construit de clair, s'est d'abord construite face à des problèmes, pour affronter les problèmes. Je dirais même finalement comment enseigner, comment répondre par nos institutions d'enseignement, politiques, et les autres d'ailleurs, à ce nouveau défi de l'obscurantisme ?

Je pense justement d'abord en partant des problèmes, en partant du négatif, des problèmes qui se posent et je vais en distinguer deux sortes. Je pense sincèrement que la seule façon de convaincre de la clarté, c'est d'assumer les problèmes. Convaincre de la nécessité de la clarté, c'est assumer la réalité des problèmes. Le premier type de problème est évident et je pense que nous avons tous l'espoir que ce sont ces problèmes qui vont nous ramener vers l'exigence de la clarté, l'exigence de la science, l'exigence des Lumières et aussi l'exigence de la justice. Les premiers types de problèmes, ce sont les problèmes objectifs, les problèmes objectivement vitaux. Nous en avons tant aujourd'hui. La pandémie nous l'a révélé. Le réchauffement climatique nous le montre et il n'est plus du tout un fantasme que certains peuvent dénoncer comme un faux problème. Il est de toute évidence un problème. Chaque été, chaque hiver, chaque jour, chaque soir, on en vit la dangerosité, la réalité.

La première clarté, beaucoup de philosophes l'ont dit et on l'oublie souvent, c'est la clarté de bien poser les problèmes, pas seulement la clarté acquise des solutions à des problèmes résolus, ce qui est fondamental aussi et c'est le rôle de l'enseignement.



On peut et on doit avoir l'espoir que cette intensité des problèmes nous ramène à une exigence de clarté, à une exigence de savoir. Et je pense que c'est notre espoir, c'est notre confiance, c'est notre responsabilité aussi. Je m'occupe en effet d'une institution interdisciplinaire qui mobilise tous les savoirs pour traiter ces problèmes et on a tous l'impression que la génération des étudiants a vraiment conscience de cette urgence des problèmes dont il faut repartir, y compris dans l'enseignement, y compris tous les jours dire « vous avez raison d'être inquiets, il y a des problèmes et pour y répondre, il faut en effet de la clarté ». Et la première clarté, beaucoup de philosophes l'ont dit et on l'oublie souvent, c'est la clarté de bien poser les problèmes, pas seulement la clarté acquise des solutions à des problèmes résolus, ce qui est fondamental aussi et c'est le rôle de l'enseignement, mais je vais y revenir. On a déjà résolu des problèmes dans l'histoire de l'humanité. On ne part pas de zéro. On a résolu scientifiquement mais aussi pratiquement des problèmes. Mais il faut partir des problèmes que l'on n'a pas encore résolus, et même qui se posent à nous et aux générations non seulement futures mais immédiatement concernées par l'avenir immédiat.

Il convient donc de partir des problèmes, d'assumer les problèmes. C'est là qu'arrive notre étonnement et notre indignation, à tous et à toutes je pense, même à ceux qui inconsciemment vont être dans ce que je vais dénoncer dans un instant. Nous nous disons tous aujourd'hui : au fond, il y a des problèmes immenses. Il y a le climat, il y a la menace sur la vie elle-même à un degré nouveau, il y a des problèmes objectifs de santé mondiale, de santé publique, de santé globale. La pandémie a été terrible mais, tout le monde le sait, elle peut annoncer des risques sanitaires pires encore. En un sens, elle aurait dû servir elle-même comme vaccin et non pas seulement résolue par des vaccins. Nous avons tous ces problèmes et voilà qu'en plus, malgré tous ces problèmes objectifs, les humains y ajoutent leurs problèmes politiques, leurs problèmes

Ce dont nous avons peur aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des outils numériques et de leurs effets délétères en eux-mêmes, mais ce sont de leurs contenus conflictuels.

intersubjectifs. En plus du réchauffement, il y a la guerre et la guerre qui était en un sens partout mais lointaine et qu'on croyait disparue, la voilà revenue non seulement au cœur de l'Europe mais d'une certaine façon avec une dimension mondiale qui apparaît dans les discours.

Aussi, puisqu'il faut être très clair, ce dont nous avons peur aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des outils numériques et de leurs effets délétères en eux-mêmes, mais de leurs contenus conflictuels, terriblement conflictuels : une sorte de guerre civile idéologique mondiale sur les réseaux qui n'a d'ailleurs, ce n'est peut-être que le seul côté rassurant, pas été engendrée par les outils. C'est évidemment toujours les idées, ce sont les contenus eux-mêmes. Mais ce retour des conflits nous sidère et nous pensons au fond : comment se fait-il qu'il y ait ce redoublement ? Or, ce deuxième ordre des problèmes, là aussi, il faut l'assumer et nous ne le découvrons pas. Il y a toujours eu les conflits humains, peut-être en fait avant les autres problèmes et qui les redoublent. Il faut être naïf pour penser qu'ils ont disparu.

Face à ces problèmes, nous avons déjà des solutions, nous avons des réponses. Quelles sont ces réponses ? Des réponses

qui sont issues de ces problèmes. Il ne faut surtout pas, ce serait mon message d'aujourd'hui, les prendre comme des vérités éternelles, qui le sont peut-être d'ailleurs comme « deux et deux font quatre », mais même « deux et deux font quatre » et le théorème de Pythagore ont été découvertes, elles sont rétrospectivement éternelles. Mais les réponses que nous avons aux problèmes politiques ne sont pas des vérités que tout esprit admet immédiatement. Elles ont été conquises contre des problèmes. Quelles sont ces réponses ? Ce sont les principes, moraux, juridiques, politiques, les principes dont, en effet, tout le monde s'est réclamé aujourd'hui, que les institutions incarnent et qui sont les principes qui s'incarnent dans les démocraties, ou plutôt les principes qui font ce que les démocraties ont de démocratique. Les principes s'inscrivent, par exemple, dans le fait d'éviter les conflits entre les humains, de les leur faire exprimer dans un cadre commun, autrement appelé le cadre républicain, le cadre démocratique des élections, etc. Les principes sont là pour traiter les problèmes des humains. Et nous avons déjà aussi des réponses à certains problèmes objectifs scientifiques. Les médecins n'ont pas su tout de suite traiter le Covid, mais ils traitaient déjà d'autres maladies, et ils ont quand même trouvé une réponse partielle au problème du Covid avec les vaccins dont il a été question. Donc il y a des réponses partielles à ces redoublements politiques et aux problèmes objectifs des humains. Mais évidemment, tout le monde sent qu'apparaissent de nouveaux risques face à ces principes. Ce que je voudrais souligner aujourd'hui, c'est que pour répondre à ces risques, il y a une erreur, qui est d'ailleurs peut-être celle de nos générations à certains – en tout cas moi je l'assume, au cœur de ma génération – et je vais essayer de me situer historiquement en deux mots à ce propos. L'erreur serait de croire que parce que nous avons résolu certains problèmes humains conflictuels, guerriers ou politiques par des principes, nous les aurions déjà tous résolus. Il existe aujourd'hui une menace de régression sur ces principes-mêmes qui nous permettent une paix civile au moins minimale. Mais, face à ces menaces de

régression, et peut être engendrant aussi ces menaces de régression, il est apparu le risque d'une illusion dont nous avons en partie été victimes en 1989. Nous avons été, ma femme et moi, parents très jeunes. Nous avons eu une petite fille en 1989, presque le jour de la chute du mur de Berlin. Nous avions pensé pour elle, pour sa génération que : voilà, c'est fini. C'est la question de la fin de l'histoire qui s'est posée, avec cette idée que nos principes allaient se réaliser un peu partout dans le monde, on a même pu désigner nos pays comme les démocraties.

Or, le premier geste pour éviter la régression d'aujourd'hui est d'éviter l'illusion de la démocratie parfaite. Il faut assumer que la démocratie est un principe, Tocqueville l'a montré, qui se réalise, mais toujours partiellement, avec des seuils, des paliers irréversibles. Un pays disposant du suffrage universel a franchi un seuil dont les pays qui ne l'ont pas voient à quel point il leur manque. Il ne faut pas minimiser ce seuil, les seuils sont des absolus. Malgré tout, une des grandes erreurs, c'est de croire que nous ne devons plus assumer les problèmes politiques, nos problèmes politiques, que nous ne pouvons plus assumer les progrès de la démocratie encore à faire dans nos pays, que nos pays n'auraient plus de problèmes politiques. L'illusion de l'absence de problèmes crée la frustration et la critique des principes, qui sont pourtant la seule manière de résoudre ces problèmes. Nous avons donc d'une certaine façon besoin de ranimer ces principes, cette clarté des principes, en montrant comment ils peuvent éclairer non seulement les problèmes objectifs, mais aussi les problèmes politiques entre les humains. Et c'est le sens aussi aujourd'hui du retour aux Lumières, ce retour, à la fois en les assumant complètement mais également en montrant comment les démocraties peuvent assumer leurs problèmes.

C'est le cœur, je crois aujourd'hui, d'un retour scientifique interdisciplinaire

aux Lumières. Et je voudrais saluer ici l'élection récente au Collège de France d'Antoine Lilti, titulaire d'une chaire d'histoire des Lumières, jeune historien des Lumières qui a publié un livre majeur sur les Lumières et le retour aujourd'hui à des Lumières critiques sans être une critique des Lumières. Parce qu'évidemment la critique des Lumières désigne justement le rejet entier de vos principes universels et même de votre science rationnelle parce qu'elles n'ont pas tout résolu. Ce n'est pas le sujet. Il nous faut aujourd'hui assumer les Lumières, une clarté sur les problèmes, y compris l'histoire compliquée des Lumières : l'histoire des Lumières qui ont toléré un certain nombre de choses, qui ont toléré l'esclavage, qui ont toléré l'absence de vote des femmes, qui sont encore à améliorer en interne sur certains sujets extrêmement importants et sans y renoncer pour autant. De cette façon, il me semble que la clarté que nous devons assumer est une clarté qui n'est pas seulement un résultat rétrospectif de la science et de la démocratie, mais qui est encore à conquérir, difficilement, dans la démocratie comme dans la science.

La clarté est toujours un résultat. Descartes lui-même l'avait dit : « on expose clairement ce que l'on a découvert ». C'est ce qu'il intitulait l'ordre de la synthèse. Mais dans l'ordre de la découverte, nous recherchons, nous sommes dans l'obscurité, et c'est normal. Il existe donc une clarté de l'exposition de ce que nous savons et un combat avec l'obscurité dans la recherche de ce que nous ne savons pas. De même, il existe la clarté des principes acquis et la nécessité d'éclairer à travers eux les obscurités du présent, de répondre aux frustrations encore démocratiques de nos pays, sans renoncer aux principes qui sont la condition de ces progrès. Et, d'une certaine façon, je pense que ce qu'il convient de faire est d'assumer une clarté comme principe face à des problèmes qui les menacent. Et je vais terminer en voyant le problème, qui

Les réponses que nous avons aux problèmes politiques ne sont pas des vérités que tout esprit admet immédiatement. Elles ont été conquises contre des problèmes.

est le nouveau problème dont vous avez parlé, c'est-à-dire la critique même de la clarté. Mais je voudrais quand même insister sur la puissance passionnelle des problèmes avant de venir à ce dernier point et de conclure.

Cette puissance des problèmes, nous pouvons l'observer sur les réseaux sociaux. Lors d'une discussion avec Daniel Cohen dans notre cadre de débat collectif, il déclarait, comme cela a été dit notamment par Rudy Reichstadt, que les réseaux sociaux abritent de la passion et de la haine : de la passion, comme la passion de se distinguer, la passion démocratique également d'avoir le droit à la parole, la passion paradoxalement démocratique de pouvoir tout critiquer, y compris deux et deux font quatre, y compris le réchauffement climatique, y compris la rondeur de la terre... débat qui s'est tenu avec une ministre de l'Éducation au Brésil, qui était platoniste. Cette passion est une passion qui doit absolument se tourner vers les vrais problèmes. Des générations aujourd'hui se passionnent pour résoudre

L'erreur serait de croire que parce que nous avons résolu certains problèmes humains conflictuels, guerriers ou politiques par des principes, nous les aurions déjà tous résolus.

les problèmes de la Terre, les problèmes du climat, les problèmes de la santé, les problèmes politiques, les problèmes des humains. Je voudrais rappeler que nous sommes pris aujourd'hui entre deux sortes de passions et que la passion des problèmes est ce sur quoi nous devons nous appuyer pour rétablir celle de la raison, des lumières, de la clarté, des principes et de la politique.

Mais il est vrai, et je conclurais là-dessus, que le problème que vous avez traité toute la journée ne désigne pas seulement le problème général de l'obscurantisme face aux Lumières, ce qui a conduit d'ailleurs le XVIII^e siècle, au fond, à faire de la clarté concrète un principe général et à dénoncer non seulement l'obscurité, mais aussi l'obscurantisme. Nous faisons face à un nouveau problème de l'obscurantisme,

à des nouvelles techniques, à de nouveaux dangers. Il est donc nécessaire de les identifier par la passion d'y répondre. Quels sont les règlements ? Quelles sont les régulations ? Quelles sont les limites ? Quels sont les droits ? Quelles sont les institutions qui nous protégeront des dérives obscurantistes ? Quels sont aussi les progrès de la science qui démontreront qu'il est possible de traiter les problèmes ? Quelles sont les sciences sociales pour traiter les injustices ? Quelles sont les sciences médicales pour traiter les problèmes de santé ? Quelles sont les géosciences pour affronter les problèmes du climat ? Quelles sont toutes les sciences du vivant pour traiter des problèmes du vivant ?

Il faut donc cette passion de la clarté pour répondre aux passions sinistres des obscurantistes. ■

La clarté que nous devons assumer est une clarté qui n'est pas seulement un résultat rétrospectif de la science et de la démocratie, mais qui est encore à conquérir, difficilement, dans la démocratie comme dans la science.

Discours de clôture



Sonia BACKES,
secrétaire d'État en charge
de la citoyenneté

Il me revient de clore les travaux de ce Colloque Claude Érnigac. Au-delà d'un objet intellectuellement passionnant, l'obscurantisme recouvre en effet un enjeu politique concret. Il constitue un défi considérable pour la démocratie, et donc pour l'État qui en est le garant. La condition *sine qua non* de la démocratie, c'est avant tout l'exercice de la raison. Or, l'obscurantisme est par définition une attitude, un système politique ou religieux qui s'oppose à la diffusion des Lumières, des connaissances et du progrès. Il s'agit bel et bien d'un « mal profond qui menace le modèle républicain », pour reprendre le titre d'une des tables-rondes.

Le premier de ces constats est que l'obscurantisme, dans ses différentes

manifestations, n'est pas un phénomène nouveau. Il a pris, au fil du temps, des formes diverses et évolutives, même si, historiquement, il a d'abord et longtemps été associé au fait religieux.

La lutte contre les obscurantismes a, depuis des siècles, mobilisé les forces vives de notre pays, jusqu'à devenir, notamment avec la Révolution française et ses soubresauts, un des moteurs puissants de son histoire contemporaine. Encore faudrait-il précisément éviter de tomber dans le piège qui consiste à faire de la Révolution française le point culminant de cette lutte. L'affaire est bien plus ancienne. Dès le Moyen Âge se met en place cette dialectique profonde et puissante qui voit « *l'orgueil du trône* » se confronter à « *l'orgueil de l'autel* », pour reprendre les mots utilisés par Verdi dans son *Don Carlos*. Lorsque Philippe Auguste ou Philippe le Bel posent les fondements de l'État moderne, celui dont nous sommes aujourd'hui les dépositaires, ils assument une tension parfois brutale avec Rome dont les échos se feront ressentir bien des siècles plus tard, lors de la loi sur la constitution civile du clergé d'août 1790, le concordat de Messidor an IX ou, encore après, la loi de 1905. La Renaissance, avec son cortège d'avancées scientifiques et de floraison artistique, a eu pour effet de faire reculer les ténèbres, mais dans quelle douleur ! Le XVIII^e siècle est bien entendu celui des Lumières, dont les ferments féconds apporteront – associés à d'autres facteurs économiques et sociaux – le bouleversement majeur que fut la Révolution française. Avec la chute de la monarchie absolue de droit divin et l'abolition des privilèges, celle-ci voit, non sans excès, le triomphe d'une forme de rationalisme dans l'organisation politique et administrative de la vie publique et

l'émergence d'une Nation faite d'individus libres et égaux en droits, mais surtout d'individus éclairés. Il n'est qu'à regarder le fameux tableau représentant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, peinte par Jean-Jacques François Le Barbier, auréolée des rayons de soleil perçant les nuages pour comprendre la signification profonde de ce texte, philosophique avant d'être juridique.

Mesdames et messieurs les membres de l'association du corps préfectoral, vous êtes, nous sommes donc les dépositaires de cet héritage plusieurs fois séculaire : celui d'un État qui s'est, au fil du temps, affirmé et construit contre les obscurantismes. Napoléon Bonaparte, à qui préfets et sous-préfets doivent leur existence, l'avait immédiatement compris et saisi. Parmi les masses de granit qu'il a légué à la postérité, l'Université figure au même rang que le Code civil, le corps préfectoral ou la Légion d'honneur. On oublie trop souvent que le Consulat et l'Empire ont servi de cadre à des percées scientifiques autant qu'à des victoires militaires.

L'obscurantisme n'est donc pas un phénomène nouveau, et la lutte contre l'obscurantisme occupe, nous venons de le rappeler, une place centrale dans la construction et l'affirmation de l'État. Ce qui est nouveau, en réalité, c'est la diffusion virale dans les réseaux sociaux des obscurantismes des temps modernes.

Je voudrais ici citer le grand Umberto Eco, dont l'une des œuvres majeures, *Le Nom de la rose*, traite justement de la lutte contre les obscurantismes. Nous sommes sans doute nombreux à avoir lu ce livre captivant, et à nous être sentis plus éveillés et éclairés, plus sages, en le refermant. Nous sommes sans doute nombreux à avoir été émerveillés par l'adaptation magistrale qu'en a fait Jean-Jacques Annaud au cinéma. Un jour, vers la fin de sa vie, Umberto Eco a eu cette réflexion très juste :

La lutte contre les obscurantismes a, depuis des siècles, mobilisé les forces vives de notre pays, jusqu'à devenir, notamment avec la Révolution française et ses soubresauts, un des moteurs puissants de son histoire contemporaine.

« Les réseaux sociaux ont donné le droit de parole à des légions d'imbéciles qui, avant, ne parlaient qu'au bar, et ne causaient aucun tort à la collectivité. On les faisait taire tout de suite. Aujourd'hui, ils ont le même droit de parole qu'un prix Nobel ». Cette viralité permet aux obscurantismes de s'infiltrer dans tous les débats et tous les événements collectifs. En niant le savoir, ils permettent à l'opinion de prendre le pas sur la raison, au mensonge sur la vérité, aux passions sur le doute et l'altérité. À grands renforts d'algorithmes pervers, l'entre-soi se développe autour d'intuitions, de contre-vérités, se poursuit dans un « nous contre eux » et finit bien souvent dans la haine de l'autre. Il favorise le développement de petites « communautés » de semblables unis dans leurs croyances et, souvent, dans l'idée « qu'on nous ment ».

Le doute ne nourrit plus la réflexion mais déclenche la suspicion. Enfin, l'accélération des échanges ne permet plus le temps que requiert la réflexion et le faux se diffuse plus vite que le vrai.

Ce faisant, le phénomène menace non seulement le vivre ensemble mais aussi, et c'est plus grave, les fondements de notre République, nos valeurs. Ce phénomène est mondial, mais cela ne doit pas nous conduire à l'accepter comme une fatalité. Le développement des théories complotistes est ainsi particulièrement inquiétant. Aux États-Unis, le mouvement QAnon a largement contribué à la marche sur le Capitole de janvier 2021. En Allemagne, plus récemment, le mouvement dit « Reichsbürger », lui aussi nourri de théories complotistes, a été démantelé alors même qu'il fomentait un coup d'État. Dans d'autres sphères, le succès des thèses créationnistes (40 % des Américains y adhèrent), la remise en cause des faits scientifiques comme le changement climatique (22 % des Français n'y croient pas) ou encore le succès des médecines dites alternatives – qui n'en sont pas – doivent également nous alerter. Enfin, je suis particulièrement attentive à l'évolution du phénomène sectaire qui connaît une recrudescence et une évolution inquiétante de ses formes. En plus d'un

regain des mouvements connus, nombre de nouveaux gourous 2.0 émergent et exploitent les vulnérabilités de nos concitoyens et fondent, sur le terreau des nouveaux obscurantismes leur commerce mortifère.

Le point commun de ces mouvements est la remise en cause du fait scientifique qui repose plus largement sur la remise en cause progressive de l'autorité intellectuelle ou morale. La défiance accrue à l'égard des élites constitue probablement un facteur aggravant. En tant qu'élue, et membre du gouvernement, je vous le dis avec une certaine humilité : les responsables politiques doivent peut-être endosser leur part de responsabilité. À l'évidence, les promesses non tenues, la tentation trop fréquente de faire le jeu des émotions et des peurs plus que de la raison, le décalage entre les paroles et les actes, tout cela a pu contribuer à délégitimer la parole publique, et à laisser, ainsi, un espace pour les discours anti-élitaires.

Ce sentiment nourrit la remise en question de l'autorité sous toutes ses formes et se développe parfois au détriment de la raison et du savoir. Nous l'avons vérifié notamment à la faveur des crises sanitaires auxquelles nous avons été confrontés ces dernières années : la pandémie de COVID-19, bien sûr, mais souvenons-nous également des polémiques ayant entouré la gestion de l'épidémie de grippe AH1N1, en 2009. Qu'il soit si difficile, dans le pays de Pasteur, de faire admettre le bien-fondé de la politique vaccinale, cela constitue à l'évidence un constat d'échec collectif majeur. Dans ce contexte, il est souvent difficile de faire entendre la voix de la raison.

Nous sommes ainsi entrés dans une époque qui aspire à l'horizontalité, et

Notre rôle, votre rôle à tous, c'est de contribuer à promouvoir la vertu républicaine, car la République a besoin de vertu, de raison et d'instruction.

au rejet de toute logique pyramidale, confondant connaissances et expertise, démocratie et relativisme. Et dès lors que la science et le savoir ne sont plus légitimes, toutes les croyances peuvent le devenir. Nous ne pouvons pas quitter l'arène et céder la place à ceux qui crient le plus fort car, pour citer Albert Einstein, « le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire ».

La situation impose donc la mobilisation de tous car ce qui menace le bien commun est l'affaire de tous. Mesdames et messieurs les membres de l'Association du corps préfectoral, le message que je souhaite vous adresser ce soir est donc un message de mobilisation. La lutte contre les obscurantismes ne doit pas se contenter d'être l'objet d'un colloque, quand bien même des réflexions de haut niveau, comme celle que vous avez organisé aujourd'hui à travers ce colloque Claude Érignac, ont toute leur utilité. La lutte contre les obscurantismes doit être, pour les représentants de l'État, à Paris et sur le territoire, un principe d'action quotidien.

Cela suppose d'identifier et de connaître ces nouveaux obscurantismes. Vos travaux ont permis, et c'est précieux de bien les identifier : la remise en cause du discours scientifique ; la contestation des fondements de l'État de droit ; la remise en cause des valeurs de la République ; certaines velléités de restaurer la prééminence du fait religieux et de remettre en cause le principe de laïcité.

Notre rôle, votre rôle à tous, c'est de contribuer à promouvoir la vertu républicaine, car la République a besoin de vertu, de raison et d'instruction. Entendons-nous bien : ne voyez pas derrière cet appel à la vertu républicaine les prémices de je ne sais quel « robespierrisme 2.0 ». La vertu républicaine que j'appelle de mes vœux, et qui irrigue l'action du gouvernement, est une vertu positive, qui accueille, qui inclut et qui émancipe, tout en sachant être ferme vis-à-vis de ceux qui remettent en cause les valeurs qui font de nous une Nation. Les résultats du son-

dage présentés ce matin sont de ce point de vue très encourageants : nos concitoyens dans leur grande majorité comprennent ce qu'est l'obscurantisme et considèrent que c'est un phénomène grave contre lequel il faut agir.

Il nous faut inverser le rapport de force face aux obscurantismes. Nous devons ainsi nous attaquer simultanément aux contenus mais aussi aux vecteurs de diffusion de ces contenus. En tant que citoyen, nous devons oser prendre la parole face aux diffuseurs de mensonges et de haine, chacun à sa place, dans son rôle professionnel, dans ses interactions sociales mais également dans sa famille. Comme le dit Étienne Klein : les modérés de tous horizons doivent s'engager sans modération pour défendre ensemble nos valeurs, notre héritage humaniste. Enfin, nous devons aller, au-delà des classes sociales et des classes d'âge, vers les plus perméables aux thèses obscurantistes, à savoir les plus jeunes, ainsi que les classes sociales défavorisées.

La mobilisation citoyenne, pour autant, ne saurait suffire. Les pouvoirs publics doivent également investir cette problématique et je m'y emploie depuis ma prise de fonctions. Le sondage évoqué tout à l'heure nous apprend une chose importante : outre leurs attentes de la part des pouvoirs publics, les Français pensent que le combat face aux obscurantismes est celui de tous, pas seulement de la classe politique. Cela rejoint le fait qu'en dépit d'un recul de la participation électorale, nos concitoyens restent engagés et attentifs à l'évolution de notre pays. En tant que secrétaire d'État chargée de la citoyenneté, je suis convaincu que restaurer le sentiment d'appartenance et favoriser l'engagement y contribuera.

Obscurantisme, complotisme, séparatisme : ces trois notions renvoient à des réalités distinctes, mais elles sont connexes et se nourrissent. Elles sont omniprésentes dans mon action au gouvernement, aux côtés de Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer. Cette action est résolument interministérielle, et je suis en lien constant avec d'autres membres

du gouvernement : le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le Garde des Sceaux, le ministre de la Santé, la Secrétaire d'État chargée de l'enfance, le ministre délégué chargé du numérique, pour ne citer que quelques-uns d'entre eux. En premier lieu, il nous faut intervenir dès l'enfance. Comme l'écrit Jean Jaurès dans sa fameuse lettre aux instituteurs : « *Les enfants doivent pouvoir à grand trait se représenter l'espèce humaine domptant peu à peu les brutalités de la nature et de l'instinct [...]. Il faut leur montrer la grandeur de la pensée* ». Je considère ainsi que l'Éducation Morale et Civique doit être plus incarnée et qu'elle doit, en outre, s'accompagner d'une éducation aux médias accrue.

Face au regain du phénomène sectaire, les 9 et 10 mars 2023 se tiennent les premières Assises nationales de lutte contre les dérives sectaires. Ces assises permettent de définir un plan d'action pour les années à venir. Mesdames et messieurs les Préfets, je peux d'ores-et-déjà vous annoncer que vous serez fortement sollicités pour sa mise en œuvre dans les territoires.

Je pense également que nous devons être plus actifs sur les réseaux sociaux. Soyons lucides, nous aurons toutes les peines du monde à contraindre les plateformes ou à leur imposer d'agir sur des algorithmes qui échappent parfois même à leurs concepteurs. Nous devons toutefois y agir directement et plus activement pour porter un contre-discours efficace et éclairé qui soit largement relayé au sein de la société civile. C'est le rôle du SG-CIPDR. Mais c'est également le rôle des préfets. Tous parmi vous ou presque serez dans les minutes qui viennent sur Twitter, WhatsApp, Télégram, peut-être Instagram, moins probablement Tiktok ou Snapchat. Les réseaux demeurent la

vraie vie et la première source d'information des plus jeunes. Il nous faut, Mesdames et Messieurs, être présent sur les réseaux autant que sur le terrain car en la matière, les réseaux sociaux c'est aussi le terrain !

Ce combat contre les nouveaux obscurantismes concerne directement les hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, il vous concerne directement, que vous soyez en activité ou à la retraite. Vous ne devez pas le voir comme une politique publique supplémentaire, qui viendrait s'ajouter à toutes les autres, et qu'il suffirait d'encadrer à coup de circulaires. Il vous invite en réalité à un véritable changement de posture. Face au déploiement insidieux de ces nouveaux obscurantismes, vous devez être plus offensifs, plus pro-actifs, vous devez accepter de quitter le piédestal ou une certaine tradition préfectorale vous conduit parfois à trôner en majesté ; vous devez investir massivement les réseaux sociaux, valoriser les acteurs associatifs qui, localement, se battent pour lutter contre l'obscurantisme.

Vous trouverez toujours le gouvernement à vos côtés pour vous appuyer et vous défendre dans ce combat difficile mais vital, mais aussi pour vous donner les outils dont vous pourriez avoir besoin pour mener ce combat. L'obscurantisme n'est pas un délit, c'est pire que cela : c'est un poison qui s'infiltre lentement dans les veines du corps social.

Je forme donc le vœu que l'esprit qui a animé les débats de cette journée se prolonge tout au long de l'année et que nous nous attelions, collectivement, à rétablir les Lumières et la vertu du savoir face aux obscurantismes. C'est en le faisant que nous serons fidèles à la mémoire de Claude Érignac, qui a donné son nom à ce colloque. ■

Outre leurs attentes de la part des pouvoirs publics, les Français pensent que le combat face aux obscurantismes est celui de tous, pas seulement de la classe politique. Cela rejoint le fait qu'en dépit d'un recul de la participation électorale, nos concitoyens restent engagés et attentifs à l'évolution de notre pays.